

aber auch darauf hin, dass die Kantone die Gelegenheit haben, innerhalb eines Kantons abweichende Regelungen zu treffen. Sie haben die Möglichkeit, insbesondere die Gemeinden zu verpflichten, einen Teil ihres Ergebnisses vom Wohnsitz an den Ort des Arbeitserwerbs hinüberzuleiten.

Zum Verhältnis zwischen den Kantonen – das Hauptproblem besteht sicher zwischen den Kantonen Genf und Waadt –: Wo es mit der geltenden allgemeinen Regelung klare Ungerechtigkeiten gibt, besteht durchaus die Möglichkeit, diese zwischen zwei Kantonen durch eine Abmachung über eine Veränderung der Steuerteilung zu beheben. Mit Blick auf die ganze Schweiz, lässt sich nach unserer Auffassung sagen, dass die Steueraufteilung zwischen Arbeitsort und Wohnort, wie sie heute aufgrund von 150 Jahren bundesgerichtlicher Praxis existiert, richtig ist.

Die Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen daher, dieser parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

(keine Folge geben)

78 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

(Folge geben)

25 Stimmen

98.032

Neuer Geld- und Währungsartikel in der Bundesverfassung

Nouvel article constitutionnel sur la monnaie

Botschaft und Beschlussentwurf vom 27. Mai 1998 (BBI 1998 4007)

Message et projet d'arrêté du 27 mai 1998 (FF 1998 3485)

Kategorie II/III, Art. 68 GRN – Catégorie II/III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten

Minderheit

(Strahm, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Gysin Remo, Jans, Rechsteiner Rudolf, Rennwald)

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag:

1. die Vorlage zeitlich auf die Totalrevision der Bundesverfassung (Nachführung) abzustimmen und eine Kollision mit Artikel 89 des Verfassungsentwurfes zu vermeiden;
2. die Zielsetzung für die Geld- und Währungspolitik neu zu formulieren und eine politisch breit abgestützte Zielsetzungsformel zu suchen.

Proposition de la commission

Majorité

Entrer en matière

Minorité

(Strahm, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Gysin Remo, Jans, Rechsteiner Rudolf, Rennwald)

Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral avec mandat:

1. de traiter le projet en même temps que la révision totale de la Constitution fédérale (mise à jour de la constitution) et d'éviter une collision avec l'article 89 du projet de constitution;
2. de reformuler l'objectif de la politique monétaire en recherchant le plus large appui possible sur le plan politique.

Cavadini Adriano (R, TI), rapporteur: Nous sommes ici dans une situation un peu particulière et même un peu étrange. Demain, nous voterons la révision de la constitution avec un nouvel article sur la politique monétaire de la Banque nationale suisse. Aujourd'hui, nous discutons de la modification

du même article en fonction d'un message du Conseil fédéral qui a été présenté à fin mai de cette année.

D'une part, il faut dire que ce message avait été provoqué dans l'espoir que l'examen séparé des articles sur la monnaie aurait été plus rapide que la mise à jour de la constitution. D'autre part, on s'est rendu compte que le nouvel article qu'on a introduit dans la constitution, même s'il apporte des améliorations importantes par rapport à la situation actuelle au niveau de la constitution, laisse toujours ouvertes des questions délicates, en particulier la question relative à l'objectif de la politique monétaire de la BNS, et celle relative à l'utilisation des réserves de la BNS qui ne sont pas nécessaires à sa politique monétaire. Donc, la révision partielle que nous discutons aujourd'hui séparément permet, dans ce contexte délicat et très important pour la Suisse, de mieux résoudre tous ces problèmes et d'avoir un article constitutionnel encore plus clair et plus précis que celui que nous approuverons demain. Avec cette procédure, il y aura évidemment un certain retard parce qu'il faudra voter cet article constitutionnel. On le fera probablement au début de l'an 2000.

La majorité de la commission est favorable à l'entrée en matière et à la mise au point d'une nouvelle définition de cet article constitutionnel.

Quels sont les éléments essentiels de cet article? Un premier point est la compétence: les compétences en matière de monnaie, unité monétaire, moyens de paiement sont et restent celles de la Confédération; il y a une meilleure définition de ce principe. Le droit d'émettre des pièces de monnaie appartient exclusivement à la Confédération. Il y a ici une confirmation du monopole de la Confédération dans l'émission des pièces de monnaie, mais pas des billets de banque. Le droit d'émettre des billets de banque est par contre délégué par la Confédération à la BNS. Ici, nous avons une meilleure définition de ce concept.

L'obligation de la couverture-or des billets en circulation de 25 pour cent est supprimée. Ceci est d'autant plus réaliste suite à l'effondrement du système des taux de change fixes en 1973 et à l'adhésion en 1992 de la Suisse au Fonds monétaire international, lequel n'autorise pas les Etats à déterminer la valeur d'une monnaie par rapport à l'or. Cette élimination de la couverture-or permet à la BNS de réévaluer les réserves en or à un prix plus proche du prix du marché et de les gérer de manière plus intéressante et plus performante. Le nouvel article fixe encore l'indépendance de la BNS dans la politique monétaire. C'est une définition plus claire par rapport à la situation actuelle, et c'est une indépendance nécessaire par rapport à la politique, en particulier Conseil fédéral et Parlement. C'est un élément essentiel de notre politique monétaire de la BNS. La majorité, dans le nouvel article 39, précise à l'alinéa 4 que «la Banque nationale rend compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public» C'est une transparence nécessaire qui oblige la BNS à renseigner les autorités et le public sur la politique monétaire qu'elle veut appliquer dans le futur. C'est une transparence qui a déjà fait ses preuves, qui est codifiée et qui trouve une définition plus précise.

La Confédération participe à l'administration de la BNS en désignant les membres de la direction générale et en désignant la majorité des membres du conseil de la banque. Même ici, nous avons une définition plus claire.

Enfin, le nouvel article définit les objectifs de la politique monétaire. Nous avons ici une meilleure formulation par rapport à la situation actuelle, et aussi par rapport à la formulation de l'article qu'il y a dans la révision de la Constitution fédérale. Sur cet aspect de la politique monétaire, il y a plusieurs propositions de minorité. La majorité de la commission a suivi le projet du Conseil fédéral qui dit à l'alinéa 3: «La Banque nationale suisse mène la politique monétaire, dans l'intérêt général du pays, tout en donnant la priorité à la stabilité des prix.» Il faut dire que cet élément de la stabilité des prix ne figure pas dans l'article constitutionnel que nous voterons demain dans le cadre de la votation finale sur la révision de la constitution. Or c'est une précision qui apparaît importante pour la politique monétaire de la BNS, et qui justifie donc aussi cette révision partielle.

L'objectif de la politique monétaire, c'est un point délicat et essentiel. Objectif premier: la stabilité des prix. C'est un élément important pour la population, pour les pouvoirs publics, pour les entreprises, pour les épargnants et aussi pour la parité du franc suisse.

Mais cette stabilité des prix, dans la formulation proposée par la majorité de la commission, ne doit pas et ne peut pas être absolue. Par exemple l'année prochaine, avec l'introduction de l'euro, il pourrait y avoir une surévaluation du franc suisse parce qu'au niveau européen on n'aurait pas confiance dans cette nouvelle monnaie – je ne crois pas que cela se vérifiera, mais admettons cette possibilité. La BNS, dans l'intérêt de l'économie, des exportateurs, du tourisme suisses, devrait peut-être alors s'écarter d'une façon temporaire de l'objectif de la stabilité des prix pour éviter que cette surévaluation du franc suisse puisse avoir des conséquences négatives sur notre économie. Dans la version du Conseil fédéral, que reprend la majorité de la commission, l'article constitutionnel dit en d'autres termes: oui, il faut tenir compte du fait que la stabilité des prix, c'est un objectif qu'il faut suivre. Mais cet objectif ne peut pas être absolu si l'intérêt général du pays demande qu'on s'écarte de ce principe pour une période transitoire. On introduit donc ici une certaine souplesse qui paraît indispensable.

Evidemment, dans la politique monétaire, il y a d'autres éléments: l'approvisionnement du pays en monnaie selon les nécessités de l'économie, selon la croissance de l'économie. Il faut admettre qu'à l'intérieur du pays, la possibilité d'action de la BNS est quand même assez limitée, car nous sommes confrontés à une liquidité très élevée du secteur bancaire, ce qui rend pratiquement superflues certaines possibilités d'action de la BNS. Par contre, elle a une action assez importante au niveau extérieur afin de défendre quand même un peu la position du franc suisse.

Voilà la position de la majorité de la commission qui, ici, partage l'avis du Conseil fédéral. Nous avons, sur ce problème de la politique monétaire de la BNS, des propositions de minorité. La minorité I (Bonny) aimerait tenir compte plutôt de l'évolution conjoncturelle et son premier objectif concerne la stabilité des prix, mais il faut tenir compte de l'évolution conjoncturelle. L'objectif du Conseil fédéral et de la majorité de la commission est, par contre, l'intérêt général du pays.

La minorité II (Schmid Samuel) aimerait soutenir la politique économique de la Confédération avec la stabilité des prix. C'est une formulation plus réduite. Il pourrait y avoir un problème qui est celui de l'indépendance de la BNS par rapport au Conseil fédéral, par rapport à la politique. Cette formulation de la minorité II risque de ne pas assurer entièrement cette indépendance de la BNS.

Nous avons encore une proposition de minorité III (Jans) qui dit que la stabilité des prix est importante, mais le but est plutôt le plein emploi, la croissance économique. Ici, on risque d'aller trop loin: on pourrait alors essayer, pour avoir une croissance, de s'écarter de l'objectif de la stabilité des prix et donc d'augmenter la masse monétaire; une telle augmentation permettrait aux banques d'octroyer plus de crédits, et on risque alors d'avoir une croissance artificielle qui pourrait s'effondrer après, comme nous l'avons vu par exemple récemment dans les pays du Sud-Est asiatique, ou dans le cas suisse du krach immobilier. Dans ce dernier cas, le fait d'avoir des disponibilités élevées à l'intérieur du pays a favorisé de la part du secteur bancaire une quantité de crédits en partie injustifiés dans le secteur immobilier, ce qui a ensuite provoqué un krach. La proposition de minorité III risque donc de créer plus de problèmes.

Enfin, pour la proposition subsidiaire de minorité IV (Fässler), la stabilité des prix devrait être un objectif seulement à longue échéance. Cela signifie qu'on pourrait avoir à la limite pendant quatre ou cinq ans une inflation très élevée de 8, 10 ou 12 pour cent, et qu'après il faudrait avoir une déflation pour rétablir l'équilibre au niveau de la stabilité des prix. Vous voyez donc que même cette proposition de minorité comporte pas mal de risques.

En définitive, et j'en arrive à la conclusion, la majorité de la commission vous invite à entrer en matière et à rejeter la po-

sition de la minorité de la commission, qui demande le renvoi au Conseil fédéral avec mandat de traiter le projet en même temps que la mise à jour de la constitution, parce que cet exercice est terminé.

Nous pensons que si nous entrons en matière, nous arriverons à résoudre beaucoup mieux ce problème essentiel pour le pays. En même temps, nous pourrions aussi résoudre le problème des réserves de la BNS. C'est un thème que nous aborderons avec les propositions de minorité qui apparaîtront au cours de l'examen de détail, et sur lequel je ne veux pas encore m'exprimer à présent, parce que je préfère que l'on sépare la discussion sur cet argument.

Blocher Christoph (V, ZH), Berichterstatter: Warum machen wir überhaupt einen neuen Währungsartikel? Das liegt daran, dass sich seit der Zeit, als die Schweiz – wie alle anderen Länder auch – eine Golddeckung für ihre Währung hatte, Wesentliches geändert hat. Zudem denkt man auch anders über Bedeutung und Notwendigkeit von Reserven. Es fragt sich, ob Nationalbanken überhaupt Reserven brauchen oder ob die Volkswirtschaften heute stark genug sind, um allein die notwendige Sicherheit zu garantieren. Diese neuen Umstände haben zu diesem neuen Artikel geführt. Was ist das Resultat?

1. Es ist in der Kommission unbestritten, dass Geld und Währung ausschliesslich Sache des Bundes sind. Die Absätze 1 und 2 von Artikel 39 sind also unbestritten.

2. Umstritten ist, nach welchen Kriterien die Schweizerische Nationalbank ihre Tätigkeit auszuüben hat. Wir sind hier mitten in einem ökonomischen Streit. Es darf gesagt werden, dass sowohl der Bundesrat wie auch die Mehrheit der Kommission – und übrigens auch alle erfolgreichen Volkswirtschaften der Welt – erkannt haben, dass eine Nationalbank nicht alles machen kann und dass es gefährlich ist, wenn Nationalbanken für alle möglichen politischen Zwecke gebraucht und vor allem missbraucht werden. Eine Nationalbank leistet für das Gesamtinteresse des Landes, für die Vollbeschäftigung und für die konjunkturelle Entwicklung ihren grössten Beitrag dann, wenn sie in ihrer Tätigkeit die Preisstabilität als wichtigsten Zweck anerkennt. Man kann ruhig sagen, dass dies das einzige ist, was eine Nationalbank in dieser Beziehung tun kann. Darum hat die Mehrheit der Kommission – wie auch der Bundesrat – in Artikel 39 Absatz 3 diesen Zweck in den Vordergrund gestellt.

Es gibt kleine Verschiebungen: Die Minderheit I (Bonny) und die Minderheit II (Schmid Samuel) formulieren es etwas anders, aber im Grunde genommen wird auch dort die Preisstabilität als Ziel, als Richtschnur für das Handeln der Nationalbank in den Vordergrund gestellt.

Die Minderheit III (Jans) und die Minderheit IV (Fässler) wollen der Nationalbank eine wesentlich grössere Handlungsfreiheit einräumen. In der Umschreibung des Zwecks finden Vollbeschäftigung, Preisstabilität und Konjunkturentwicklung ihren Niederschlag. Dadurch ist die Gefahr, dass die Nationalbank zum Spielball der momentanen politischen Interessen in der Wirtschaftspolitik wird, ausserordentlich gross.

Die Mehrheit der Kommission lehnt diese Minderheitsanträge ab und schliesst sich dem Bundesrat an, wonach die Schweizerische Nationalbank «die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes» führt. Dabei ist «das Ziel der Preisstabilität vorrangig».

3. Formell unbestritten ist auch, dass die Nationalbank unabhängig operieren, also den kurzfristigen, kurzfristigen politischen Tätigkeiten möglichst nicht zum Opfer fallen sollte. Die Frage ist dann, wem sie Rechenschaft schuldig ist. Das betrifft Artikel 39 Absatz 4; hier gilt es, eine kleine Nuance zu erwähnen: Der Bundesrat sagt, dass die Nationalbank dem Bund und der Öffentlichkeit Rechenschaft über Geld- und Währungspolitik ablege. Die Kommissionsmehrheit erwähnt als Adressatin ausdrücklich die Bundesversammlung, was den etwas offenen Begriff «Bund» präzisiert.

4. Zur Frage der Reserven: Es war in der Kommission unbestritten, dass man davon absehen kann oder soll, die Währungsreserven ausschliesslich in Gold zu halten; Währungsreserven können auch anders gehalten werden als in Gold.

Umstrittener war die Frage, wie gross die Reserven sein sollten. Artikel 39 Absatz 5 sagt darüber nichts aus. Es gibt ganz verschiedene Auffassungen: Es gibt Länder, wo die Auffassung vorherrscht, eine Notenbank brauche gar keine Reserven; die USA z. B. sagen, ein Dollar sei ein Dollar, und ihre Volkswirtschaft stehe für diese Währung; so stark wie ihre Volkswirtschaft sei ihre Währung; sie würden gar keine Reserven brauchen.

Ein kleines Land wird diese Frage etwas anders beantworten. Expertenberichte liegen vor. Es ist Sache der Gesetzgebung zu formulieren, wie hoch die Reserven sein sollen. Der Bundesrat ist der Meinung, dass die heutigen Reserven der Nationalbank viel zu gross seien und dass sie gemäss einem Bericht der Expertenkommission reduziert werden könnten. Das wirft die Fragen auf: Was sind denn eigentlich die heutigen Reserven? Welchem Zweck dienen sie?

1. Es gibt die Reserven, welche für die Währungsbedürfnisse, d. h. für die Erfüllung der Aufgaben der Nationalbank, notwendig sind. Das sind die eigentlichen Währungsreserven. Sie werden durch Erträge gebildet und verändern sich im Laufe der Jahre mit dem Bruttosozialprodukt, mit der Geldmenge usw.

2. Es gibt heute in der Nationalbank eine zweite Kategorie von Reserven – diese gibt es dann später nicht mehr –: Das sind – wenn Sie so wollen – die freien Reserven oder eben diejenigen Reserven, welche für die eigentliche Aufgabe der Nationalbank nicht benötigt werden. Umstritten ist im wesentlichen, was mit diesen Reserven geschehen soll.

Der Bundesrat hat für einen Teil dieser Reserven die vorgesehene Verteilung bekanntgegeben, bevor er uns überhaupt gesagt hat, dass er der Meinung ist, es gebe freie Reserven. Er gab bekannt, dass er aus diesen Reserven eine Solidaritätsstiftung aufbauen möchte.

Sie finden das Ergebnis der Auseinandersetzung in der Kommission zu diesem Punkt in den Absätzen 5 und 6. Der Entwurf des Bundesrates lässt die Frage der Verwendung der freien Reserven offen. Er sagt lediglich, dass die benötigten Reserven aus dem Reingewinn gebildet werden; was vom Ertrag dann übrigbleibt, wird verteilt, und zwar gehen – nach einer angemessenen Abgeltung für die Kapitalgeber – zwei Drittel an die Kantone und ein Drittel an den Bund. Diese Verteilung ist in der Kommission unbestritten.

Für die freien Reserven lässt der Bundesrat die Verwendung offen. Er ist der Auffassung, in der Bundesverfassung brauche es einen zweiten Artikel, welcher die Verwendung der freien Reserven statuiere.

Die Mehrheit der Kommission lässt die Frage auch offen, verschiebt die Festlegung aber von der Verfassung auf die Gesetzgebung und sagt in Absatz 6, dass «die Verwendung der für geld- und währungspolitische Zwecke nicht benötigten Währungsreserven und ihre Erträge» in der Bundesgesetzgebung geregelt werde. Dadurch wird dann natürlich für die Regelung der heissen Frage der Verwendung der Reserven nicht mehr ein gesonderter Verfassungsartikel benötigt. Das heisst, dass es kein obligatorisches Referendum mehr gibt und dass das Ständemehr ausser acht fällt. Über die Details hat sich auch die Mehrheit der Kommission nicht geäussert. Die Minderheit II, angeführt durch die Sozialdemokraten, und weitere Antragsteller wollen die Verteilung der Währungsreserven hier und heute in diesem Artikel regeln, sei es durch Absatz 5, Absatz 6 oder durch eine Übergangsbestimmung. Ich werde mich in der Detailberatung dazu äussern.

Nun noch eine generelle Äusserung: Dieser Währungsartikel wird hier gesondert von der Revision der Bundesverfassung behandelt. Das hat seine Bedeutung, weil die Totalrevision ja lediglich eine Nachführung ist; über eine solche geht der Währungsartikel natürlich weit hinaus. Darum ist es richtig und sinnvoll, dass man diese Fragen ausserhalb der Arbeiten für die Verfassungsrevision löst.

Die Beratung dieses Währungsartikels ist in der Kommission nicht ohne Schwierigkeiten über die Bühne gegangen. Nach der ersten Lesung hat er keine Mehrheit gefunden. Ein Teil der Kommission hat den Artikel wegen der Zweckbestimmung abgelehnt, und ein anderer Teil hat den Artikel wegen der Verteilung der Reserven abgelehnt.

Jetzt ist das Verhältnis umgekehrt: Jetzt heisst eine deutliche Mehrheit diesen Artikel gut, weil man die Frage der Verwendung der Reserven hier bei diesem Artikel ausgeklammert hat. So wird jetzt eigentlich nur noch über den Zweckartikel gestritten: Damit, dass man eine reduzierte Reserve hält, dass die Reserve nicht nur aus Gold bestehen muss und die Regelung der Verwendung der freien Reserven später erfolgen wird, hat der Artikel eine Mehrheit gefunden.

Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommission, auf die Vorlage einzutreten.

Strahm Rudolf (S, BE): Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommissionsminderheit und mit voller Unterstützung der SP-Fraktion die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat, und zwar mit folgendem Auftrag:

1. Die Kollision mit den Währungsbestimmungen der totalrevidierten Bundesverfassung ist zu vermeiden.
2. Die Zielsetzung der Geld- und Währungspolitik ist zu überarbeiten.

Das ist auch der *Casus belli*; diese Zielsetzung ist für die Sozialdemokratie und die Gewerkschaften eine Provokation, nicht nur in der Schweiz, sondern in ganz Europa und auf der ganzen Welt. Die Revision dieses Verfassungsartikels stand von Anfang an unter einem schlechten Stern. Bereits im Bundesrat führte sie zu Meinungsverschiedenheiten, welche andauern und auch am vergangenen Montag nicht voll ausgeräumt wurden.

Das Projekt, das hier vorliegt, steht in Kollision und Konfrontation mit dem Projekt der Reform der Bundesverfassung. Diese erlaubt sowohl die Bewirtschaftung der Währungsreserven als auch die Gründung der Solidaritätsstiftung. Herr Gysin Remo, Mitglied der Verfassungskommission, wird das noch ausführen. Dieses Projekt sollte zu einem «fast track» werden, und jetzt hinkt es schon ein halbes Jahr hinter dem Projekt der Reform der Bundesverfassung nach.

Das Projekt erlitt in der WAK zuerst Schiffbruch; Herr Blocher hat es gesagt. Jetzt, in der zweiten Lesung, kommt es zu einer abstrusen Konstellation und Koalition, in welcher Herr Blocher, der die Solidaritätsstiftung am meisten bekämpft und bedroht hat, hier vorne sitzt und die Kommissionsmehrheit vertritt. Seine Fraktionskollegen bringen jetzt seine Minderheitsanträge gegen die Stiftung wieder als Einzelanträge in den Rat. «Difficile est satiram non scribere.» Diese Real satire wird damit enden, dass Herr Blocher vielleicht noch in der «Arena» die Solidaritätsstiftung vertreten muss.

Auf der anderen Seite sind die Sozialdemokraten, welche die Solidaritätsstiftung und die Lösung der Goldbindung vor den anderen und von Anfang an unterstützt haben, jetzt in die Opposition gedrängt. Wie wollen Sie, Herr Bundesrat Villiger, in diesem Zweifrontenkampf diese Vorlage in einer Volksabstimmung durchbringen? In der Realität können Sie diesen Geld- und Währungsartikel nicht von der Frage der Solidaritätsstiftung und vom vorherrschenden Goldmythos abtrennen.

Was uns stört, ist die in Artikel 39 Absatz 3 formulierte Zielsetzung. Diese Zielsetzung wäre nicht nötig, sie ist in der revidierten Bundesverfassung nicht drin, sie ist eine Ausgeburt von Herrn Hans Meyer, Präsident des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank. Unseres Erachtens übe das Eidgenössische Finanzdepartement in dieser «Umarmung» durch die Nationalbank eine selbstzerstörerische Loyalität.

Was uns stört und provoziert, ist der monetaristische Zweck. Uns stört, dass man die Priorität auf die Geldwertstabilität legt. Die Nationalbank als wichtigster Faktor der Wirtschaftspolitik hat alle drei Verfassungsziele gleichermassen und gleichwertig zu verfolgen, nämlich erstens ein ausgeglichenes Wachstum, zweitens die Geldwertstabilität und drittens die Beschäftigung.

Wenn Sie der Nationalbank nun in der Verfassung den Auftrag erteilen, die Priorität auf die Geldwertstabilität zu legen, nehmen Sie Arbeitslosigkeit in Kauf. Wenn Sie ein Inflationsziel von 0 bis 1 Prozent anvisieren, dann nützen Sie zwar der Börse und den Banken, aber Sie killen Arbeitsplätze. Die monetaristische Politik hat in den neunziger Jahren sehr viel Schaden angerichtet. Professor Gärtner von der Hochschule

St. Gallen hat in einem Hearing gesagt: «Dieser Verfassungsartikel widerspiegelt den Stand der ökonomischen Debatte der siebziger Jahre.»

Gerade die Entwicklung in diesem Jahr und vor allem in den letzten Monaten hat doch gezeigt, wie man sich überall auf der Welt vom monetaristischen Dogmatismus abwendet. Kein ernstzunehmender Ökonom setzt heute noch die Priorität allein auf die Geldwertstabilität, und auch die Nationalbank ist auf einen pragmatischeren Kurs eingeschwenkt, das sei hier deutlich vermerkt. Professor Paul Krugman, heute wahrscheinlich der meistbeachtete Ökonom, spricht im Falle der Monetaristen von einer «Preisstabilitätssekte». Ich habe einen Artikel hier – den kann man auch abholen –, in dem er das begründet. Überall ist der Monetarismus abgetakelt, und wir schreiben das jetzt in die Verfassung.

Ich muss zum Schluss kommen; leider reichen fünf Minuten Redezeit nicht aus, um unsere Position seriös zu entwickeln. Wir wollen keine Verfassung, mit der wir eine Solidaritätsstiftung errichten und gleichzeitig eine Entsolidarisierung mit den Beschäftigten festschreiben. Das werden wir thematisieren. Wir scheuen uns nicht vor der Auseinandersetzung, und das Tabuthema, das dahinter steht, nämlich die Fehlleistungen der Nationalbank, werden wir auch ins politische Licht rücken. Ich bitte Sie, weisen Sie diese Vorlage zurück, wenn Sie dem Projekt der Solidaritätsstiftung einen Dienst erweisen wollen. Sie ist nicht nötig; die Währungsverfassung gemäss Totalrevision der Bundesverfassung würde auch genügen.

Bührer Gerold (R, SH): Herr Strahm, Sie haben mit Bezug auf diesen Artikel – ich nehme jetzt an, mit Bezug auf die Fassung der Mehrheit der Kommission – gesagt, dass man sozusagen einer monetaristischen Sekte nachrennen würde. Zwei Fragen:

1. Ist Ihnen bekannt, dass in der Verfassung der Europäischen Zentralbank nichts anders als diese Zielformulierung auch enthalten ist?
2. Was sagen Sie dazu, dass der Präsident der Europäischen Zentralbank, Duisenberg, Ende November vor dem Ausschuss des Europaparlamentes ausgeführt hat, dass nur das oberste Ziel der Preisstabilität die übrigen wirtschaftspolitischen Ziele unterstützen könne?

Strahm Rudolf (S, BE): Ich muss anerkennen, dass die beiden Fragen von Herrn Bührer die zentralen Fragen sind, die zu stellen sind. Wir werden bei Absatz 3 noch darauf zurückkommen.

Zur ersten Frage: Europäische Zentralbank. Es stimmt, die Priorität der Geldwertstabilität ist in der Verfassung der Europäischen Zentralbank verankert. Aber wir haben eine andere Situation, Herr Bührer. Der Euro stand jahrelang unter Schwächeverdacht; man traute ihm nicht, und deswegen braucht es diese Beschwörungsformel in der Verfassung der Europäischen Zentralbank. Aber der Franken, Herr Bührer, ist doch gerade das Gegenteil: Er war nämlich jahrzehntelang zu stark, deswegen muss man dem Euro in dieser Frage nicht nachrennen.

Zur zweiten Frage: Duisenberg gilt als Monetarist, aber eigentlich ist er auch Pragmatiker. Er sagte, bis 2 Prozent Inflationsrate lasse man zu, das sei kein Problem. Greenspan sagte sogar, bis 3 Prozent lasse man zu, so stütze man auch das Wachstum. In der Botschaft des Bundesrates steht, 1 Prozent Inflationsrate sei tolerierbar. Geldwertstabilität heisst 1 Prozent Inflationsrate. Und wenn Sie den Boskin-Effekt abziehen, dann ist es 0 Prozent; und das ist das, was wir heute haben. Das ist zwar schön für die Börse, der Preis aber ist hoch. Ich finde, die Schweizerische Nationalbank war immer noch eine Spur dogmatischer als Herr Duisenberg. Das möchten wir hier in der Verfassung nicht noch absegnen.

Rechsteiner Rudolf (S, BS): Die SP-Fraktion lehnt die Anträge von Bundesrat und Kommissionen ab, weil die Formulierungen in Artikel 39 Absatz 3 die Geldwertstabilität einseitig gewichten. Der Antrag der Minderheit III (Jans) entspricht unserer Zielvorstellung, und der Antrag der Minderheit IV (Fässler) ist eine Art Kompromiss.

Mit Absatz 3, wie er im Entwurf des Bundesrates formuliert ist, will man den Lusserschen Fehlern der neunziger Jahre offenbar ein Denkmal in der Verfassung setzen. Wir sind gegen diese Formel, weil eine einseitige Priorität der Preisstabilität zu einer Hochzinspolitik führt und den Schweizer Franken unter einen dauernden Aufwertungsdruck setzt. Dies schadet der inländischen Wirtschaft und bedrängt besonders die exportorientierten Unternehmen. Massgeblich für das Investitionsklima in der Schweiz sind die Realzinsen, also die Zinsen abzüglich Teuerung. Noch nie seit dem Zweiten Weltkrieg waren die Realzinsen so lange so hoch. Jeder Unternehmer, der Schulden hat, weiss das und bekommt das auf sehr unangenehme Art zu spüren. Viel zu spät, erst 1996, hat die Schweizerische Nationalbank korrigiert, und bis heute hat sich die Wirtschaft noch nicht voll erholt. Immer noch liegen die Realzinsen bei 4 Prozent.

Wir haben heute eine Null-Inflation, aber zu welchem Preis? Wir hatten die längste Stagnation seit 1945; wir haben die tiefsten Wachstumsraten Europas, eine Stagnation der Löhne, eine hohe Verschuldung der Arbeitslosenversicherung und des Staatshaushaltes und eine Umverteilung zugunsten der Kapitalbesitzer, und zwar bei explodierenden Börsenkursen. Gelitten hat dabei das Investitionsklima, und die Immobilienkrise wurde sinnlos verschärft. Das hat auch den Banken schwer geschadet.

Heute gehört es zum «common sense», dass die Schweizerische Nationalbank nicht nur die Preisstabilität, sondern auch den Wechselkurs und die Konjunkturentwicklung lenken muss. Da will nun die Mehrheit der Kommission die mystischen Formeln der Monetaristen nachträglich noch in der Bundesverfassung verankern und gewissermassen die gemachten Fehler in der Zukunft fortschreiben.

Zu Herrn Blocher, der gesagt hat, die Preisstabilität sei das einzige, was die Schweizerische Nationalbank garantieren solle und auch könne, muss ich sagen: Jeder, der die Geldpolitik seit 1990 verfolgt, weiss, dass 1996 ein Kurswechsel stattgefunden hat, dass heute eine Wechselkurspolitik verfolgt wird, dass sich das Verhältnis zum US-Dollar und zur Deutschen Mark normalisiert hat und dass die Schweizerische Nationalbank genau das tun kann, was sie tun soll. Dieser Handlungsspielraum muss deshalb offen bleiben und darf nicht durch verfehlte Formeln in der Verfassung aufs Spiel gesetzt werden.

Deshalb sollten wir nicht mit Mystik operieren. Wir sollten in der Bundesverfassung eine pragmatische Politik festschreiben. Dazu gehört die Geldwertstabilität. Aber sie darf nicht einziges Ziel sein, weil sie als alleiniges Ziel die bisherigen Fehler verursacht hat. Die OECD schreibt von 100 000 Arbeitsplätzen, die wegen der Hochzinspolitik der Schweizerischen Nationalbank in den neunziger Jahren vernichtet worden sind. Deshalb verstehen wir nicht, warum man diese Fehler zum heutigen Zeitpunkt wiederholen will – nach allem, was man in den neunziger Jahren erlebt hat, nach der Immobilienkrise und im heute noch rezessiven Gesamtklima. Ich bitte Sie, auf diese Formel zu verzichten.

David Eugen (C, SG): Namens der CVP-Fraktion empfehle ich Ihnen Eintreten auf diese Vorlage und Ablehnung des Rückweisungsantrages der Minderheit Strahm.

Wir treten für eine stabile Währung ein. Ein wesentlicher Teil des volkswirtschaftlichen Erfolges der Schweiz beruht eben darauf, dass wir eine stabile Währung haben. Wir sind dafür, dass diese Währung, der Schweizer Franken, vom Goldstandard gelöst wird; das ist auch unbestritten. Wir sind weiter dafür, dass wir eine unabhängige Notenbank haben. Die Geldschöpfung darf nicht zum Zweck der Beseitigung öffentlicher Defizite eingesetzt werden.

Unabhängigkeit der Notenbank bedeutet für uns aber nicht, dass diese Notenbank, dieses Institut, frei schweben würde. Bei der Notenbank handelt es sich um eine Verfassungsinstitution – eine Institution, die dementsprechend auch unter der Bundesverfassung und den Verfassungszielen steht. Die Notenbank hat die Aufgabe, die gemeinsame Wohlfahrt zu beachten; sie darf nicht nur die Wohlfahrt bestimmter Branchen oder bestimmter Schichten, sondern sie muss stets die Wohl-

fahrt des gesamten Volkes im Auge haben. Das bedeutet insbesondere, dass sich die Notenbank nicht einseitig für den Finanzplatz oder auch einseitig für den Werkplatz Schweiz einsetzen darf. Ihre Verpflichtung ist es eben – von Verfassung wegen –, beide im Auge zu haben.

Unabhängigkeit der Notenbank heisst, dass sich die Politik nicht in die täglichen Entscheide dieses Institutes einzumischen hat. Unabhängigkeit heisst aber nicht, dass wir, die Politiker, die Notenbank nicht kritisieren dürfen, dass sich die Notenbank nicht mit unserer Kritik auseinandersetzen muss, dass sie nicht auch hier Rechenschaft ablegen muss für das, was sie tut, für die volkswirtschaftlich relevanten Massnahmen im Bereich der Geldwertregulierung, die sie ergreift.

Die SP-Fraktion wendet sich insbesondere deshalb gegen diese Vorlage, weil sie mit der Zielsetzung nicht einverstanden ist. Ich kann diesen Kampf der Sozialdemokraten gegen die Preisstabilität nicht verstehen. Für einen grossen Teil der Bevölkerung ist es ganz zentral – ich erinnere Sie an die Rentner –, dass wir eine stabile Währung haben. Denken Sie an die Verluste, die jene Bevölkerungsschichten, die von ihren Ersparnissen und Renten leben müssen, erleiden, wenn hohe Inflation herrscht. Es kann in keiner Weise darum gehen, das Ziel der Preisstabilität zur Seite zu schieben oder gar schlechtzumachen, so wie das Herr Strahm jetzt gerade gemacht hat.

Allerdings bedeutet Preisstabilität nicht, dass wir eine Deflationspolitik der SNB wünschen. Es ist nach unserer Auffassung so, dass die SNB eine bestimmte Zeit – Anfang der neunziger Jahre – nicht eine stabilitätsorientierte Politik, sondern eine Deflationspolitik verfolgt hat.

Die Anträge, die Ihnen für das Festsetzen dieses Ziels in Absatz 3 unterbreitet werden, unterscheiden sich nur geringfügig. Aber wir sind der Meinung, dass von diesen vier Anträgen der Antrag der Minderheit I die richtigen Schwerpunkte setzt: Einerseits soll die SNB für Preisstabilität sorgen, andererseits soll sie dabei den Arbeitsmarkt und die Aussenwirtschaft – das sind die konjunkturell massgebenden Grössen – mit in Betracht ziehen.

Bonny Jean-Pierre (R, BE): Ich möchte die Konklusion gleichsam vorwegnehmen: Mit einiger Mühe hat die WAK nun eine unseres Erachtens brauchbare Arbeitsunterlage geschaffen. Wir sollten daher auf diese Vorlage eintreten und den Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm ablehnen. Ob diese Unterlage nach unseren Beratungen, nach den Entscheidungen über die Einzelanträge, auch noch brauchbar sein wird, wird sich weisen.

Ich möchte in meinem Votum zum Eintreten kurz auf die Frage der Kriterien eingehen, die angewendet werden müssen. Oberstes Prinzip muss sein, dass wir einen Währungsartikel schaffen, der die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank garantiert. Wir sollten daher im Interesse der Sache alle politischen Auflagen und Einzelinteressen zurückstellen. Deshalb kommen für uns die an sich sicher gut gemeinten Einzelanträge – der Antrag Hochreutener, der aus den verbleibenden Erträgen Zuwendungen in Richtung Bildung und Sozialversicherung will, der Antrag Rychen, der sich auf die Bildung konzentriert, aber auch der Antrag Baumann Alexander, der die AHV privilegieren und gleichzeitig auch die Solidaritätsstiftung ausrangieren will – nicht in Frage. Das führt zu einer Politisierung der SNB. Das sind Auflagen, die sich mittel- und langfristig sehr nachteilig auswirken würden.

Das Gegenstück zu dieser Unabhängigkeit der SNB ist die Pflicht, Rechenschaft abzulegen, die in Absatz 4 geregelt wird. Da sind wir für die weitergehende Fassung, wonach nicht nur der Bundesrat und die Öffentlichkeit informiert werden sollen, sondern auch das Parlament.

Zum Kernstück, zum Auftrag, den wir der SNB erteilen:

Da möchte ich mich an Herrn Strahm wenden. Er hat zwar von einer Abkehr vom Dogmatismus und von pragmatischen Lösungen gesprochen, aber sein Engagement deutet eher auf einen Glaubenskrieg als auf eine sachliche, nüchterne Auseinandersetzung mit dieser Frage hin.

Es ist doch nicht an uns, uns dazu zu bekennen, ob wir nun Monetaristen sind oder nicht, ob wir Anhänger von Professor

Keynes oder von Professor Friedman sind, sondern die zentrale Frage ist: Was kann die SNB überhaupt machen? Was ist für sie machbar? Es nützt uns nichts, wenn wir in einem Währungsartikel grossartige Zielsetzungen festschreiben und genau wissen, dass diese gar nicht erfüllbar sind.

Wir müssen in diesem Sinn Abstand nehmen von Forderungen nach Wachstum, nach Vollbeschäftigung, nach Sicherung der Sozialversicherungen und nach allem, was ein Wunschkatalog sonst beinhalten könnte. Die Aufgabe, die die SNB wirklich bewältigen kann, ihre zentrale Aufgabe, ist eine Steuerung über die Geldmengenpolitik. Damit muss sie auch die Verantwortung übernehmen, damit in unserem Land die Preisstabilität erhalten bleibt. Das kann aber keine Null-Preisstabilität sein, sondern, wie Herr Direktoriumspräsident Hans Meyer kürzlich erklärt hat, ist eine Spanne von 0 bis 2 Prozent ist durchaus realistisch.

Ein letzter Punkt: Es wird in diesem Saal immer wieder gesagt – auch von Herrn Bundesrat Villiger, und da stimme ich ihm voll zu –, wir müssten vermehrt den Mut haben, Prioritäten zu setzen. In Artikel 39 Absatz 3 schlägt die Stunde der Wahrheit – ich werde den Antrag der Minderheit I nachher begründen –: Hier müssen wir klar sagen, was Priorität hat und was in zweiter Linie mit berücksichtigt werden kann, aber nicht im Sinne eines Auftrages. Das ist die Aufgabe, die wir haben.

Ich bitte Sie, bei der Detailberatung Mut zur Prioritätensetzung zu zeigen – wie er auch im Votum von Kollege David zum Ausdruck gekommen ist.

Fischer-Hägglingen Theo (V, AG): Die SVP-Fraktion unterstützt die Neufassung von Artikel 39 in der Bundesverfassung über Geld und Währung und die Aufgaben der Schweizerischen Nationalbank. Mit der Neuumschreibung soll die Schweiz eine zeitgemässe und umfassende Rechtsgrundlage für die Geld- und Währungspolitik erhalten. Wir begrüssen es, dass die bestehenden Goldreserven ertragreicher bewirtschaftet werden. So kann der Ertrag der Währungsreserven merklich erhöht werden. Schon wegen dieser Ertragssteigerung sollten wir die Revision nicht noch weiter auf die lange Bank schieben – was bei einer Annahme des Rückweisungsantrages der Minderheit Strahm geschehen würde.

Wir lehnen diesen Rückweisungsantrag nicht nur wegen dem zeitlichen Moment ab, sondern auch wegen der geforderten Neuformulierung der Zielsetzung für die Geld- und Währungspolitik. Wie in den meisten Ländern ist in der Schweiz die Geld- und Währungspolitik einer unabhängigen Zentralbank, also der SNB, übertragen. Wenn dies auch unbestritten ist und der bisherigen Rechtsauffassung entspricht, ist es wichtig und begrüßenswert, dass die Unabhängigkeit der SNB in der Verfassung expressis verbis verankert wird. Denn die Versuchung staatlicher Behörden, Einfluss auf die Währungspolitik zu nehmen, ist immer wieder gegeben, besonders bei entsprechender politischer Zusammensetzung. Wenn auch gegenwärtig kaum akute Gefahr besteht, die Finanzierung öffentlicher Budgetdefizite durch staatliche Geldschöpfung sicherzustellen, ist die Aufnahme der Bestimmung über die Unabhängigkeit der SNB von grosser Bedeutung.

Für die SVP-Fraktion ist, neben der Verankerung der Unabhängigkeit der SNB in der Verfassung, von zentraler Bedeutung, wie die Zielsetzung der Währungspolitik der SNB umschrieben wird: Vorrangiges Ziel der SNB muss es sein, die Preisstabilität zu gewährleisten; diesem Ziel haben sich alle anderen Aufgaben der SNB unterzuordnen. Die Preisstabilität ist der wichtigste Beitrag der SNB zur Förderung der Wirtschaft und des Wohlstandes, wenn auch andere Ziele der Wirtschaftspolitik des Bundes – wie Wachstum und Beschäftigung – in die Politik der SNB einzufließen haben.

Grosse Inflationsraten sind für die Volkswirtschaft Gift. Sie verursachen Defizite in den öffentlichen Haushalten, begünstigen die Zuflucht in Sachwerte und fördern die Armut des kleinen Mannes.

Preisstabilität besteht in der Verhinderung von Inflation und Deflation. Unter diesem Gesichtspunkt war die Politik der SNB in den letzten Jahren trotz der grossen Kritik und trotz

der eben gehörten alten Platte von Herrn Strahm gar nicht so schlecht. Es ist billig, die rezessive Situation der neunziger Jahre nun allein der SNB in die Schuhe zu schieben. Mit geldpolitischen Instrumenten kann längerfristig keine Verbesserung der Beschäftigung erreicht werden. Sie sorgen höchstens für kurzfristige Belebungen, die aber mit strukturellen Fehlentwicklungen erkaufte werden. Die SVP-Fraktion legt grössten Wert darauf, dass die Vorrangigkeit der Preisstabilität in der Verfassung verankert wird.

Eine erweiterte Zielsetzung lehnen wir strikte ab; sollte bei Artikel 39 Absatz 3 der Antrag der Minderheit III oder der Antrag der Minderheit IV angenommen werden, müssten wir den ganzen Artikel ablehnen. Letztlich geht es um die Ausrichtung der zukünftigen Wirtschaftspolitik. Wir erachten die Formulierung des Antrages der Minderheit II als die beste. Sie verzichtet auf den schwammigen Begriff «Gesamtinteresse» und sagt aus, worum es eigentlich geht. Soweit es ohne Beeinträchtigung der Preisstabilität geht, «unterstützt die Schweizerische Nationalbank die allgemeine Wirtschaftspolitik des Bundes».

Ich habe eingangs die Unabhängigkeit der SNB betont. Es ist selbstverständlich, dass eine unabhängige Zentralbank verpflichtet ist, Rechenschaft über ihre Politik abzulegen, dies sowohl gegenüber dem Bundesrat als auch gegenüber dem Parlament und der Öffentlichkeit. Die Rechenschaftspflicht ist je nach Adressat unterschiedlich zu umschreiben. Dazu eignet sich die Gesetzesstufe am besten. Darum unterstützen wir bei Artikel 39 Absatz 4 die Fassung des Bundesrates. Eine differenzierte Rechenschaftspflicht kann im Gesetz detailliert umschrieben werden, und zwar so, dass auch das Parlament retrospektiv über die Politik und die Strategie der SNB diskutieren kann. Es kann aber nicht darum gehen, dass das Parlament der SNB politische Instruktionen gibt und dass die Währungspolitik zum politischen Spielball wird.

In bezug auf die Grösse der notwendigen Währungsreserven und die Vermögensentnahme gab es in unserer Fraktion eine recht intensive Diskussion. Während die eine Gruppe einer Verminderung der Währungsreserven und damit einer Entnahme eher skeptisch gegenübersteht, befürwortet die andere Gruppe die Sicht des Bundesrates, dass die SNB nur noch die notwendigen Reserven haben soll. Die Grösse der notwendigen Reserven ist im Gesetz näher zu umschreiben. Über die Höhe der Reserven muss noch einmal eingehend nachgedacht werden.

Unbestritten ist, dass die nicht notwendigen Reserven Volksvermögen darstellen, das bei einer Verteilung dem Volk in irgendeiner Weise zurückgegeben werden muss. Die SVP-Fraktion hat seinerzeit den Vorschlag gemacht, die nicht benötigten Reserven der AHV zu überführen. Diesen Gedanken nimmt der Antrag Baumann Alexander auf, der in der Bundesverfassung eine Übergangsbestimmung vorschlägt. Sollte man an der Substanzerhaltung festhalten, so sind nach dem Antrag Baumann Alexander die Erträge der AHV zuzuführen. Die Zweckbestimmung der nicht benötigten Reserven und ihrer Erträge sind in der Bundesverfassung zu verankern.

Wir beantragen Ihnen deshalb, Artikel 39 Absatz 5 in der Fassung der Mehrheit zu übernehmen, Absatz 6 zu streichen und ihn durch eine Übergangsbestimmung zu ersetzen.

Die SVP-Fraktion bittet Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Währungsartikel im Sinne meiner Ausführungen zu formulieren.

Fasel Hugo (G, FR): Den Währungsartikel beurteilen heisst auch, einen Blick auf die jüngste Vergangenheit werfen, weil sich jeder Verfassungsartikel auch in der Realität und Praxis bewähren sollte.

Die langanhaltende Stagnation und die Krise unserer Wirtschaft in den neunziger Jahren haben die Wirtschaftspolitik in diesem Lande wieder zum Thema werden lassen. Massenhafte Vernichtung von Arbeitsplätzen – es waren innert 6 Jahren 300 000 an der Zahl –, eine Arbeitslosigkeit, die das Niveau der dreissiger Jahre erreichte: Solche Realitäten lassen einen hartnäckig die Frage nach den Ursachen einer solchen Entwicklung und für solchen milliarden schweren Res-

ourcenverschleiss stellen. Dieser Verlust lässt sich wohl kaum nur auf strukturelle Veränderungen in der Wirtschaft zurückführen. Wir haben in diesem Lande nicht 300 000 Arbeitsplätze nur aus strukturellen Gründen verloren.

In der Schweiz trägt – das muss gesagt sein – auch die Schweizerische Nationalbank einen wichtigen Teil der Verantwortung für diese Krisensituation. Erst nach dem personellen Wechsel in der obersten Leitung der SNB erkannte man die krisenhafte Entwicklung und begann, auch geldpolitisch Gegensteuer zu geben. Es ist also kein Wunder, dass die SNB und ihre Politik, aber auch ihr Auftrag und ihre Autonomie ins Schussfeld geraten sind.

Nicht umstritten ist dabei ihre Aufgabe, auch für Geldwertstabilität zu sorgen. Wohl aber steht zur Diskussion, ob dies ihre einzige Aufgabe sein soll, denn mit ihrer Geldmengen- beziehungsweise Zinspolitik befindet die SNB gleichzeitig über die Verteilung des Wirtschaftskuchens, sie bestimmt über Preise, Löhne und Kapitaleinkommen, und sie beeinflusst gleichzeitig das Wirtschaftswachstum und die Beschäftigungslage. Hat die SNB nun lediglich die Aufgabe, für Geldwertstabilität zu sorgen, bedeutet das eine Absage an eine Politik der Vollbeschäftigung und der stabilitätsgerechten Einkommensverteilung. Die Vernachlässigung der Wechselkurspolitik ist in diesem Kontext ebenfalls zu nennen.

Im Vordergrund steht also der Streit um den verfassungsmässigen Auftrag sowie um die Autonomie der Notenbank. Hinter dem Auftrag an die SNB und der Frage nach ihrer Autonomie steht der Entscheid darüber, was für eine Wirtschaft wir in Zukunft eigentlich wollen:

– Soll es einzig und allein eine freie Marktwirtschaft sein – deren Lauf lediglich dem Gesetz von Angebot und Nachfrage zu folgen hat und damit nur noch von Märkten bestimmt wird –, so liegt es nahe, den Kreislauf der wirtschaftlichen Entwicklung einem Expertengremium zu überlassen. Das sorgt dafür, dass Wirtschaftswachstum, Beschäftigung und Lohnentwicklung der Geldwertstabilität unterstellt werden.

– Soll es aber eine Wirtschaft sein, die auch anderen Kriterien Rechnung trägt, wie beispielsweise der Wohlfahrt für möglichst viele, dann hat die Notenbank eine Wirtschaftspolitik zu unterstützen, die mehr ist als Inflationsbekämpfung. Auch die Theorien der Ökonomie unterliegen Modeströmungen. Dass es Zeiten gibt, in denen man bestimmten wirtschaftspolitischen Moden verfällt, ist das eine. Wenn man aber solche wirtschaftspolitische Moden und die damit verbundenen Irrtümer und Schwächen in einer Verfassung festschreiben will, ist das nicht zu verantworten.

Ich möchte auf die Intervention von Herrn David Bezug nehmen, weil er die Problematik, über die wir hier debattieren, klar und deutlich genannt hat: Er hat festgehalten, dass das Ziel der Geldwertstabilität nicht bekämpft werden kann. Einverstanden, Geldwertstabilität dient den Rentenempfängern und jenen, die Vermögen haben; das ist richtig, dagegen ist nichts einzuwenden. Tatsache ist aber – darum geht es hier –, dass es in der Wirtschaft auch Subjekte gibt, die erst noch Renten bilden und Vermögen schaffen müssen; dazu ist Beschäftigung die Voraussetzung. Es geht also um die Frage, ob wir bereit sind, neben dem Ziel der Preisstabilität auch jene Ziele gleichwertig zu akzeptieren, die es möglich machen, dass die Betroffenen Renten bilden und Vermögen schaffen können.

Ich sage noch ein Wort als Gewerkschafter: Wir setzen uns konsequent dafür ein, dass neben der Geldwertstabilität gleichwertig das Ziel der Vollbeschäftigung und des ausgeglichenen Wachstums erreicht werden kann. Diese Ziele sind im vorliegenden, vom Bundesrat präsentierten und von der Mehrheit der Kommission beantragten Verfassungsartikel nicht enthalten, und wir werden – ich sage das vorweg – nicht darum herumkommen, bei der Volksabstimmung einen solchen Artikel mit allen Mitteln zu bekämpfen. Wir können es nicht zulassen, dass die SNB angesichts vernünftiger Ansprüche, wie beispielsweise dem Beschäftigungsziel, eine solche Zielsetzung einfach ausblendet. Wir stellen fest, dass die Meinungen zum Auftrag der Nationalbank weit auseinandergehen und ein scharfer, schwieriger Abstimmungskampf vorprogrammiert ist.

Die grüne Fraktion unterstützt deshalb den Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm, der ein wesentlich besser und breiter abgestütztes Zielpaket verankern möchte, weil nur auf diese Weise der Währungsartikel auch eine Chance hat, bei einer Volksabstimmung durchzukommen.

Gros Jean-Michel (L, GE): Le groupe libéral entrera bien entendu en matière sur cet article constitutionnel moderne, qui vise à adapter notre texte fondamental aux réalités monétaires actuelles. Les dispositions en vigueur sont encore fondées sur l'étalon-or, c'est-à-dire basées sur le fait que nos billets de banque ne sont qu'un substitut de l'or. Il est bien évident que la situation a changé, que l'or est devenu une marchandise comme une autre et que le franc suisse est devenu depuis longtemps un moyen de paiement en soi. Nous sommes ainsi satisfaits qu'en prévoyant l'abolition de la parité-or du franc, la constitution permette d'exploiter les réserves d'or de la Banque nationale de manière plus souple et de ce fait probablement plus efficace, et ceci pour le plus grand bien des finances de la Confédération et des cantons. Il va de soi cependant que l'abandon de la parité-or du franc offre une liberté nouvelle à la Banque nationale et qu'il devient légitime, et même obligatoire, de fixer des devoirs à celle-ci.

Si la valeur du franc suisse n'est plus liée à la rareté d'une ressource naturelle, certains pourraient être tentés de financer les déficits publics par l'usage de la planche à billets. C'est pourquoi il est indispensable d'ancrer deux principes essentiels dans ce même article constitutionnel. Tout d'abord, il convient de mettre notre Banque nationale à l'abri des influences politiques, qu'elles viennent du Gouvernement ou du Parlement. En d'autres termes, il faut affirmer l'indépendance de la Banque nationale dans la constitution. Comme pendant à cette indépendance, il faut ensuite donner un mandat clair à la Banque nationale, celui de veiller à la stabilité des prix dans notre pays. L'objet de ce mandat crée des divergences au sein de ce Parlement; nous y reviendrons dans l'examen de détail. Une chose est sûre pour le groupe libéral: l'indépendance de la Banque nationale oblige à la définition d'un objectif clair.

Nous sommes également satisfaits qu'il ne soit pas question ici de la Fondation «Suisse solidaire». Certes, le texte dont nous discutons est une base constitutionnelle solide pour la création d'une telle fondation. Mais les précautions prises par la majorité de la commission à l'article 39 alinéa 6 laissent au législateur le soin de régler l'utilisation des réserves et des revenus de ces réserves, qui ne seront désormais plus nécessaires à la Banque nationale pour mener sa politique monétaire. Les outils restent ainsi dans nos mains et nous aurons tout loisir, le moment venu, de consacrer une partie de ces réserves à la mise sur pied de la Fondation «Suisse solidaire».

Le groupe libéral est favorable à la création de cette fondation, et ceci depuis le jour du discours de M. Koller, conseiller fédéral, devant ce Conseil. Mais nous pensons qu'il est prématuré d'en débattre aujourd'hui. Il faut laisser le temps au Conseil fédéral d'analyser les résultats de la consultation qui, semble-t-il, est globalement positive, et de nous soumettre un message l'année prochaine.

C'est pourquoi nous refuserons la proposition de minorité II (Jans) à l'alinéa 5, qui prévoit d'ores et déjà d'attribuer les revenus des réserves dont la Banque nationale n'a plus besoin principalement aux assurances sociales. Il est regrettable d'ailleurs que le groupe socialiste ait maintenu cette proposition, risquant ainsi de créer aujourd'hui déjà une polémique au sujet de la Fondation «Suisse solidaire», alors même que ceux qui avaient fait le même genre de proposition en commission l'ont en définitive retirée lors d'une deuxième lecture. Nous regrettons également que plusieurs conseillers nationaux aient cru bon d'aller dans la même direction avec leurs propositions individuelles.

Quelques mots encore au sujet de la proposition de minorité de renvoi. Le groupe libéral vous demande de la rejeter. Le mandat donné au Conseil fédéral pour justifier cette proposition est dépassé ou inutile. Il est dépassé lorsque M. Strahm

demande de traiter cet objet dans le cadre de la mise à jour de la constitution. Nous en sommes maintenant à l'élimination des toutes dernières divergences, et ceci par la Conférence de conciliation. Il devient ainsi aberrant de lier ce nouvel article constitutionnel à la mise à jour. Si nous avons choisi la voie du traitement séparé, c'est tout de même bien pour répondre à deux initiatives parlementaires largement inspirées par le groupe de M. Strahm; l'une de la Commission de l'économie et des redevances (Constitution fédérale. Article monétaire), l'autre de M. Ledergerber (96.404 Révision de la loi sur la Banque nationale).

D'autre part, l'objet dont nous débattons aujourd'hui dépasse la simple mise à jour. Les nombreuses propositions de minorité que nous avons sur le dépliant, et qui concernent des points essentiels, le démontrent. Souvenons-nous tout de même qu'après une première lecture, le texte a été refusé en commission grâce à une curieuse alliance socialiste/Union démocratique du centre. Nous ne pouvons courir le risque que la révision de la constitution, qui ne sera déjà pas forcément facile à faire accepter, soit mise en péril par l'article sur la monnaie, pourtant indispensable.

Le deuxième mandat formulé par la minorité Strahm, à savoir reformuler l'objectif de la politique monétaire, est totalement inutile. Nous pouvons, nous allons en débattre aujourd'hui à l'article 39 alinéa 3. Toutes les formulations possibles de ce mandat figurent déjà sur le dépliant. La majorité du Parlement choisira, et les libéraux ne voient pas ce qu'un report du débat pourrait amener de plus.

En conclusion, le groupe libéral vous demande d'entrer en matière et de refuser la proposition de minorité de renvoi de ce projet au Conseil fédéral.

Keller Rudolf (D, BL): Die demokratische Fraktion anerkennt grundsätzlich die Notwendigkeit eines neuen Geld- und Währungsartikels in der Bundesverfassung. War ursprünglich noch in weiten Teilen der Regierungsparteien die Meinung vorherrschend, dass die Golddeckung unserer Währung ganz abgeschafft werden soll, hat sich nun erfreulicherweise doch die Meinung durchgesetzt, dass ein Teil der Währungsreserven weiterhin auch in Gold gehalten werden soll. Dass dies nicht zuletzt auch aufgrund des massiven Widerstandes von Kollege Ulrich Schlüer und mir im Rahmen der Diskussion zur neuen Bundesverfassung nun klar so festgeschrieben wird, dürfen wir beide mit Fug und Recht als Erfolg auf unsere Fahnen schreiben.

Offenbar will aber die Ratslinke nach wie vor die Golddeckung aus diesem Bundesverfassungsartikel streichen. Ich möchte Sie davor warnen, so etwas zu tun. Sollte eine solche Meinung in den eidgenössischen Räten mehrheitsfähig werden, wäre die Volksabstimmung akut gefährdet. Ich kann mir nicht vorstellen, dass unser Volk die totale Liquidierung der Golddeckung schlucken würde.

Aufgrund der sich verändernden internationalen Währungs- und Finanzpolitiken müssen wir mit einem weinenden Auge der Aufhebung der Bindung des Schweizerfrankens an das Gold zustimmen. Äusserst problematisch ist aber die Feststellung in der Botschaft des Bundesrates, dass man einen flexibleren Einsatz der Goldreserven der Nationalbank anstreben wolle. Sie alle haben mitbekommen, wie schnell der Goldpreis nach der Ankündigung der sogenannten Solidaritätsstiftung, die wir bekämpfen werden, gesunken ist. Einmal mehr sei hier deshalb die Warnung ausgesprochen, dass mit dem Verkauf von zuviel Gold der Wert dieses Edelmetalles stark sinken und so die erwarteten Erträge gar nicht erzielt werden könnten.

Wir sollten nach wie vor einen so grossen Anteil unserer Reserven wie nur möglich in Gold halten. Der Wert des Goldes ist langfristig zu sehen. Gold wird auch künftig eine grosse Bedeutung haben. Unser Land muss sehr stark darauf achten, dass es den internationalen Goldmarkt nicht etwa mit zu happigen Goldverkäufen ins Wanken bringt.

Die demokratische Fraktion unterstützt bei Artikel 39 Absatz 3 die Minderheit I (Bonny), welche festhält, dass die Nationalbank die Geld- und Währungspolitik führt und ihr auch

den Auftrag gibt, für Preisstabilität zu sorgen und dabei die konjunkturelle Entwicklung zu beachten.

Weitergehende Ziele – wie z. B. die Verankerung der Vollbeschäftigung oder die Unterstützung der allgemeinen Wirtschaftspolitik – sind im neuen Geld- und Währungsartikel nicht festzuschreiben. Wir sollten achtgeben, dass wir der Nationalbank nicht zu viel Verantwortung übertragen. Die Politik darf sich nicht durch die Hintertüre aus ihrer wirtschaftspolitischen Verantwortung stehlen.

Auch eine zu stark festgelegte Verwendung der Währungserträge lehnen wir ab. Wenn wir diese Erträge vornehmlich den verschiedenen Sozialversicherungen zuschanzen würden, würden die sozialpolitischen Begehrlichkeiten ganz klar ins Unermessliche steigen, was eines Tages dazu führen könnte, dass die Sozialwerke destabilisiert würden. Sie müssen sich nur die Frage stellen, was denn wäre, wenn wir die Sozialwerke weiter ausbauen würden, die Erträge aus den Währungsreserven aber stark zurückgingen. Wer würde dann bezahlen, wenn sich Lücken auftun würden?

Ich bitte Sie, die zu wenig ausgereiften Anträge – vor allem jene von linker Seite – abzulehnen. Insgesamt stimmen die Vertreter der Schweizer Demokraten und der Lega der Vorlage zu, wenn auch mit wenig Begeisterung.

Gusset Wilfried (F, TG): Ja zur Änderung des Geld- und Währungsartikels; ja zur Lösung der Goldbindung des Frankens; ja zur Selbständigkeit der Nationalbank mit Rechnungsbericht; ja zu einer vorsichtig ertragsorientierten Bewirtschaftung der frei werdenden Währungsreserven sowie ja zur verfassungsmässigen Verankerung des Auftrages der Nationalbank mit dem vorrangigen Ziel der Preisstabilität.

Ein deutliches Nein sagen wir zur anderweitigen Verwendung von frei werdenden Währungsreserven ausser zur ausschliesslichen Sicherung der schweizerischen Volkswirtschaft. Diskutieren lassen wir mit uns allerhöchstens über die Verwendung eines Teils der frei werdenden Währungsreserven als Einlage in die AHV. Das ist – zusammengefasst – die Haltung der Fraktion der Freiheits-Partei zum neuen Geld- und Währungsartikel.

Im folgenden möchte ich mich nur zur allfälligen Verwendung der durch die Änderung frei werdenden Währungsreserven äussern; die Äufnung der Solidaritätsstiftung ist für uns ohnehin kein Thema. Auf meine einfache Anfrage vom 1. Oktober 1998 (98.1145), ob der Bundesrat mit Sicherheit ausschliessen könne, dass bei einem Crash einer der beiden grossen Geschäftsbanken unseres Landes die Nationalbank als faktische Garantieleisterin einspringen müsste, ist die Antwort mindestens in einer Richtung klar ausgefallen: Die in den Raum gestellte und angedeutete Möglichkeit kann der Bundesrat nicht mit absoluter Sicherheit ausschliessen. Auch das Bundesgericht hat offenbar festgestellt, dass die Nationalbank bei einem solchen – also dem denkbar schlechtesten – Fall eine Garantiepflicht hätte und wahrnehmen müsste.

Die Währungsturbulenzen und der Umbau der Finanzmärkte mit ihren Auswirkungen auf die grossen Geldinstitute haben deutlich gezeigt, dass die Entwicklung im Weltfinanzbereich nicht ohne Gefahren ist. Eine existenzbedrohende Situation für eine unserer Grossbanken hätte zwangsläufig negativste Auswirkungen auf die ganze Volkswirtschaft. Rein schon aus diesen Gründen muss sich die Nationalbank auch unter dem neuen Geld- und Währungsartikel auf alle Eventualitäten vorbereiten. Die Frage nach der möglichen Höhe der Reserven kann daher auch immer erst dann beantwortet werden, wenn diese gebraucht werden.

Eine Antwort gibt es auf diese Frage, und die heisst: Die Währungsreserven müssen sicher gross genug sein. Unter den genannten Gesichtspunkten wäre es gefährlich, vorhandene Reserven nun fahrlässig anderweitig zu binden, zu belasten oder gar unwiederbringlich zu verschenken. Selbst Bundesrat Villiger hat zu diesem Thema in der WAK die Aussage gemacht, dass die Nationalbank eine Art «Hüterin der letzten Mittel» sei und dass es gut sei, wenn sie genügend Mittel habe.

Wenn wir uns also gegen eine Auslagerung von Währungsreserven stellen, so ganz bewusst deshalb, weil wir die Über-

zeugung haben, dass die Nationalbank – auch mit dem neuen Geld- und Währungsartikel – gleichsam die letzte Verteidigungslinie im Finanz- und Bankenbereich ist. Sie ist also von der Aufgabe der Sicherung der schweizerischen Volkswirtschaft unter keinen Umständen befreit. Würden sich allerdings die Stimmung im Volk und die angemeldeten Begehrlichkeiten auf diese frei werdenden Währungsreserven so darstellen und verdichten, dass wir zwischen der Einlage für die Solidaritätsstiftung und der ebenfalls vorgeschlagenen Einlage für die AHV-Finanzierung zu entscheiden hätten, würden wir letzterem ganz klar den Vorrang geben. Dies wäre mindestens eine Möglichkeit, die freiwerdenden Mittel wieder an jene Adresse zu retournieren, woher sie gekommen sind, nämlich an die schweizerische Bevölkerung.

Zusammenfassend: Wir sind für den Verbleib der freiwerdenden Währungsreserven bei der Schweizerischen Nationalbank und unterstützen klar eine massvolle und risikobewusste Bewirtschaftung derselben und die Abführung der Erträge an Bund und Kantone. Die Fraktion der Freiheits-Partei ist aus diesen Gründen für Eintreten.

Wiederkehr Roland (U, ZH): John Kenneth Galbraith hat einmal gesagt, im Prinzip sei die Geldpolitik einfach, aber man müsse sie kompliziert machen, um die hohen Gehälter zu rechtfertigen, die in diesem Gewerbe verdient würden.

Der Bundesrat hat versucht, einen einfachen neuen Währungsartikel vorzulegen, nichts Kompliziertes zu tun. Er wollte den Schweizerfranken vom Gold lösen. Damit sollte auch ein grosser Teil der Goldreserven der Schweizerischen Nationalbank freigesetzt werden. Dies hätte eine vernünftiger Anlage oder eine vernünftiger Verwendung dieses Goldschatzes ermöglicht. Festgeschrieben wird auch die Unabhängigkeit der Nationalbank, aber mit einer Rechenschaftspflicht.

Der Bundesrat hat einen für schweizerische Verhältnisse relativ schlanken Geld- und Währungsartikel vorgelegt. Unsere Verfassung ist normalerweise immer etwas ausschweifender als diejenigen anderer Länder. Wo sich nämlich andere Länder mit Kompetenzbestimmungen und allgemeinen Zielsetzungen begnügen, pflegen die Schweizer noch alle möglichen Details hineinzupacken. Das sollte mit der neuen Verfassung etwas besser werden. Ausführlich bleibt sie aber trotzdem.

Jetzt haben wir Probleme, weil hier vom Rat versucht wird, noch alles mögliche in diesen Geld- und Währungsartikel hineinzupacken. Es gibt einen Streitpunkt bei der Geldpolitik der Nationalbank, und es gibt einen zweiten Streitpunkt bei der Verwendung der freigesetzten, also nicht mehr benötigten Währungsreserven. Das sind absolut legitime Diskussionspunkte. Man soll und darf darüber streiten. Die Frage ist nur, ob man es sinnvollerweise hier beim Verfassungsartikel oder bei der Gesetzgebung macht.

Unsere Fraktion vertritt ganz generell – nicht nur bei der Währungspolitik – die Ansicht, dass die Verfassung den Rahmen für die Austragung von Streitfragen setzen soll, dass sie aber nicht der Ort ist, wo die materiellen Lösungen festgeschrieben werden müssen. Die Verfassung ist gewissermassen das Reglement mit den Spielregeln; sie soll nicht das Verzeichnis der Spielergebnisse sein. Wir sind der Meinung, dass der Entwurf des Bundesrates ausreichende Spielregeln enthält. Wir sehen deshalb keinen Grund, einer Rückweisung zuzustimmen. Die Diskussion muss jetzt geführt, und die Entscheidung muss jetzt gefällt werden, sonst drohen weitere Verluste wegen der Nichtverwertung der Goldreserven. Wir sollten uns nicht so benehmen wie die Erben, die das Haus letztlich verlottern lassen, weil sie sich nicht einigen können, wie das Erbe zu teilen ist.

Belastet ist Absatz 3 durch den Streit um die Geld- und Währungspolitik in den vergangenen Jahren. Die Linke ist davon überzeugt, dass die Nationalbank die Rezession bzw. deren lange Dauer mitverschuldet hat. Eine Politik des «leichten Geldes», so ihre Kritik, hätte Härten mildern können. Diese Kritik soll nun in der Verfassung festgeschrieben werden, indem Vollbeschäftigung und Wachstum gleichrangig neben der Preisstabilität aufgeführt werden. Der Bundesrat verweist

dagegen auf das Gesamtinteresse, privilegiert aber die Preisstabilität. Von bürgerlicher Seite werden Anträge eingebracht, zum Teil als Kompromiss und zum Teil als eine noch weitergehende Privilegierung der Preisstabilität.

Unsere Fraktion wird bei Absatz 3 für den Antrag der Mehrheit stimmen.

Solange die Nationalbank ihre Unabhängigkeit behält, was von keiner Seite bestritten wird, ist dieser Streit ohnehin akademischer Natur. Auch wenn die Verfassung ein Bündel von Zielen vorgibt, wird eine unabhängige Nationalbank Prioritäten setzen. Sie wird es auch dann tun, wenn ihr der Begriff «Gesamtinteresse» vorgegeben wird. Die Nationalbank wird, auch wenn sie unabhängig ist, langfristig dem Druck der Politik und der öffentlichen Meinung bei der Prioritätensetzung Rechnung tragen. Unterschiedliche Meinungen zu vertreten ist zwar wichtig, aber das Austragen der Meinungsverschiedenheiten hier und jetzt bringt nichts ausser Zeitverlust.

Bei Absatz 5 geht es erstens darum, ob vorgeschrieben werden soll, ein Teil der Währungsreserven müsse aus Gold bestehen. Wir halten diese Frage nicht für verfassungswürdig und stimmen für den Antrag der Minderheit I. Der zweite Streitpunkt ist die Verwendung der Erträge der nicht mehr benötigten Währungsreserven. Die Minderheit II möchte sie für die Sozialversicherungen einsetzen. Der Antrag ist uns an und für sich sympathisch; unsere Fraktion und auch Kollege Weder haben früher mehrmals solche Vorstösse unternommen. Wir sehen aber auch darin eine Frage, die später im Gesetz geregelt werden kann.

Der letzte Streit geht bei Absatz 6 darum, ob bereits jetzt festgelegt werden soll, ob die nicht mehr benötigten Reserven oder nur deren Erträge für andere Zwecke verwendet werden dürfen. Auch das erachten wir als eine Frage, die später geregelt werden kann und muss. Wir stimmen deshalb der Mehrheit zu.

Natürlich muss die Auseinandersetzung noch stattfinden. Aber wenn wir einen schlanken Verfassungsartikel wollen, sollten wir ihm jetzt zustimmen. Wir können uns später noch streiten. Über Geldpolitik wird immer gestritten werden: im Parlament, an den Universitäten oder am Stammtisch. Diese Konflikte sind der Rohstoff der Politik. Nach unserer Meinung gehört es zum Grundsatz der Nachhaltigkeit, dass man Rohstoffe nicht nur hier und jetzt verbraucht, sondern auch noch etwas für die Nachwelt übrig lässt.

Fässler Hildegard (S, SG): Die Schweizerische Nationalbank ist nicht als Selbstzweck gedacht, sondern sie muss eine Dienstleisterin für unsere Volkswirtschaft sein. Sie muss dem Gemeinwohl, dem Gesamtinteresse unseres Landes verpflichtet sein und bleiben. Im Gegensatz zu einigen Vorrednern bin ich der Ansicht, dass das Wort «Gesamtinteresse» kein schwammiger Begriff ist, sondern es meint das, was wir hier drin jeden Tag in unserer parlamentarischen Arbeit festlegen.

Wie wir in diesem Jahrzehnt erlebt haben, hat die Preispolitik der SNB einen sehr grossen Einfluss auf wichtige volkswirtschaftliche Grössen – insbesondere auf die Beschäftigungslage –, die eigentlich politisch gesteuert werden müssten. Es darf nicht mehr sein, dass die politischen Instanzen und die Sozialpartner alles mögliche versuchen, um das Ziel der Vollbeschäftigung zu erreichen, und gleichzeitig die SNB mit ihrem Kampf gegen die Inflation diese Bemühungen zunichte macht. Die SNB muss stärker demokratisch eingebunden werden. Wir müssen die mittel- und langfristige Entwicklung der Geld- und Währungspolitik mitbestimmen können.

Es geht dabei selbstverständlich nicht um Mitsprache und Eingriffe ins tägliche Geschäft der SNB. Aber die Unabhängigkeit der SNB muss ihren Preis haben. Dieser Preis ist ein doppelter: Einerseits müssen wir einen klaren Leistungsauftrag definieren, und andererseits muss die SNB über dessen Einhaltung Rechenschaft abliefern gegenüber jenen – also uns –, die diesen Auftrag erteilt haben. Im vorliegenden Verfassungsartikel ist die zweite Bedingung, die Rechenschaftspflicht der SNB, nach meiner Ansicht mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit zu Absatz 4 am besten erfüllt.

Über die erste Bedingung, die Festschreibung der Zielsetzung, werden wir uns noch intensiv unterhalten müssen. Für mich steht fest, dass die Preisstabilität nicht erstes und einziges Ziel sein kann. Mit Herrn Professor Gärtner von der Universität St. Gallen bin ich der Ansicht, dass Preisstabilität das Arbeitsmittel der SNB ist, nicht aber einziges anzustrebendes Ziel sein darf. Dies hat auch der Bundesrat erkannt. Er hat deshalb den sehr restriktiven Vorschlag der Expertengruppe nicht unverändert übernommen, weil er Verständnis zeigt für die Befürchtung, die SNB könnte sich einseitig nur auf die Inflationsbekämpfung konzentrieren und den Konjunkturverlauf vernachlässigen. Leider ist diese sehr restriktive Auffassung mit dem Antrag der Minderheit II (Schmid Samuel) zu Absatz 3 wieder in unsere Fahne aufgenommen worden.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit II abzulehnen.

Mir geht jedoch der bundesrätliche Entwurf auch noch zuwenig weit in der Richtung, die diese Befürchtungen zerstreuen könnte. Dass die SNB bzw. deren Leitung in den letzten Monaten bei ihrer Geldpolitik auch das konjunktur- und wirtschaftspolitische Umfeld berücksichtigt hat, ist gut. Es darf aber nicht im Ermessen dieser Leitung liegen, dies zu tun oder zu lassen. Sie muss darauf verfassungsmässig verpflichtet werden.

Mit der Lockerung der Goldbindung – unsere Kommission konnte sich nicht zu einer gänzlichen Loslösung von Reserven in Gold durchringen, weil sie dies als vertrauensbildende Massnahme erachtete – können und sollen die Währungsreserven besser bewirtschaftet werden. Um die zu erwartenden zusätzlichen Erträge hat bereits ein intensives Werben begonnen. Ich werde nur einer Lösung zustimmen können, die die Gründung der vorgesehenen und an meinem ersten Sessionstag durch den damaligen Bundespräsidenten angekündigten Solidaritätsstiftung ermöglicht. Das bedeutet, dass insbesondere der Antrag Baumann Alexander auf jeden Fall abgelehnt werden muss.

Zum Schluss, liebe Kolleginnen und Kollegen – vor allem liebe Kollegen –, möchte ich mir eine Bemerkung nicht verkneifen: Auf unseren Münzen findet sich mehrheitlich die Helvetia. Wilhelm Tell hält sich – wenn er auch auf der grössten Münze ist – vornehm zurück. Ein Blick auf die Liste der Rednerinnen und Redner zeigt das Gegenteil. Sie finden darauf 23 Männer und eine Frau. Daher, liebe Kollegen: Lassen Sie die Frauen in Geld- und Währungsfragen nicht nur auf Münzen sprechen, sondern auch hier am Pult! Ich garantiere Ihnen: Sie werden von ihren Voten nicht enttäuscht werden! *(Beifall)*

Maspoli Flavio (D, TI): Siamo dunque colpevoli perché le donne non parlano. E chi ha detto loro di non parlare? Qui di donne ne vedo tante, perché non parlano? Parlate! Se c'è qualche signora in sala che vuole il mio tempo, glielo concedo molto volentieri.

La crisi economica ha ridotto la Svizzera a un cumulo di macerie – almeno a sentire quanto si è detto qui oggi; forse la cosa non è poi così tremenda –, ma è evidente che la politica monetaria praticata dalla Banca nazionale svizzera in passato ha sicuramente creato difficoltà serie agli imprenditori, soprattutto a quelli piccoli e medi.

Dunque una Banca nazionale completamente autonoma è forse, oggi come oggi, anacronistica. Lo è soprattutto se non le si danno degli indirizzi chiari. L'indirizzo chiaro che il nostro gruppo vorrebbe dare alla Banca nazionale è quello di garantire la stabilità dei prezzi. Perché? Perché la stabilità dei prezzi per noi significa anche creazione di posti di lavoro, creazione di benessere in generale e creazione della possibilità del substrato, dell'humus necessario al rilancio economico.

Ora però la stabilità dei prezzi può essere garantita solo e unicamente se le riserve in oro non vengono debellate e sperperate completamente. Per questo motivo siamo estremamente scontenti del fatto che non si è voluto comunque smobilizzare totalmente ed abolire del tutto la copertura in oro. Quando poi sento ripetere fino alla nausea che il «franco forte» – non inteso come città germanica, ma come potente moneta svizzera – rappresenta un grave handicap, a me viene un po' da ridere. È sempre stato il vanto della nostra

nazione avere una moneta stabile, una moneta forte, indipendentemente dalla questione se su di essa troneggia Guglielmo Tell o Elvezia, madre di noi tutti.

Dunque il franco forte a me sembra una prerogativa e un vantaggio del nostro paese; è uno degli elementi che ha fatto della Svizzera un paese riconosciuto e nello stesso tempo invidiato nel mondo intero. Dunque, mantenere il franco forte mi sembra un obbligo da parte della Banca nazionale, e per questo è necessario che parte delle riserve auree siano mantenute.

Se è vero – come è vero – che la Banca nazionale è stata criticata in passato, bisogna pur sempre riconoscerle di aver contribuito in modo notevole, in modo determinante al benessere economico che, indipendentemente dalla crisi che oggi sicuramente dà da pensare a tutti, siamo riusciti a mantenere in questi ultimi anni – oserei dire addirittura negli ultimi decenni. Dunque ci vuole una Banca nazionale autonoma, che però riceve degli indirizzi chiari.

Il nostro gruppo entra in materia e al capoverso 3 appoggerà la proposta della minoranza I (Bonny).

Stucky Georg (R, ZG): Ich will mich zu zwei Punkten äussern: zum Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm und zur Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank. Der Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm wird mit zwei Hinweisen begründet:

1. Es wird auf die Kollision mit Artikel 89 des Entwurfes der revidierten Verfassung hingewiesen. Es besteht aber gar keine solche Kollision. Wir haben den Verfassungsentwurf praktisch beschlossen. Er wird wahrscheinlich im April 1999 dem Volk zur Abstimmung unterbreitet. Wird der Entwurf angenommen, dann ist unser neuer Artikel, den wir jetzt beraten, eine Lex specialis. Er ändert damit den Artikel 89 der neuen Verfassung. Wird der Entwurf abgelehnt, dann ist er als Artikel 39 in die bestehende Verfassung einzufügen. So einfach ist die Sache.

2. Der Bundesrat soll die Währungspolitik neu formulieren und eine politisch breitabgestützte Zielsetzungsformel suchen. Ja, was soll denn der Bundesrat eigentlich tun, wenn wir Rückweisung beschliessen? Es ist letztlich immer das Parlament, das über den Auftrag an die Nationalbank bestimmt, und nicht der Bundesrat. Er kann uns eine andere Formel vorlegen, aber wir müssen uns hier wieder damit auseinandersetzen. Dass wir das in der Kommission getan haben, davon zeugen die zahlreichen Minderheitsanträge auf der Fahne.

Das Ganze führt nur zu einem Zeitverlust – der Artikel hat eine gewisse Dringlichkeit – und zu einem Leerlauf. Ich würde die SP-Fraktion auffordern, den Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm zurückzuziehen.

Zur Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank: Sie hat zwei Ausgestaltungen, zwei Seiten, wenn Sie so wollen: die personelle und die institutionelle. Die personelle Ausgestaltung ist nicht umstritten. Die institutionelle ist es eigentlich auch nicht, aber weil die institutionelle Ausgestaltung und der Auftrag in einem Zusammenhang stehen, stelle ich doch fest, dass man der Nationalbank nicht ganz traut und so quasi den Fuss zwischen Tür und Angel halten will, um über die Politik doch noch in die Tätigkeit der Nationalbank hineinzureden.

In den vergangenen Jahren ist immer wieder an der Nationalbank herumgenörgelt worden. Sie muss für alles geradestehen: für die Kuwait-Krise, für die Wirtschaftsrezession in Europa, für gewisse Verkalkungserscheinungen in gewissen Branchen in der Schweiz, für die mangelnde Flexibilität der Gewerkschaften. Dies alles hat Auswirkungen auf unsere gesamte Wirtschaft, und immer sind diese Negativereignisse auch ins Sündenregister der Nationalbank geschrieben worden. Heute hat man Ähnliches von Herrn Strahm und auch von Herrn Rechsteiner Rudolf wieder gehört.

Offenbar hat da bereits das sozialistisch gewordene Deutschland einen gewissen Einfluss, denn bekanntlich haben ja Herr Finanzminister Lafontaine und seine Ehefrau Christa Müller schon versucht, der Deutschen Zentralbank in die Notenpresse zu greifen. Ähnliche Absichten sind auch in Frankreich immer wieder spürbar. Aber genau das wollen wir

mit der Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank verhindern. Wir müssen dagegen Mauern aufbauen. Deshalb hat die Politik die Rahmenbedingungen zu setzen und den Auftrag zu formulieren. Sie hat aber die Verantwortung für die Geldmengenzpolitik innerhalb dieses Rahmens der Nationalbank zu überlassen. Es gibt keine geteilte Verantwortung.

Ich bitte Sie deshalb, den Rückweisungsantrag der Minderheit Strahm, falls er nicht zurückgezogen wird, abzulehnen und dem Antrag der Mehrheit der Kommission zuzustimmen. Zum Auftrag der Nationalbank gemäss Artikel 39 Absatz 3 werde ich mich später noch äussern.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Dans le cadre de la présente intervention, je me concentrerai sur le mandat de la Banque nationale suisse. Les autres éléments de ce projet ne sont certes pas négligeables, mais sur ces autres éléments, je laisserai à M. Berberat le soin de vous expliquer le point de vue de la gauche francophone.

Je vous le dis sans détour: la réponse qui sera donnée à la question des objectifs de la politique monétaire jouera un rôle déterminant dans l'attitude que la gauche et le mouvement syndical adopteront à l'égard de ce projet, notamment avant la votation populaire. Il faut peut-être rappeler que le point de départ de cette affaire réside dans le fait qu'entre 1988 et 1996, la BNS a pratiqué une politique calamiteuse. Au début, elle a laissé l'inflation s'installer. Ensuite, la BNS a été d'une rigueur excessive au point qu'on peut affirmer aujourd'hui qu'une part importante du haut niveau de chômage atteint durant cette décennie lui est imputable.

Réfléchir à la manière dont la politique monétaire doit être menée ne peut se faire qu'en procédant à des analyses sérieuses, documentées et comparatives sur ce qui a été réalisé en Suisse, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis. Or, au lieu de nous fournir ces analyses et ces comparaisons, le message du Conseil fédéral nous livre une argumentation économique qui est enrobée dans un méli-mélo de généralités que l'on croyait réservées à une discussion de café du Commerce.

Pour toutes ces raisons, il est parfaitement légitime de soutenir la proposition de renvoi de la minorité de la commission, défendue tout à l'heure par M. Strahm.

S'agissant plus précisément des tâches de la BNS et en anticipant quelque peu l'examen de détail, nous disons haut et fort que nous ne soutiendrons qu'une politique monétaire permettant tout à la fois d'oeuvrer en faveur de la croissance économique, du plein emploi et de la stabilité des prix. Or, force est de constater que sur ce point à l'article 39 alinéa 3, seule la proposition de la minorité III (Jans) et, subsidiairement, celle de la minorité IV (Fässler) répondent à cette exigence. En accordant la priorité absolue ou quasi absolue à la stabilité des prix, les autres variantes reviennent en revanche à abandonner l'objectif du plein emploi.

Cela est inacceptable. En effet, une telle attitude équivaut à se moquer non seulement des chômeuses et des chômeurs de ce pays, mais aussi de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Une grande partie de la crise que nous avons connue durant sept ans est imputable à des erreurs de politique monétaire. Nous admettons bien volontiers que l'erreur est humaine. Mais l'erreur prend une dimension encore bien plus humaine lorsqu'on admet de la corriger.

Widrig Hans Werner (C, SG): Die Grosswetterlage in der Gold- und Währungslandschaft, auch in der «Rückstellungslandschaft», ist der Auslöser für diesen neuen Verfassungsartikel. Was mit den nicht benötigten Währungsreserven passiert, das wird ja in der zweiten Runde entschieden. Mittlerweile sind es nur noch 17 Milliarden Franken. Offenbar treten schon Vorboten des Wahlkampfes 1999 auf – mit verrutschter Schlachordnung –, wohl auch ausgelöst durch die deplazierte Bemerkung in der Botschaft auf Seite 2, wonach die 7 Milliarden Franken allenfalls für die Stiftung Solidarische Schweiz ausgegliedert werden sollen.

Artikel 39 Absatz 3 ist natürlich schon das Kernstück der Vorlage. Es geht um die Beachtung der konjunkturellen Entwicklung im Sinne einer normalen Auslastung der vorhan-

denen Produktionsfaktoren. Im Idealfall sollten sich das Wachstum der Produktion und dasjenige des Produktionspotentials decken. Mit der Vorrangigkeit der Preisstabilität wird festgehalten, dass der Nationalbank sowohl die Bekämpfung der Unterlastung, also der Deflation, als auch der Überhitzung bzw. Inflation obliegt. Die Rücksichtnahme auf die Konjunkturlage stützt sich auf den Konjunkturartikel, Artikel 31 quinquies der Bundesverfassung; das ist ein klar formulierter Auftrag. Der Bundesrat stochert mit seiner Formulierung «im Gesamtinteresse des Landes» in Absatz 3 wie mit einer Stange im Nebel herum. Diese Fassung vermag nicht zu befriedigen, weshalb wir den Antrag der Minderheit I vorziehen.

Die Minderheit IV hat meinen zurückgezogenen Antrag übernommen, hat ihn allerdings mit dem Wort «langfristig» verschlimmbessert. Eine solche Formulierung ist natürlich problematisch. Bedeutet diese Formulierung, dass kurzfristig eine sehr hohe Inflation in Kauf genommen werden muss? Bedeutet sie, dass man nach einer höheren Inflation wieder etwas Deflation benötigt, damit es längerfristig wieder stimmt? Das sind währungspolitische Purzelbäume, und die Forderung nach aktivistischer Geldpolitik kommt dann von Ihnen so sicher wie das Amen in der Kirche. Ich habe es heute von Frau Fässler schon gehört: «Die Nationalbank muss stärker demokratisch eingebunden werden».

Als Gewerbler oder auch als Besitzer von Immobilien hätte ich Freude an einigen Inflationsprozenten. Aber die Rentner, Leute mit wenig Vermögen und Sparer sehen das anders. Für sie ist Inflation unsozial, für sie ist die Inflation des Teufels, und zwar nicht erst bei einer Rate von 10 Prozent. Bereits schon 4 oder 5 Prozent haben Verzerrungen im Preisgefüge zur Folge. Deshalb lehnen wir den Antrag der Minderheit IV wie auch den Antrag der Minderheit III ab; letzterer geht schon fast in Richtung Versandhauskatalog.

Eine Schlussbemerkung: Namens der CVP-Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage und Ablehnung des Minderheitsantrages Strahm – was soll denn dieser Rückweisungsantrag von linksgrüner Seite? Das Geschäft ist wirklich dringend! Bei Artikel 39 Absatz 3 stimmen wir der Minderheit I zu: Geldwertstabilität muss mit Preisstabilität kombiniert werden. Bei Absatz 5 und Absatz 6 betreffend die Golddeckung – der jährliche Goldverbrauch beträgt alleweil 2700 Tonnen – unterstützen wir die Kommissionsmehrheit.

Dreher Michael (F, ZH): Wir sind für Eintreten; das hat Herr Gusset schon gesagt.

Für Artikel 39 Absatz 3 kann man das schöne Wort «Schicksalsabsatz» verwenden. Es war eine Lieblingsformulierung unseres früheren Kollegen Ledergerber. Ich sehe Absatz 3 gemäss Bundesrat, gemäss Minderheit I und gemäss Minderheit II, aber ich kann keine Unterschiede ausmachen. Alle drei Fassungen stellen die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank sicher.

Die Nuancen, die da sind, müssten bei der konkreten Anwendung des Gesetzes herausgearbeitet werden. Ausserdem können allenfalls Staatsrechtler solche Nuancen herausarbeiten. Aber wenn Sie drei Staatsrechtler fragen, haben Sie drei verschiedene Meinungen. Für mich ist es gleichgültig, welche der drei genannten Fassungen von Absatz 3 Sie unterstützen. Wir werden diejenige gemäss Minderheit II unterstützen.

Die Debatte ist überschattet von der wenig durchdachten Ankündigung dieser eigenartigen Solidaritätsstiftung am 5. März 1997. Ich habe mich schon beim Budget dazu geäussert. Man hat damals gesagt, die Solidaritätsstiftung wäre zukunftsgerichtet, sie sei etwas Neues, etwas wie das Rote Kreuz. Nach dieser Ankündigung wurde dann krampfhaft versucht, diese Solidaritätsstiftung ins Jubiläumsjahr, das soeben zu Ende geht, hinüberzureden und hinüberzuretten. Das ist nicht völlig gelungen.

Ich frage mich, was mit dem Goldpreis passieren würde, wenn diese enormen Mengen Gold plötzlich auf den Markt kämen. Da muss man mit der «Mikro-Schraube» arbeiten. Ich habe anhand der amtlichen Zahlen nachgewiesen, dass allein im Bereich der sogenannten Flüchtlingshilfe und des

Asylantenunwesens in Verbindung mit der Entwicklungshilfe in den letzten zehn Jahren 21 000 Millionen Franken ausgegeben worden sind. Und jetzt kommt man daher und sagt, mit diesen mutmasslichen 300 Millionen Franken für die Solidaritätsstiftung gäbe es einen Imagewandel zugunsten der Schweiz im befreundeten und weniger befreundeten Ausland. Wer die Weltlage so naiv beurteilen kann, das weiss ich nicht.

Aus all diesen Gründen werden wir den Antrag Baumann Alexander zu einem neuen Artikel 25 der Übergangsbestimmungen und zu Artikel 39 Absatz 6 unterstützen. Wenn wir schon in dieser Debatte die Erträge dem Ausgleichsfonds der AHV zuweisen, ist die Debatte darüber, was mit diesem Geld geschehen soll, ein für allemal und gleich zu Ende. Bei den Anträgen Rychen und Hochreutener zeigt sich schon der Trend: Es sollen neue Begehrlichkeiten geweckt und mit diesem Geld gedeckt werden. Das können und wollen wir uns nicht leisten. Das Geld gehört dem Volk. Es ist in der AHV gut aufgehoben, oder man belässt es in diesen wirtschaftlich fragilen Zeiten dort, wo es ist.

Comby Bernard (R, VS): L'économie, ce sont des hommes et des femmes qui produisent et consomment des biens et des services. Mais pour que l'économie déploie tous ses effets, il faut une politique monétaire mieux adaptée aux besoins. Le nouvel article constitutionnel sur la monnaie s'inscrit parfaitement dans cette optique.

En ma qualité d'économiste, j'aimerais faire deux remarques préliminaires sur la nécessité impérieuse de modifier le système monétaire helvétique.

1. Nécessité d'harmoniser le droit avec la réalité par l'abandon de la référence systématique à l'or: à l'instar du Conseil fédéral, je dirai qu'il est temps de combler le fossé entre les textes de droit constitutionnel – les articles 38 et 39 de la constitution actuelle – et la réalité des faits par une refonte du régime monétaire.

2. Nécessité de préciser clairement les objectifs qui doivent être poursuivis par la BNS: en priorité, il s'agit de la stabilité des prix, mais la BNS doit aussi contribuer à la croissance économique en agissant sur la conjoncture par une politique monétaire adaptée aux besoins. En d'autres termes, l'action prioritaire de la BNS en faveur de la stabilité des prix devrait justement lui donner les moyens d'une action efficace sur le plan économique en atténuant les soubresauts de la conjoncture.

Il ne faut donc point réduire la politique de la BNS à une politique purement monétaire, et lui confier aussi le mandat d'agir de manière anticyclique afin de contribuer à une croissance équilibrée de l'économie. L'exemple de la crise du début des années nonante, qui a sévi d'abord en Suisse romande et au Tessin avant de toucher l'ensemble du pays, est révélateur à cet égard. Dans ce cas, la BNS a trop tardé pour contrecarrer la crise par des mesures appropriées.

Mais les paramètres qui déterminent la croissance n'ont pas que des aspects monétaires. Les politiques économique, financière, fiscale et sociale jouent aussi un rôle déterminant. Il en est de même de la politique en faveur de la formation et de la recherche, ainsi que de la politique en faveur des infrastructures.

À l'heure de l'euro, la politique monétaire de la BNS doit s'inscrire dans un contexte international de coopération indispensable pour donner la pleine efficacité à son action. Qu'on le veuille ou non, dans un avenir proche, la question de l'intégration européenne de la Suisse se posera encore avec plus d'acuité sur le plan monétaire.

Au nom du groupe radical-démocratique, je tiens à faire encore quelques brefs commentaires relatifs aux alinéas 3 à 6 de l'article 39.

Alinéa 3: l'objectif prioritaire clairement défini est donc la stabilité des prix, sans négliger toutefois l'action anticyclique de la BNS pour contribuer à corriger les effets négatifs des variations de la conjoncture. Cette action est englobée dans la prise en compte de «l'intérêt général du pays», selon la version du Conseil fédéral, que soutient la majorité de la commission.

Je pourrais quant à moi me satisfaire de la formulation du Conseil fédéral, c'est d'ailleurs l'avis de la majorité du groupe radical-démocratique. Toutefois à la réflexion, cette version paraît un peu trop vague. La version proposée par la minorité I (Bonny) précise mieux, à mon avis, les contours de la politique monétaire de la BNS: action prioritaire sur la stabilisation des prix et action sur la conjoncture. Il n'y a pas antinomie entre ces deux actions, mais plutôt une judicieuse complémentarité. Quant aux autres propositions de minorité, elles devraient être toutes rejetées.

Alinéas 4 à 6: faute de temps, je vous invite, au nom du groupe radical-démocratique, à soutenir les propositions de la majorité de la commission.

Je conclurai en vous invitant, au nom du groupe radical-démocratique, à soutenir les propositions de la majorité de la commission. Vous contribuerez ainsi à la mise en place progressive d'un régime monétaire moderne au service de l'économie et de l'ensemble de la population suisse.

Raggenbass Hansueli (C, TG): Der Lausanner Ökonomiestudium Ungern-Sternberg betitelt seinen Beitrag in der Wochenzeitung «Weltwoche» zum Geld- und Währungsartikel mit «Her mit dem Geld». Der Beitrag endete mit dem polemischen Satz: «Mit der Diskussion um den neuen Verfassungsartikel können die bürgerlichen Parteien endlich beweisen, ob sie es mit der Sanierung der Bundesfinanzen ernst meinen oder ob es ihnen darum geht, den Sozialabbau zügig voranzutreiben.»

Er behauptet, dass die Schweizerische Nationalbank über Jahre hinweg gesetzwidrig Eigenmittel von über 35 Milliarden Franken angehäuft habe und diese gesetzwidrige Praxis neu zur Verfassungsnorm erklärt werden solle.

Es ist zwar zutreffend, dass die SNB entgegen der Intention des Verfassungsgebers die Gewinne weitgehend nicht ausgeschüttet, sondern in Währungsreserven akkumuliert hat. Der von der Kommissionmehrheit vorgeschlagene Verfassungsartikel sanktioniert jedoch die vor allem bis 1991 betriebene Akkumulationspraxis in keiner Weise. Es wird vielmehr in Artikel 39 Absatz 5 klar ausgesagt, dass die SNB nur «die für die Erfüllung des Auftrages notwendigen Reserven» hält. Der Reingewinn geht jedoch grundsätzlich nach einer angemessenen Abgeltung für die Kapitalgeber zu zwei Dritteln an die Kantone und zu einem Drittel an den Bund. Wie hoch die notwendigen Währungsreserven sein müssen, kann niemand mit wissenschaftlicher Präzision bestimmen. Jedenfalls ist es naiv zu glauben, dass die SNB auf Reserven weitgehend verzichten könnte, weil sie sich im Notfall bei einer durch den Systemschutz begründeten Intervention ja alleweil verschulden könne.

Bei normalen Verhältnissen könnte sich die SNB ohne jeden Zweifel enorme Devisenbeträge borgen. Eine sogenannte «lender of last resort»-Übung würde jedoch zwingend in sehr kritischen Machtverhältnissen erfolgen, die typischerweise durch eine Liquiditätserosion geprägt wären. In einer derartigen Situation wäre es schlicht verantwortungslos, wenn eine OECD-Zentralbank, wie es die SNB ist, als Grosskreditnachfragerin am Markt auftreten würde. Abgesehen davon sind die Währungsreserven für viele Schweizerfrankenhalter eine Vertrauensbasis, die es ernst zu nehmen gilt. Ich möchte hier an eine Aussage des Berichterstatters deutscher Sprache erinnern: Wir sind eine kleine, sehr offene Volkswirtschaft und nicht mit den USA zu vergleichen.

Die weitere professorale Äusserung, dass beim «floating» kein geldpolitischer Bedarf an Währungsreserven besteht, ist zwar zutreffend. Unser Regime ist jedoch kein reines «floating»-Regime, sondern arbeitet in der Regel innerhalb gewisser Bandbreiten. Eine EU-Mitgliedschaft würde darüber hinaus mit hoher Wahrscheinlichkeit zumindest vorübergehend feste Wechselkurse bedeuten. Herr Ungern-Sternberg beanstandet weiter den im Verhältnis zu anderen Ländern zu tiefen Reservekoeffizienten, also die verhältnismässig zu geringen Liquiditätsreserven der Geschäftsbanken bei der SNB.

Der von der Mehrheit der vorberatenden Kommission vorgeschlagene Verfassungsartikel hält der professoralen Kritik

ohne weiteres stand. Insbesondere erfüllt er folgende Bedingungen:

1. Die Aufhebung der Goldbindung des Schweizerfrankens schafft die rechtliche Voraussetzung dafür, dass die Währungsreserven in Zukunft erfolg- und ertragreich verwaltet werden können.

2. Bezüglich der Notwendigkeit und damit der Höhe der Währungsreserven wird kein Präjudiz geschaffen.

3. Ein Reservekoeffizient wird nicht festgelegt.

Die beiden letzten Punkte werden im Rahmen der Gesetzesberatungen zu diskutieren sein.

Die Kritik des Ökonomieprofessors am vorgeschlagenen Verfassungsartikel ist wie der Schlusssatz seines Beitrages mehr polemisch als sachlich.

Ich bitte Sie, dem Verfassungsartikel in der Fassung der Mehrheit bzw. bei Absatz 3 in der Fassung der Minderheit I (Bonny) zuzustimmen.

Gysin Remo (S, BS): Bundesrat Villiger sprach von «unseli-ger Parallelität», von einem «Balken im Reinheft». Er meinte damit das Nebeneinander der heutigen Partialrevision und der Reform unserer Bundesverfassung.

Unser Rückweisungsantrag beruht vor allem auch auf dieser Parallelität, denn mit Artikel 89 der neuen Verfassung haben wir gemeinsam einen guten Artikel erarbeitet. Mit der darin vorgesehenen Lösung von der Goldbindung wird alles ermöglicht, was wir hier als Hauptziel und -zweck betrachten. Es werden nämlich die Währungsbewirtschaftung und auch die Solidaritätsstiftung ermöglicht. Bezüglich Einlöschungspflicht, Golddeckung und Goldparität besteht kein Unterschied zwischen den Fassungen der Bundesverfassungsreform und der Partialrevision. Das heisst: Wir haben für alle weitergehenden Fragen mit beiden Vorlagen materiell die gleiche Ausgangsbasis, insbesondere für die Währungsbewirtschaftung und die Solidaritätsstiftung.

Die Reform der Bundesverfassung (Teil A) ist unter Dach und Fach, die Abstimmung wird voraussichtlich im Frühjahr erfolgen. Ist es da nicht unsinnig, gleichzeitig eine Revision der Revision einzuläuten? Das versteht eigentlich kein Mensch mehr, das bringen wir nicht rüber, da haben wir selbst Schwierigkeiten, das zu verstehen, und es ist auch nicht nötig. Es ist auch nicht konsequent, wenn ich Ihre eigene Haltung anschau, wie Sie jede Variante abgelehnt haben, sich ausdrücklich gegen die Varianten in der Reform der Bundesverfassung ausgesprochen haben; und ausgerechnet hier beim Geld bringen Sie nun selbst eine Variante. Wo ist da die Kohärenz?

Folgende Schlüsse sind aus diesen Überlegungen zu ziehen: Bleiben wir bei der Realisierbarkeit, setzen wir auf Akzeptanz, setzen wir auf das, was uns einigt, was wir gemeinsam gefunden haben! Das führt dazu, dass wir die vorliegende Partialrevision zugunsten von Artikel 89 der Bundesverfassungsrevision zurückweisen, wie das der Antrag der Minderheit Strahm möchte. Alles weitere regeln wir auf Gesetzesebene. Die Verfassungsreform à la Bundesrat Koller, die hiermit den Vorzug bekommt, brächte auch die bessere Lösung in bezug auf die Zielsetzung der Schweizerischen Nationalbank.

Lernen wir doch aus der Vergangenheit; ich darf Professor Erwin Heri von der Winterthur-Gruppe zitieren, er ist sicher unverdächtig: «Die Politik des ehemaligen Nationalbankpräsidenten Markus Lusser war das Schlimmste, was man der Schweiz antun konnte. Das Geldmengenziel wurde Jahr um Jahr unterschritten und die Inflation bekämpft, als wir längst in der Depression waren und die Inflation nicht mehr existierte. Das hat die Firmen zu harten Massnahmen gezwungen, Konkurse provoziert und die Arbeitslosigkeit auf ein Maximum getrieben.»

Man könnte nicht präziser sagen, was es auslöst, wenn man die Vollbeschäftigung ausblendet und nur noch die Preisstabilität anschaut. Ich verstehe Sie wirklich nicht mehr. Schon in den Wirtschaftsartikeln bei der Bundesverfassungsrevision haben Sie das Ziel Vollbeschäftigung nicht akzeptiert, und hier tun Sie das gleiche.

Eine solche geringe Einschätzung der Bedeutung der Arbeitslosigkeit verstehe ich nicht mehr. Und, Herr Stucky: Wenn die Regierungen von Deutschland und Frankreich – unsere Nachbarn, die Sie immer zitiert haben, wenn sie unter bürgerlicher Leitung standen – jetzt das gleiche wollen, das die Sozialdemokratie in der Schweiz seit Jahren will, dann sollten wir das doch feiern und zufrieden sein. Wir sollten das als Argument für den Minderheitsantrag Strahm und für eine andere Zielsetzung sehen – eine Zielsetzung, die nicht nur die Preisstabilität, sondern auch die Nachhaltigkeit und die Vollbeschäftigung berücksichtigt. Darüber sollten wir doch froh sein.

Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag Strahm und der Minderheit III (Jans) bei Absatz 3 bezüglich der Zielsetzung zu folgen.

Müller Erich (R, ZH): Ich befasse mich seit über 25 Jahren an der Front mit den Währungsfragen. Ich habe mich x-mal über den überbewerteten Schweizerfranken geärgert. Er hat weh getan. Aber in den siebziger Jahren hatten wir einen unterbewerteten Schweizerfranken, der zu Inflation geführt hat und der der Wirtschaft letztlich wegen der Kosten mehr geschadet hat. Darum finde ich es völlig absurd, wenn wir jetzt in diesem Saal hier Geldpolitik, dort Währungspolitik betreiben, obwohl wir wissen, dass wir beides brauchen. Wir brauchen eine gesunde Währungs- und eine gesunde Geldpolitik. Es heisst nicht Geld- oder Währungspolitik, sondern Preisstabilität und gesunde Währung.

Wenn ich die Anträge der Minderheiten III und IV zu Absatz 3 sehe, stelle ich fest: Die Sozialdemokraten meinen, die Schweizerische Nationalbank könne Vollbeschäftigung, Wachstum und gleichzeitig auch noch Preisstabilität sichern; sie wollen das zur Aufgabe der SNB machen. Dies ist entweder naiv oder verführerisch, weil man die SNB zu einem beschäftigungspolitischen Instrument machen will, und das erst noch in der Hand der Politiker. Wer dem zustimmt, gefährdet die Unabhängigkeit der Notenbank! Das ist nicht nur falsch, sondern könnte fatale Folgen haben. Herr Strahm, Ihre Formulierung widerspricht dem EU-Recht diametral.

Wenn man aber sagt, die SNB hätte gar nichts mit Konjunktur und Gesamtinteresse zu tun, ist das auch falsch. Sie muss sich für günstige Rahmenbedingungen einsetzen. Dafür führt sie die Geld- und Währungspolitik und hat dabei die konjunkturelle Entwicklung im In- und Ausland zu berücksichtigen. Wir befürworten antizyklisches Verhalten der SNB – in vertretbarem Rahmen. Wir verlangen von der SNB eine Politik, die für Preisstabilität sorgt, gleichzeitig aber die konjunktur- und währungspolitischen Spielräume aktiv zum Wohle des Landes wahrnimmt.

Herr Gysin Remo, wenn Sie sagen, was Herr Lusser falsch gemacht hat, dann erklären Sie bitte auch, was die SNB in den letzten drei Jahren sehr gut gemacht hat. Wir sehen durchaus, dass gute Leute die bestehenden Spielräume wirklich aktiv nutzen können.

Die FDP-Fraktion empfiehlt Ihnen Eintreten. Sie lehnt die Minderheitsanträge III (Jans) und IV (Fässler) einstimmig ab. Sie empfiehlt mit starkem Mehr, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.

Persönlich bevorzuge ich bei Absatz 3 den Antrag der Minderheit I (Bonny). Wenn Sie dem Bundesrat oder der Minderheit I (Bonny) folgen, geben Sie der SNB eine erfüllbare Aufgabe, an der sie gemessen werden kann und die zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft und der Steigerung des Wohlstandes der Schweiz beiträgt.

Maitre Jean-Philippe (C, GE): Conformément à l'usage, je rappelle que je suis membre du conseil de la Banque nationale suisse. Je tiens à traiter les deux questions essentielles qui sont au coeur du débat.

D'abord, la mission de la Banque nationale dans la conduite de la politique monétaire. On a deux thèses très clairement opposées: le Conseil fédéral et la majorité de la commission qui donnent une priorité à la stabilité des prix; les socialistes qui donnent une priorité aux aspects de politique conjoncturelle. Je trouve que ces deux options sont marquées à cer-

tains égards, mais à des degrés différents, par une certaine forme de dogmatisme. Le groupe démocrate-chrétien préfère retenir une solution qui est pragmatique, claire et qui est confirmée par la pratique sur le terrain. Bien entendu, la stabilité des prix est essentielle. C'est un des éléments significatifs de la santé économique d'un pays. Mais on doit admettre que ce n'est pas le seul élément, il y en a d'autres, de sorte qu'on ne peut pas transformer l'objectif de stabilité des prix en un dogme absolu. Inversement, et à l'opposé de ce que voudraient faire les socialistes, la BNS ne peut pas conduire sa politique monétaire au seul gré de l'évolution – j'allais dire des caprices – de la conjoncture. La solution raisonnable tient de la synthèse des deux données en soulignant l'importance de la stabilité des prix.

C'est la raison pour laquelle nous voterons à l'alinéa 3 la proposition de minorité I (Bonny).

Je pense qu'en bonne logique, le Conseil fédéral devrait s'y rallier ou en tout cas ne pas la combattre puisque la proposition de minorité I n'est rien d'autre que la consécration claire de la politique actuelle.

Enfin, l'utilisation des réserves non nécessaires à la politique monétaire. Force est d'admettre qu'on a là un gigantesque sous-entendu, pour ne pas dire malentendu. On veut en effet traiter au travers de cette question du sort de la Fondation «Suisse solidaire». Certains veulent bloquer toute marge de manoeuvre, et pour ça ils ont trouvé un truc en disant que, au-delà de ce qui revient à la Confédération et aux cantons, tout ce qui n'est pas nécessaire à la Banque nationale pour sa politique monétaire doit être directement versé ou utilisé pour l'AVS. C'est clair que par ce petit stratagème on veut tuer dans l'oeuf la Fondation «Suisse solidaire».

Le groupe démocrate-chrétien soutient la proposition de la majorité de la commission parce sa solution prône l'ouverture et donne à l'article constitutionnel, en l'état, la seule portée qu'il doit avoir en réalité: d'une part, découpler le lien rigide qui existe aujourd'hui encore avec la couverture-or et, d'autre part, permettre l'utilisation des réserves qui ne sont pas nécessaires à la politique monétaire conduite par la BNS. Toute autre solution conduirait soit à la confusion sur les objectifs, soit au blocage du projet Fondation «Suisse solidaire» sans qu'un débat approfondi ait eu lieu.

Voilà pourquoi à l'alinéa 5 nous voterons la proposition de la majorité de la commission.

Berberat Didier (S, NE): Le groupe socialiste partage l'analyse du Conseil fédéral selon laquelle un fossé très large existe entre les textes régissant actuellement la politique monétaire et la réalité de tous les jours. En effet, la parité-or n'est plus appliquée depuis fort longtemps et il n'est donc à notre avis que temps de la supprimer. Cette suppression permettra donc à la Banque nationale suisse, comme nous le demandons, de mener enfin une politique de placement efficiente de ses actifs, dans l'intérêt de la population.

N'oublions pas cependant que si l'on suivait le Conseil fédéral dans sa volonté de conserver pour la BNS des réserves d'un montant d'environ 10 milliards de francs, on priverait la population suisse de recettes supplémentaires que l'on peut estimer à environ 500 millions de francs par année. Vous aurez donc compris que notre groupe est favorable à la suppression de la couverture-or des billets de banque et qu'il souhaite que les réserves dont la BNS n'a pas absolument besoin pour sa politique monétaire soient utilisées dans l'intérêt de la population et dans l'aide aux plus démunis.

En ce qui concerne le statut de la BNS, le groupe socialiste admet l'indépendance de cette institution, qui la met à l'abri de l'ingérence du Gouvernement. La présente réforme consacre donc formellement dans la constitution cette indépendance qui est d'ailleurs déjà une réalité juridique. Cette indépendance doit toutefois avoir une contrepartie dans l'obligation que la BNS a de rendre des comptes au sujet de sa politique monétaire. A notre sens, il en va de la légitimité démocratique de cet organe, et il est normal que le politique puisse contrôler, a posteriori, comment la BNS a mené sa politique monétaire, système qui est d'ailleurs pratiqué dans nombre de pays dont les Etats-Unis, et également au niveau

de l'Union européenne. De plus, nous sommes favorables à ce que la BNS rende compte non seulement au Conseil fédéral et au public, mais aussi à l'Assemblée fédérale, qui a le droit et le devoir de discuter a posteriori de la politique menée par cette institution, afin qu'un vrai débat démocratique ait lieu. Le problème qui, naturellement, a le plus occupé la Commission de l'économie et des redevances a été celui du mandat ou de la mission de la BNS – qui est d'ailleurs la conséquence de l'indépendance que nous lui reconnaissons. Dans ce domaine, notre groupe est opposé à la version du Conseil fédéral qui ne donne pour objectif à notre banque centrale que le maintien de la stabilité des prix. Certes, la BNS doit agir dans l'intérêt général du pays, mais cet objectif nous paraît insuffisant. C'est la raison pour laquelle notre groupe a déposé une proposition de minorité III (Jans) à l'alinéa 3 de l'article constitutionnel.

Nous pensons en effet que la stabilité des prix ne doit être qu'un des objectifs et que le plein emploi et la croissance économique sont également des objectifs prioritaires et fondamentaux. Le Parti socialiste suisse a d'ailleurs affirmé à plusieurs reprises qu'il combattrait toute formulation de l'article monétaire qui accorderait la prééminence à l'objectif de la stabilité des prix par rapport au soutien à l'emploi.

En effet, il ne faut pas oublier que l'OCDE a relevé que si la politique monétaire de la BNS a permis à la Suisse d'avoir le taux d'inflation le plus bas des pays industrialisés, notre pays a aussi payé cette politique par 100 000 chômeurs supplémentaires et par des milliards de francs de déficits publics. De plus, les pays que l'on cite facilement et souvent pour avoir connu un miracle de l'emploi dans les années nonante, c'est-à-dire par exemple les USA, les Pays-Bas ou la Nouvelle-Zélande, ont tous connu un taux d'inflation se situant entre 2 et 3 pour cent, alors que la BNS, suivie en cela par le Conseil fédéral, estime qu'un taux de 1 pour cent représente déjà la limite supérieure de l'inflation. Certes, il est souhaitable d'avoir une inflation faible, mais à notre sens une inflation trop basse, de moins de 1,5 pour cent, tue la croissance et engendre en conséquence du chômage.

Pour être honnête, on doit concéder que, depuis quelque temps, la BNS a légèrement infléchi sa politique, ce qui nous a permis d'être un peu plus concurrentiels sur les marchés internationaux, notamment avec l'Allemagne qui est notre principale cliente. Vouloir maintenant cimenter dans un article constitutionnel une telle logique monétariste est à notre avis un non-sens et montre que le Conseil fédéral souhaite défendre avant tout les intérêts de la bourse et de la place financière, qui bénéficient ainsi de privilèges éhontés au détriment de la production et de l'emploi.

Notre groupe considère donc comme inacceptable de privilégier ceux qui ont de l'argent au détriment de ceux qui doivent le gagner. Il rejettera donc l'article constitutionnel si la proposition de minorité III (Jans) à l'alinéa 3 n'est pas acceptée.

Bührer Gerold (R, SH): Wir können den Graben zwischen Verfassungsrecht und währungspolitischer Wirklichkeit nicht mehr beliebig lange offen lassen. Aus diesem Grund sind wir der Auffassung, dass der Rückweisungsantrag falsch ist. Es gibt keine sachlichen Gründe, diese Vorlage jetzt zurückzuweisen. Für uns Freisinnige steht im Zentrum, dass die Notenbank – jetzt vor allem vor dem Hintergrund der Aufhebung der Goldbindung – erstens prioritär die Unabhängigkeit und zweitens eine klare Zielsetzung stipuliert bekommt, eine Zielsetzung, die die Notenbank überhaupt erfüllen kann. Lassen Sie mich zu den zwei Zielkonflikten, die heute morgen die Diskussion beherrschen, kurz ein paar Worte sagen:

Bei Absatz 3 wird von der linken Ratshälfte der Vorwurf gemacht, hier werde der Preisstabilität ein derartiger Vorrang gegeben, dass dadurch die anderen Ziele des magischen Dreiecks quasi unterdrückt würden. Das ist so nicht richtig. Die Notenbank hat allein schon von ihrem Instrumentarium her als prioritäre Möglichkeit die Steuerung der Geldwertstabilität. Mit anderen Worten: Eine hohe Geldwertstabilität und Wachstum sind keine Gegensätze.

Es wurde immer wieder argumentiert, man hätte eine zu restriktive monetäre Politik betrieben. Selbstverständlich: Jede

Notenbank kann sich bei der Lagebeurteilung täuschen, und ich glaube, dass niemand im Saal sagen will, es gebe Notenbanken, die nie einen Fehler gemacht hätten. Aber wenn Ihre Behauptung richtig wäre, dann müssten einige Volkswirtschaften auf diesem Globus eigentlich sehr schlechte Wachstumsraten haben. Wenn Sie einmal die realen Zinssätze als Indikator für den Restriktionsgrad der Notenbankpolitik nehmen, dann stellen Sie fest, dass in den USA oder in England, in zwei Volkswirtschaften mit üblichen, beeindruckenden Wachstumsraten, die realen Zinssätze höher sind als beispielsweise in der Schweiz oder in Deutschland. Folglich kann es gar nicht sein, dass diese realen Zinssätze, als Folge einer Ihrer Ansicht nach zu restriktiven Politik, jetzt alleine schuld sind an der zu tiefen Wachstumsrate der letzten Jahre.

Ich sage Ihnen eines: Wir können zwar die Geldschleusen öffnen, wir können die monetären Aggregate massiv ausweiten und haben dann möglicherweise kurzfristige Beschäftigungseffekte; aber wir haben eine Wirtschaftsgeschichte, die klar und deutlich gezeigt hat, dass diese Wachstums- und Beschäftigungseffekte nicht nachhaltig sind, sondern in der Regel langfristig zu einer massiven Rossskur auch zu Lasten der Arbeitsplätze und des sozialen Gleiches führen.

Lassen Sie mich einen zweiten Punkt erwähnen. Die Minderheit III (Jans) und die Minderheit VI (Fässler) wollen der Notenbank weitergehende Aufträge im Bereich von Wachstum und Vollbeschäftigung geben. Die Notenbank kann zwar durch ihre Politik die Voraussetzungen für Wachstum und Vollbeschäftigung positiv oder negativ beeinflussen. Aber die Notenbank wäre überfordert, wenn wir ihr die Aufgaben, die wir in der Politik, in der Finanz- und Steuerpolitik und in der Wirtschaftspolitik zu lösen haben, auch noch übertragen würden. Es gibt keine Notenbank, die Wachstum und Vollbeschäftigung erreichen kann, ohne dass in der Wirtschaftspolitik die Hausaufgaben gemacht werden. Wenn Sie im Zuge der Diskussionen über die Rolle der Notenbanken in Kontinentaleuropa hingehen und Reformen und Strukturveränderungen auf die lange Bank schieben, weil sie wehtun, und der Notenbank den Schwarzen Peter zuschieben, erleiden Sie Schiffbruch.

Wir schliessen uns in bezug auf Artikel 39 Absatz 3 der Mehrheit an. Ich bin zwar der Auffassung, dass die Minderheit I (Bonny) sowie die Minderheit II (Schmid Samuel) ebenfalls absolut taugliche Varianten sind. Sie lehnen sich ebenfalls an die Version der Europäischen Zentralbank an. In der Güterabwägung sind wir aber mit klarer Mehrheit der Auffassung, dass die Fassung des Bundesrates letztendlich den Vorzug verdient.

Wenn wir diesen Artikel in der Fassung der Mehrheit verabschieden – das möchte ich noch einmal deutlich machen –, verfallen wir nicht monetärem Sektierertum, sondern es ist der Ausdruck von Respekt gegenüber dem, was die Notenbank überhaupt kann, und es ist auch ein Ausdruck von gesamtwirtschaftlicher Verantwortung gegenüber dem, was die Wirtschaftspolitik zu tun hat.

Jans Armin (S, ZG): Ich möchte hier den zentralen Punkt der Auseinandersetzung, den Stellenwert der Preisstabilität im Verfassungsartikel, ansprechen und zunächst drei Feststellungen machen:

1. Preisstabilität ist ein wirtschaftspolitisches Ziel, auch für uns in der SP-Fraktion. Inflationsraten von 4, 5 oder gar 10 Prozent sind unerwünscht. Auch unerwünscht ist allerdings eine Deflation mit ihren ausserordentlich hohen Kosten, die in der Botschaft eher verharmlost werden. Sehr nachdenklich gestimmt hat mich in der Botschaft auch die Umschreibung des Teuerungsziels von 0 bis 2 Prozent Zuwachs des Landesindex der Konsumentenpreise. Das ist eindeutig eine zu enge Umschreibung. Hier wird bewusst eine Deflation in Kauf genommen. Ich meine auch – das an die Adresse all jener, die der Schweizerischen Nationalbank ganz klare Aufträge erteilen wollen –, dass der Gesetzgeber im Nationalbankgesetz ganz klar sagen muss, auf welcher Bandbreite sich die Zielvorstellung der Teuerungsrate bewegen muss. Es ist nicht zu akzeptieren, es kann nicht hinge-

nommen werden, dass die SNB diese Zielumschreibung aus eigener Kraft und Herrlichkeit macht.

2. Preisstabilität ist ein wirtschaftspolitisches Ziel, aber nicht das einzige. Ich denke, es ist unbestritten: Auch Vollbeschäftigung, auch stabiles, nachhaltiges Wirtschaftswachstum, auch eine gerechte Einkommens- und Vermögensverteilung sind wirtschaftspolitische Ziele. Daraus abgeleitet:

3. Preisstabilität ist kein Selbstzweck. Salopp gesprochen kann man sagen: Von der Preisstabilität allein haben wir nicht gegessen. Oder, etwas anspruchsvoller: Preisstabilität ist im Zielpolygon, das wirtschaftspolitisch zu verfolgen ist, auf ihren Stellenwert zu hinterfragen, und sie hat, wenn man das tut, letztlich eine dienende Funktion. Übergeordnet sind sicher Vollbeschäftigung, stabiles, nachhaltiges Wachstum und eine gerechte Verteilung von Einkommen und Vermögen.

Aufgrund der vorher vorgetragenen Voten möchte ich zwei Klarstellungen machen. An Kollega David: Wir machen die Preisstabilität nicht schlecht. Wir akzeptieren sie als wirtschaftspolitisches Ziel, aber wir geben ihr die Rolle, die sie im Zielpolygon verdient.

An andere Sprecher, insbesondere den Kommissionssprecher welscher Zunge: Wir wollen hier keiner beschäftigungspolitisch motivierten Hochinflationpolitik das Wort reden und schon gar nicht einer Bedienung der Notenpresse. Es geht doch darum, wie man den SNB-Auftrag am besten, am intelligentesten umschreibt. Hier müssen wir an die Erfahrungen der neunziger Jahre, insbesondere an die Erfahrungen des Jahres 1995, anknüpfen. Die SNB hat damals die Geldversorgung zu knapp gemacht, der Dollarkurs war bei Fr. 1.10. Sie können das im OECD-Bericht über die Schweiz nachlesen: Die Kosten waren eine Verlängerung der Rezession und der Verlust von 100 000 Arbeitsplätzen. Da kann man doch die SNB nicht aus ihrer beschäftigungspolitischen Verantwortung entlassen.

An Kollega Fischer-Hägglingen: Ich glaube, man kann auch nicht sagen, es sei billig, die Rezession einfach der SNB in die Schuhe zu schieben. Es wäre doch blauäugig, wenn man diese Verantwortung nicht akzeptieren wollte.

Zu Kollega Bühler möchte ich bemerken: Er hat uns den Auftrag des Europäischen Systems der Zentralbanken in Erinnerung gerufen, der in der Botschaft auf Seite 37 zitiert wird. Leider hat Kollega Bühler auf derselben Seite nicht weitergelesen, sonst hätte er auch den Auftrag in der Federal Reserve Act der USA und den Auftrag der japanischen Zentralbank gesehen. Diese haben ganz andere Aufträge bekommen; ihre Aufträge liegen genau im Sinn und Geist dessen, was wir Ihnen bei Artikel 39 Absatz 3 beantragen.

Wenn ich die heutige Nationalbankpolitik betrachte, die mir eigentlich gut gefällt – ich meine, dass heute eine flexible, der gesamtwirtschaftlichen Situation angepasste Geldversorgung gemacht wird –, dann fragt sich eigentlich, welcher Nationalbankartikel am besten auf die Politik passt, die heute gemacht wird.

Mit Kollega Müller Erich bin ich völlig einig; Geldpolitik und Währungspolitik bilden ein Ganzes. Deshalb verlangen wir in unserem Minderheitsantrag ja auch «stabile monetäre Rahmenbedingungen». Genau das wird damit ja ausgedrückt.

Aus diesem Grunde empfehle ich Ihnen den Antrag der Minderheit III bei Absatz 3, dem Zielartikel, wärmstens; dies betrachte ich als die fundamentale Bestimmung in dieser Verfassungsrevision.

Schmid Samuel (V, BE): Ich will zuerst auf den Minderheitsantrag Strahm eingehen, das Geschäft sei an den Bundesrat zurückzuweisen und es sei eine entsprechende Neuformulierung vorzunehmen.

Ich habe die Debatte gut verfolgt und bekomme den Eindruck, dass das Hauptargument für die Rückweisung das Problem mit der neuen Verfassung sein soll. Das kann nun schlicht nicht bestätigt werden. Eine Kollision mit der Verfassung ist in keinem Punkt festzustellen. Die Verfassungsrevision, mindestens das Paket, das jetzt zur Diskussion steht, ist eine reine Nachführung.

In der Verfassungskommission wurde dieser Währungsartikel auf die Nachführung beschränkt. Es gab sogar eine ge-

wissermassen provisorische Diskussion über den Inhalt dieses Artikels; die Gesamtkommission hatte die Subkommission sogar zur Rücksichtnahme auf die hier anstehende Teilrevision verpflichtet, und das führte schliesslich dazu, dass eine Zwischenlösung vorgeschlagen wurde – immer in Kenntnis des Umstandes, dass hier eine separate Behandlung des Währungsartikels, man sprach vom «fast track», Platz greifen soll.

Damit stellt sich überhaupt nicht die Frage, Herr Gysin Remo, ob dies eine Variante sein soll; die Vorlage ist die Fortentwicklung des für die Zwischenzeit beschlossenen Verfassungsrechts. Sie ist auch nicht eine Lex specialis, sondern der Ersatz für den möglicherweise in der Zwischenzeit rechtskräftig werdenden Verfassungstext. Wenn das der Grund sein soll für die Rückweisung, dann muss ich den Rat darauf hinweisen, dass dies nicht unserer bisherigen Beschlussfassung entsprach.

Die Preisstabilität sei ein wirtschaftspolitisches Ziel, aber nicht das einzige: Da sind wir uns wahrscheinlich absolut einig. Die Frage ist höchstens, mit welchem Hauptziel man die Notenbank beauftragen soll; ich verweise auf Absatz 3. Wir verfolgen hier eine eindeutige Zielsetzung. Der Auftrag der Notenbank soll klar sein, es soll sich bei diesem Auftrag primär und vorrangig um die Preisstabilität handeln, und die Notenbank soll unabhängig sein. Was ist demgegenüber Konjunkturpolitik? Konjunkturpolitik heisst Teuerungspolitik, Arbeitslosigkeitspolitik, Regionalpolitik, Beschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit in bestimmten Punkten; es sind Massnahmen zur Schaffung von Arbeitsbeschäftigungsreserven. Das sind alles mögliche konjunkturpolitische Massnahmen, die im Verfassungstext aufgeführt sind. Die Notenbank zu verpflichten, sich quasi neben ihrem Hauptauftrag noch in diesen wirtschaftspolitischen Feldern zu betätigen, ist ein diametraler Widerspruch zur Hauptzielsetzung, wonach die Notenbank unabhängig sein soll.

Ihren wesentlichen Beitrag an die Konjunkturpolitik leistet die Notenbank durch die optimale Erfüllung ihres Hauptauftrages, und das ist eben die Führung der Geldpolitik mit dem speziellen Ziel der Preisstabilität.

Damit ist eigentlich der Auftrag bzw. ein Ziel formuliert, und die Nationalbank kann diesen Auftrag nur erfüllen, wenn sie über eine entsprechende politische Unabhängigkeit verfügt; das zeigen im übrigen sämtliche Beispiele erfolgreicher Währungspolitiken in verschiedenen Ländern und auch die Geschichte unserer eigenen Notenbank. Der Auftrag muss erfüllbar sein, und er hat damit indirekt auch konjunkturelle Wirkung. Er hat im übrigen allen am Wirtschaftsprozess Beteiligten einen brauchbaren Orientierungsrahmen zu geben. Er schafft damit Vertrauen in die Währung und stärkt damit die Marktprozesse.

Herr Strahm hat hier auf die Frage von Herrn Bühler, weshalb man sich nicht der Formulierung der Europäischen Zentralbank – hier ausgedrückt im Antrag der Minderheit II bei Absatz 3 – anschliessen könne, geantwortet, die Formulierung sei nur dort sinnvoll, wo die Vermutung naheliege, es gebe eine schwache Währung. Das ist das beste Argument gegen die Rückweisung und auch dafür, gegen die Anträge der SP-Fraktion zu stimmen. Es kann ja kaum das Ziel unserer Währungsordnung sein, dass wir auf eine schwache Währung abzielen, d. h., dass wir Voraussetzungen schaffen, um auf die Dauer einen schwachen Schweizerfranken zu haben.

Ich bitte Sie deshalb, den Rückweisungsantrag abzulehnen und im übrigen der Mehrheit respektive bei Absatz 3 der Minderheit II zu folgen.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Während der Rezession ist die Politik der Schweizerischen Nationalbank Gegenstand von hektischen politischen Auseinandersetzungen geworden. Man hat den Eindruck, zum Teil sei ein eigentlicher ideologischer Streit über die Wirtschaftspolitik und den Stellenwert der Geldpolitik ausgebrochen. Im Zentrum der Auseinandersetzung – Sie haben das auch hier gehört – stand und steht die Frage, ob die Notenbank mit der Geldmengenpolitik nur die Preisstabilität sichern soll oder ob sie einen allgemeinen konjunkturpolitischen Auftrag hat.

Ich hatte beim Zuhören den Eindruck, dass diese Auseinandersetzung heute auch mehr beinhaltet als eine Diskussion über das ökonomisch Begrüssbare. Ich muss vor allem nach links sagen, dass Vorwürfe, wonach auch die Version des Bundesrates eine Art monetarisches Sektierertum verkörpern, völlig unbegründet sind. Es liegt auf der Hand, dass aus diesem Grund Absatz 3 des Währungsartikels im Zentrum des Interesses steht.

Für den Bundesrat ist die Formulierung seines Entwurfes, welche Ihre Mehrheit übernimmt, klar und eindeutig die richtige Lösung. Um das zu belegen – entschuldigen Sie, wenn ich etwas ins Detail gehe, ich werde mich dann bei der Beratung von Absatz 3 etwas kürzer fassen –, und vor allem auch zuhauenden der Materialien, möchte ich dies relativ eingehend ökonomisch begründen.

Es stellt sich zuerst die Frage, was Wirtschaftspolitik eigentlich ist. Eine gute Wirtschaftspolitik braucht das geschickte Zusammenwirken verschiedener wirtschaftspolitischer Instrumente. Jedes Instrument hat spezifische Funktionen; kein Instrument kann alles leisten. Ich versuche, die wichtigsten Funktionen aufzuzählen: Es sind die Finanz- oder Fiskalpolitik, die Wettbewerbspolitik und die Geldpolitik; das sind die drei klassischen. Dazu kommen andere wie Bildungs-, Forschungs- und Infrastrukturpolitik usw. Erst das sinnvolle Zusammenwirken dieser Instrumente ergibt eine gute Wirtschaftspolitik.

Ich darf den Ihnen bekannten und häufig genannten Hans Meyer zitieren, der einmal vom «Kampf der verbundenen Waffen» gesprochen hat, und zwar auch im Zusammenhang mit den Instrumenten der Wirtschaftspolitik. Es ist falsch, einzelne Instrumente dort einzusetzen, wo sie gerade nicht langfristig wirken.

Was kann in diesem Konzert die Geldpolitik tun? Man muss sich zuerst vergegenwärtigen, dass in der Ökonomie häufig zwischen kurzfristigen und langfristigen Wirkungen eines Instrumentes unterschieden werden muss. Langfristig sind die Preise flexibel und passen sich den Veränderungen von Angebot und Nachfrage an. Das ist die klassische Theorie. Kurzfristig bleiben aber viele Preise auf einem vorgegebenen Niveau starr stehen, und das hat Konsequenzen. Das ist für die Wirkung der Geldpolitik von Belang. Langfristig hat das Geldangebot nur Wirkungen auf die nominalen, nicht aber auf die realen Variablen.

Die Preise und die Inflationserwartungen passen sich langfristig eben auch an den geldpolitischen Kurs an. Die Änderungen des Geldangebotes verursachen deshalb langfristig keine Schwankungen von Output und Beschäftigung. Eine weitere Lockerung der Geldpolitik hat dann keine realen Auswirkungen mehr. Sie führt nur noch zu Preis- und Nominallohnerhöhungen und fördert damit die Inflationsspirale. Zur Bekämpfung dieser Inflationsspirale ist dann wiederum eine restriktive Geldpolitik nötig. Das bedeutet Zinserhöhungen, das drückt auf das Wachstum und lässt die Arbeitslosigkeit wieder ansteigen. Deshalb können mit einer grosszügigen Geldpolitik langfristig keine Arbeitsplätze geschaffen werden, und es kann kein Wachstum erzeugt werden.

Kurzfristig reagieren jedoch viele Preise – wie ich gesagt habe – nicht auf die Änderung der Geldpolitik. Deshalb sind die kurzfristigen Wirkungen einer Änderung des Geldangebotes andere als die langfristigen. Sie können sehr wohl Einfluss auf Output und Beschäftigung haben. Das geschaffene Inflationspotential aber wird den positiven Effekt später durch die Notwendigkeit einer restriktiveren Antiinflationspolitik wieder gefährden.

Eine Geldpolitik, die zugunsten vorübergehender Wachstumseffekte Inflation generiert, nimmt zwingend Wachstums- und Arbeitsplatzverluste in der entfernteren Zukunft in Kauf. Ich darf aber hier beifügen – das ist wichtig –, dass mit Geldwertstabilität natürlich die Vermeidung von Inflation und Deflation gemeint ist; beide haben volkswirtschaftlich schädliche Folgen. Das steht auch in der Botschaft.

Wenn wir im Währungsartikel das Wort «Preisstabilität» brauchen, verstehen wir also darunter immer auch die Vermeidung von Deflation und nicht nur von Inflation. Im übrigen ist die Vermeidung von Inflation sehr wesentlich auch ein so-

ziales Anliegen; das ist von einigen Rednern hier gesagt worden. Denken Sie nur an die vielen nicht teuerungsgesicherten Renten, und denken Sie auch an die Inflationsprofiteure. Das sind meistens nicht gerade die armen Leute. Weil Inflationsbekämpfung mit hohen volkswirtschaftlichen Kosten in Form von Wachstumseinbussen verbunden ist, sollten wir Inflation gar nicht erst entstehen lassen.

Eine Stop-and-go-Politik, eine Geldpolitik, die sich auf x Ziele gleichzeitig ausrichten will, ist volkswirtschaftlich abzulehnen. Die Gewährleistung von Preisstabilität, so weit das möglich ist – ganz ideal ist es nie möglich –, ist deshalb der beste Beitrag der Geldpolitik zur Schaffung der Voraussetzungen für eine ausgewogene gesamtwirtschaftliche Entwicklung. Ich stelle hier ausdrücklich zuhauenden der Materialien das fest, was auch an der Pressekonferenz der SNB gesagt worden ist: Inflationsteuerungsraten von 1 und 2 Prozent können durchaus mit Preisstabilität gleichgesetzt werden.

Warum soll die Priorität der Preisstabilität in der Bundesverfassung festgeschrieben werden? Die Mehrheit und der Bundesrat schlagen Ihnen in Absatz 3 vor, dass die Geld- und Währungspolitik im «Gesamtinteresse des Landes» zu führen ist, wobei das Ziel der Preisstabilität vorrangig ist.

Dies ist eine klare Priorität für die Preisstabilität, aber natürlich innerhalb des breiten Auftrages, welcher besagt, dass die Geldpolitik im Gesamtinteresse des Landes liegen muss. Für diese Priorität der Preisstabilität – immer innerhalb dieses Gesamtinteresses, was einen breitergefächerten Auftrag umfasst – gibt es drei Gründe:

1. Preisstabilität ist nun einmal eine Voraussetzung für eine ausgewogene, langfristige, nachhaltige gesamtwirtschaftliche Entwicklung. Die Geldpolitik kann für sich allein Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität nicht nachhaltig sichern. Deshalb ist es richtig, das hervorzuheben, was das Partikularinstrument Geldpolitik leisten kann: Es kann nämlich Preisstabilität erzeugen.

2. Die Unabhängigkeit der SNB muss sich auf einen möglichst klaren Auftrag beziehen können. Dieser Auftrag kann nicht zu viele Elemente enthalten, weil er sonst unscharf und damit auch unkontrollierbar wird. Die von uns geforderte Rechenschaftsablage ist nur dann möglich, wenn sie sich auf ein klares Ziel bezieht.

3. Wir heben mit diesem Währungsartikel die Goldbindung auf, und zwar definitiv. Das macht zwar auch die nachgeführte Bundesverfassung, aber es gibt hier eine gedankliche Differenz. Nebenbei bemerkt: Man hat sich – rückblickend gesehen – die Aufgabe in der nachgeführten Verfassung wahrscheinlich etwas einfach gemacht. Die Goldbindung hatte früher den Sinn, eine übermässige Geldmengenausweitung zu verhindern, indem man das Geld an ein knappes Gut gebunden hat. Das ist ein stabilisierendes Element. Die Abschaffung dieses stabilisierenden Elements legt es nahe, in den Währungsartikel vertrauensbildende Elemente aufzunehmen. Es sind dies:

1. Die klare Festlegung der Unabhängigkeit der SNB; das haben wir auch im Währungsartikel der nachgeführten Verfassung.

2. Die Statuierung einer angemessenen Reservepflicht. Ich werde jetzt über die Reserven nicht viel sagen; ich teile aber die Meinung vor allem von Ungern-Sternberg, der hier erwähnt worden ist, überhaupt nicht.

3. Es ist auch die Hervorhebung der Preisstabilität.

Mit dieser Formel nähern wir uns auch ganz klar dem üblichen Standard der meisten Notenbanken, vor allem auch jenem der Europäischen Zentralbank. Aber wir gehen einen Hauch weniger weit als die Europäische Zentralbank – ich werde noch darauf kommen, warum.

Eine Formulierung, welche gleichwertig alle wirtschaftspolitischen Ziele enthält, wie bei Absatz 3 die Formulierung der Minderheit III, kann und wird zu einer aktivistischen Geldpolitik verführen, welche ökonomisch falsch und vertrauensschmälernd wäre. Man kann nicht alle Ziele gleichzeitig verfolgen. Dazu kommt mir ein Zitat in den Sinn, ich glaube von Friedrich dem Grossen, der in bezug auf Landesverteidigung gesagt hat: «Wer alles defendieret, defendieret nichts.» Das muss man auch hier sehen.

Das führt zur nächsten Frage: Darf diese Priorität der Preisstabilität nicht unter allen Umständen als absolut bewertet werden? Warum muss sie an sich nur ein Element innerhalb der Verfolgung des Gesamtinteresses sein?

Ich habe gesagt, der Hauptauftrag der Notenbank – das ist die ursprüngliche Formel – sei es, «eine den Gesamtinteressen des Landes dienende Kredit- und Währungspolitik zu führen». Ich weiss, dass dieser Begriff einigen zu unscharf ist. Er ist aber recht klar interpretierbar; ich verweise dazu auf die Botschaft. Ich kann zwei Gründe kurz streifen.

1. Dieser Begriff ist bewährt; er stand schon jetzt im Zentrum. Er steht in der geltenden Verfassung, und die Geldpolitik musste sich bis heute daran halten. Es gibt also eine Praxis. 2. Man muss als Interpretationshilfe den Konjunkturartikel der Verfassung heranziehen. Demnach wird der Bund verpflichtet, «Vorkehrungen für eine ausgeglichene konjunkturelle Entwicklung» zu treffen, «insbesondere zur Verhütung und Bekämpfung von Arbeitslosigkeit und Teuerung»; die Elemente sind hier also breiter abgestützt. Es ist sinnvoll, dass sich die SNB an dieser Zielsetzung orientiert, aber innerhalb dieser Zielsetzung hat sie eine Priorität. Die Orientierung der Geldpolitik am Gesamtinteresse des Landes sichert eben auch die Handlungsfähigkeit in extremen Lagen, die bei einer offenen Volkswirtschaft wie der schweizerischen immer wieder eintreten können. Hier stimme ich Herrn Strahm durchaus zu. Der grosse Währungsraum Europa ist nicht so offen wie die Schweiz, und deshalb gibt es hier eine leichte Differenz, auf die ich bewusst hinweise.

Die Orientierung der Geldpolitik am Gesamtinteresse des Landes ermöglicht es, nötigenfalls kurzfristig auch eine sorgsam abzuwägende Abweichung vom Erreichen des Ziels der Preisstabilität in Kauf zu nehmen. Gerade die Diskussion über den starken oder schwachen Euro zeigt ja, dass ein solch befristetes Abweichen für unsere Wirtschaft je nach Situation temporär fast lebenswichtig sein könnte. Die Orientierung am Gesamtinteresse verpflichtet die SNB also sehr wohl, ihren Beitrag zur Vollbeschäftigung und zum Wachstum zu leisten, aber sie muss das innerhalb jener Grenzen tun, deren Überschreiten der Volkswirtschaft mittelfristig eben ein Inflationsproblem beschieren würde. Diesen Spielraum kann und muss sie aktiv ausnutzen, so wie sie das in der letzten Zeit durchaus getan hat. Das ist verfassungsrechtlich in Kombination mit dem Konjunkturartikel zwingend. Man mag im kritischen Rückblick bemängeln, dass es gelegentlich am Mut fehlte, diesen Spielraum aktiver auszunutzen, aber Notenbankpolitik – jemand sagte, das sei sehr einfach – ist eine Kunst, weil die Reaktionszeit sehr lang ist. Es ist eine sehr schwierige Kunst, und da können immer wieder Fehler passieren. Aber Schuldzuweisungen, wie sie hier der SNB gegenüber gemacht worden sind, möchte ich ganz klar zurückweisen. Es ist ja wohl kein Zufall, dass unser Land in Europa noch immer den höchsten Wohlstand und, so glaube ich, zurzeit auch wieder die tiefste Arbeitslosigkeit hat. Es bleibt aber völlig klar, dass dem Ziel der Preisstabilität ein sachlich und formal anderer, nämlich prioritärer Stellenwert gegenüber den anderen Zielsetzungen der Geldpolitik gebührt.

Wenn ich nun die verschiedenen Anträge nur schon sehr summarisch bewerte, zeigen diese Überlegungen, dass die verschiedenen Minderheitsanträge im Hinblick auf eine richtige Geldpolitik gravierende Schwächen haben, auch wenn es teilweise nur um Nuancen geht:

– Die Minderheit I (Bonny) verlangt von der SNB zwingend, dass sie für Preisstabilität sorgt. Die Einschränkung, wonach sie die konjunkturelle Entwicklung zu beachten habe, ändert daran grundsätzlich nichts. Ganz abgesehen davon sind kurzfristige, irrationale Wechselkursverwerfungen nicht im Begriff der konjunkturellen Entwicklung enthalten, und gerade in diesem Fall muss die SNB einmal vom Kurs abweichen können. Diese Formulierung ist klar zu eng. Die SNB kann die Forderung in dieser Absolutheit nicht erfüllen, sie kann nicht «für Preisstabilität sorgen»; sie kann sie nur anstreben bzw. dieses Anliegen in den Vordergrund stellen.

– Die Minderheit II (Schmid Samuel) orientiert sich an der Formulierung der Europäischen Zentralbank; es ist auch die For-

mulierung der Expertengruppe. Diese Formulierung ist deshalb zu eng, weil es Fälle gibt, wo das Ziel der Preisstabilität zwingend beeinträchtigt werden muss; gerade das dürfte nach dieser Formulierung aber nicht geschehen, denn es heisst: «Soweit es ohne Beeinträchtigung dieses Zieles möglich ist». Das ist gerade im Zusammenhang mit einer irrationalen Wechselkurseruption nach oben nicht durchführbar. – Die Minderheit III (Jans) verlangt von der SNB mehr, als sie leisten kann. Sie verleitet mit zu vielen Zielen zu einer aktivistischen und damit schädlichen und falschen Geldpolitik.

– Der Antrag der Minderheit IV (Fässler) basiert auf einem Vorschlag, der, wenn ich mich recht erinnere, ursprünglich einmal vom Vorort gemacht wurde, aber sie fügt das Wort «langfristig» ein. Dieses Wort ist mehr als interpretationsbedürftig und führt zu einer Verunsicherung.

Ich bitte Sie also schon jetzt, bei Artikel 39 Absatz 3 der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Zu den Unterschieden dieses Währungsartikels gegenüber Artikel 89 der nachgeführten Verfassung: Es stellt sich die Frage, warum überhaupt ein solcher Artikel vorgelegt wird, nachdem schon die nachgeführte Verfassung angepasst worden ist und auch die Nachführung die Goldbindung des Frankens aufhebt.

Die Formulierung in der Verfassung hat erstens den gravierenden Mangel, dass sie die vertrauensbildende Präzisierung des Notenbankauftrages nicht enthält. Das empfinde ich als einen gravierenden Mangel, der auch für das Image und die Stabilität des Werk- und Finanzplatzes Schweiz von Bedeutung sein kann.

Zweitens gibt es einen wichtigen Unterschied im Zusammenspiel von Unabhängigkeit und Rechenschaftspflicht der SNB. Nach langer Überlegung haben wir diese Rechenschaftspflicht eingeführt. Die Unabhängigkeit wird in beiden Fassungen des Währungsartikels explizit erwähnt; aber für uns ist die Rechenschaftspflicht – das wurde klar bestätigt – ein zwingendes Korrelat zur Unabhängigkeit. Sie findet sich aber nur im vorliegenden neuen Artikel. Es geht um Kompetenz gegen Transparenz. Die Rechenschaftspflicht ist wichtig für die demokratische Legitimation der Unabhängigkeit der Notenbank. Der Bundesrat ist deshalb der Meinung, die Reform der Bundesverfassung mache die spätere – durch den tatsächlichen «slow track» ist es jetzt später geworden –, separate Reform des Währungsartikels nicht überflüssig. Wie gesagt worden ist, passt es zeitlich auch wieder sehr gut zusammen.

Zu den Goldreserven: Im Expertenbericht zum Währungsartikel wird erstmals abgeschätzt, wie viele Reserven eine Notenbank überhaupt braucht. Aus Sicht des Bundesrates braucht es Reserven; je kleiner und offener eine Volkswirtschaft ist, desto mehr Reserven braucht sie im Verhältnis zur Grösse des Landes. Die Experten kommen zum Schluss, dass etwa die Hälfte des Goldes der SNB anderen Zwecken zugeführt werden könne. Es kommt mir vor wie bei der Burgrunderbeute: Seit dieses Gold zur Disposition steht, sind sehr viele Ideen entstanden, was man damit tun könnte. Ich teile klar die Meinung derer, die sagen, das sei Volksvermögen und das Volk müsse entscheiden, was damit zu geschehen habe.

Der Bundesrat möchte dem Volk vorschlagen, einen Teil der ungefähr 1400 zur Verfügung stehenden Tonnen für die Stiftung Solidarische Schweiz zu verwenden. Aber das wollen wir heute noch nicht festlegen, und das müssen auch Sie heute noch nicht tun. Es stellt sich die Frage, ob die Verwendung dieses Goldes eine ausdrückliche Verfassungsgrundlage erfordert.

Der Bundesrat bleibt bei seiner bisherigen Haltung, die er in der Botschaft zum Währungsartikel explizit erläutert hat. Er ist der Meinung, dass sowohl Artikel 89 der nachgeführten Bundesverfassung als auch die vorgezogene separate Reform der Währungsverfassung hier als Grundlage für die Finanzierung der Stiftung genügen. Er geht davon aus, dass eine ausdrückliche Grundlage, wie sie Ihre Kommission in Absatz 6 vorschlägt, nicht nötig ist.

Allerdings hätte das zur Folge, dass die nicht für die Stiftung verwendeten Überschussreserven gemäss der verfassungs-

mässigen Gewinnverteilungsregel für Bund und Kantone verwendet werden müssten. Demgegenüber schlägt Ihre Kommission vor, mit Absatz 6 zusätzlich zur Gewinnverteilungsregel eine explizite Grundlage für die Verwendung dieser Überschussreserven zu schaffen. Es besteht kein Zweifel – auch das anerkennt der Bundesrat –, dass damit eine saubere und unanfechtbare Verfassungsgrundlage entsteht.

Sollten beide Räte diesem Absatz 6 zustimmen, würde der Bundesrat Ihre Haltung natürlich als die des Gesetzgebers akzeptieren – Sie sind der Gesetzgeber, nicht der Bundesrat – und beispielsweise das Stiftungsgesetz erst nach der Verabschiedung dieser Verfassungsnorm durch das Volk vorlegen, wie das dem üblichen, zweistufigen Gesetzgebungsverfahren entspricht, das in diesem Lande Tradition hat. Sollten Sie aber dem Bundesrat folgen und Absatz 6 streichen, könnte der Bundesrat das Stiftungsgesetz schon im Anschluss an die nachgeführte Bundesverfassung vorlegen, und Sie würden es behandeln wie jedes andere Gesetz auch.

Wichtig ist noch zu wissen – das kommt vielleicht in Absatz 6 zu wenig zum Ausdruck –, dass die Verwendung der Überschussreserven ein einmaliger Akt ist. Es wird nicht jedes Jahr diskutiert werden, wieviel an Reserven die SNB hat oder wieviel sie zu wenig hat, weil wegen der nun beschlossenen laufenden Gewinnausschüttung neue Überschussreserven eigentlich gar nicht mehr entstehen sollten.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass dieser Verfassungsartikel nicht durch eine konkrete Bestimmung über die Verwendung des Goldes belastet werden darf. Sie können heute für die Goldverwendung beschliessen, was Sie wollen: Irgend jemand wird eine andere Meinung haben, und das wird den Artikel belasten. Der einzige gemeinsame Nenner von uns allen ist doch der, dass man mit diesem Gold etwas für das Volk tun will. Aber man sollte nicht jetzt schon durch Einengungen andere wieder zu Gegnern machen. Deshalb haben wir ein gemeinsames Interesse, diesen Absatz 6 heute wegzulassen. Er ist auch nicht nötig.

Der Streit über die Verwendung wird ausbrechen. Er wird hart sein. Er ist zwar nötig, aber er kann später geführt werden, wenn gesichert sein wird, dass man mit diesem Gold etwas tun kann.

Deshalb sollten Sie die Anträge Hochreutener und Rychen sowie die Minderheitsanträge, die hier weiter gehen, ablehnen.

Zum weiteren Vorgehen: Wir gehen davon aus, dass das Volk wegen den 1999 anstehenden Wahlen erst im Frühjahr 2000 über den Währungsartikel abstimmen wird – sofern Sie ihn verabschieden. Im Anschluss an die Lösung der Goldbindung des Frankens auf Verfassungsebene werden Anpassungen auf Gesetzes- und Verordnungsebene notwendig; diese sollen im Rahmen eines neuen Bundesgesetzes über die Währung und die Zahlungsmittel vorgenommen werden. Selbstverständlich wird auch die Goldverwendung gesetzlich geregelt werden müssen, und zwar im Gesetz über die Stiftung, aber auch in den Regelungen über die Verwendung der anderen zur Verfügung stehenden Reserven.

Ich bin überzeugt, dass die vorliegende Reform der Währungsverfassung die Grundlage für eine moderne und klar verständliche neue Schweizer Währungsordnung schafft. Ich ersuche Sie, nun nicht einen Grabenkrieg über den Zweckartikel zu führen, sondern sich der massvollen und ökonomischen Fassung der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates anzuschliessen.

Ich bitte Sie um Eintreten und um die Einhaltung der Linie, die die Mehrheit der vorberatenden Kommission vorgegeben hat.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

114 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

61 Stimmen

Bundesbeschluss über einen neuen Geld- und Währungsartikel in der Bundesverfassung

Arrêté fédéral relatif à un nouvel article constitutionnel sur la monnaie

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 38; 39 Abs. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 38; 39 al. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 39 Abs. 3, 4

Antrag der Kommission

Abs. 3

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit I

(Bonny, Cavadini Adriano, Comby, David, Gros Jean-Michel, Kühne, Maitre, Widrig)

.... und Währungspolitik. Sie sorgt für Preisstabilität. Sie beachtet dabei die konjunkturelle Entwicklung.

Minderheit II

(Schmid Samuel, Blocher, Fischer-Hägglingen, Gusset, Wyss)

.... und Währungspolitik mit dem vorrangigen Ziel der Preisstabilität. Soweit es ohne Beeinträchtigung dieses Zieles möglich ist, unterstützt die Schweizerische Nationalbank die allgemeine Wirtschaftspolitik des Bundes.

Minderheit III

(Jans, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Gysin Remo, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Strahm)

Aufgabe der Schweizerischen Nationalbank ist es, stabile monetäre Rahmenbedingungen zu schaffen, um Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität zu erreichen.

Minderheit IV

(Fässler, Berberat, Fasel, Goll, Gysin Remo, Jans, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Strahm)

(falls der Antrag der Minderheit III abgelehnt wird)

.... und Währungspolitik im Interesse einer ausgeglichenen Konjunktorentwicklung, wobei das Ziel der Preisstabilität langfristig vorrangig ist.

Abs. 4

Mehrheit

.... Sie legt dem Bundesrat, der Bundesversammlung und der Öffentlichkeit

Minderheit

(Schmid Samuel, Fischer-Hägglingen, Maitre, Widrig, Wyss)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 39 al. 3, 4

Proposition de la commission

Al. 3

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité I

(Bonny, Cavadini Adriano, Comby, David, Gros Jean-Michel, Kühne, Maitre, Widrig)

.... monétaire. Elle veille à la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution conjoncturelle.

Minorité II

(Schmid Samuel, Blocher, Fischer-Hägglingen, Gusset, Wyss)

.... monétaire en ayant pour objectif prioritaire la stabilité des prix. Dans la mesure où cela est possible sans préjudice de cet objectif, la Banque nationale suisse soutient la politique économique générale de la Confédération.

Minorité III

(Jans, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Gysin Remo, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Strahm)

La Banque nationale suisse a pour tâche de créer des conditions monétaires stables, afin d'atteindre le plein emploi, la croissance économique et la stabilité des prix.

Minorité IV

(Fässler, Berberat, Fasel, Goll, Gysin Remo, Jans, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Strahm)

(au cas où la proposition de la minorité III serait rejetée)

.... monétaire, dans l'intérêt d'une évolution régulière de la conjoncture, tout en donnant à long terme la priorité à la stabilité des prix.

*Al. 4**Majorité*

.... Elle rend compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public

Minorité

(Schmid Samuel, Fischer-Hägglingen, Maitre, Widrig, Wyss)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Bonny Jean-Pierre (R, BE): Mein Antrag – hier von der Minderheit I vertreten – wurde in der Kommission knapp abgelehnt (10 Stimmen für den Entwurf des Bundesrates und 10 Stimmen für meinen Antrag, Stichentscheid des Präsidenten). Es war also ein hauchdünner Entscheid. Wenn man den Antrag der Minderheit I begründen will, muss man einen Vergleich unter den Varianten anstellen, wie das auch Herr Bundesrat Villiger getan hat.

Aus unserer Sicht kommt die Annahme der Anträge der Minderheiten III (Jans) und IV (Fässler) nicht in Frage. Mit dem Antrag der Minderheit III sollen der Schweizerischen Nationalbank Aufgaben zugewiesen werden, die nicht erfüllbar sind. Was den Antrag der Minderheit IV anbelangt, habe ich den Eindruck, dass es sich eher um einen Verlegenheitsantrag gehandelt hat, Frau Fässler. Er zeichnet sich dadurch aus, dass die Erreichung der Preisstabilität nur «langfristig» anvisiert wird, und da müssen Sie sich die Frage gefallen lassen, was kurz- und mittelfristig mit dieser wichtigen Aufgabe passiert.

Ernsthaft in Betracht zu ziehen sind daher der bundesrätliche Entwurf sowie die Anträge der Minderheiten I (Bonny) und II (Schmid Samuel).

Der Antrag der Minderheit II hat einiges für sich. Er hat aber insofern eine eminente Schwäche, als er stark interpretationsbedürftig ist. Da wird von der Unterstützung der «allgemeinen Wirtschaftspolitik des Bundes» gesprochen. Da muss man fragen, was das eigentlich ist, und was das im Moment, in dem dieser Artikel zur Anwendung kommt, sein wird. Auch «ohne Beeinträchtigung dieses Zieles» – gemeint ist die Preisstabilität – ist der Antrag stark interpretationsbedürftig und daher nicht unbedingt zu empfehlen.

Es bleiben der Entwurf des Bundesrates und der Antrag der Minderheit I.

Herr Bundesrat Villiger, es hat mich etwas erstaunt, wie stark Sie den Passus «wobei das Ziel der Preisstabilität vorrangig ist» relativiert haben. Es ist doch so, dass wir den Mut haben müssen, klare Aufträge zu erteilen und Aufgaben zuzuweisen. Ich bin durchaus damit einverstanden – Sie haben den Präsidenten des Direktoriums der SNB zitiert –, dass bei Preisstabilität eine Spanne zwischen 0 und 2 Prozent möglich ist. Hier ist eine gewisse Flexibilität vorhanden. Der Antrag der Minderheit I will aber eine ganz klare Aufgaben- und Auftragszuweisung und auch eine entsprechende Verantwortung statuieren. Ich bin etwas unglücklich über die doch sehr vagen und relativierenden Ausführungen, die Sie mit Bezug auf das vorrangige Ziel der Preisstabilität gemacht haben.

Was mich ebenfalls stört, ist die Formulierung «im Gesamtinteresse des Landes» gemäss Entwurf des Bundesrates und Antrag der Mehrheit. Das ist in etwa die Formulierung, wie sie schon im geltenden Recht steht. Sie gab die Legitimation dafür, dass immer wieder kritisiert wurde und dass jeder die Nationalbankpolitik auf seine Weise interpretiert hat.

Was ist eigentlich im Gesamtinteresse des Landes? Ist das das Wachstum? Darunter können Sie die Vollbeschäftigung subsumieren – ein absolut legitimes Ziel im Gesamtinteresse des Landes. Man kann auch die finanzielle Absicherung der Sozialversicherungen hineinnehmen usw. Dieser «Auftrag» ist ein Selbstbedienungsladen, und da will die Minderheit I bewusst erreichen, dass ein Entscheid gefällt wird und Sie Verantwortung übernehmen müssen.

Deshalb möchte ich auch sagen: Der Antrag der Minderheit I weist klare Aufgaben zu. Die Aufgaben, die klar zugewiesen werden, sind zu lösen. Er ist dort relativierend, wo man weiss, dass nicht alles machbar ist, nämlich bei der konjunkturellen Entwicklung.

Noch eine allerletzte Überlegung: Wir sind uns alle im klaren, dass diese Vorlage dem Volk vorgelegt werden muss. Wenn ich nun die Voten der sozialdemokratischen Kollegen gehört habe, dann muss ich sagen: Das waren Kriegserklärungen, das waren Kampfansagen. Hat es einen Sinn, jetzt Konzessionen zu machen? Ich glaube, wir von der bürgerlichen Seite müssen den Mut haben, Klartext zu reden und einen klaren Auftrag zu erteilen.

Schmid Samuel (V, BE): Ich beantrage Ihnen namens der Minderheit II, der Expertengruppe zu folgen und die Formulierung der Europäischen Zentralbank zu übernehmen. Das dürfte mindestens für all jene nicht das geringste Problem sein, die sofort der EU beitreten wollen, seien sie nun links oder rechts anzusiedeln, denn das ist genau das, was nun in Europa – nicht nur kurz-, sondern langfristig – gilt. Für uns ist das nicht das Argument; aber es dürfte immerhin für all jene, die an der Zweckmässigkeit dieser Formulierung zweifeln und gleichzeitig den EU-Beitritt herbeisehnen, ein genügend starkes Argument sein.

Rein materielle Gründe gibt es mehrere. Die Minderheit II formuliert mit ihrem Antrag den klaren Hauptauftrag für die Nationalbank, nämlich das «vorrangige Ziel der Preisstabilität». Allerdings – das hat die Eintretensdebatte letztlich gezeigt – kann dies nicht absolut und ohne jede Einschränkung immer das alleinige Ziel sein. Selbst wenn es vorrangig ist: Die Nationalbank darf «die allgemeine Wirtschaftspolitik des Bundes» durchaus unterstützen, aber eben ohne dass sie dieses Hauptziel der Preisstabilität aus den Augen verliert.

Ich vergleiche den Antrag der Minderheit II mit dem Antrag der Minderheit IV: Die Minderheit IV fordert die Preisstabilität bloss langfristig als vorrangiges Ziel. Die Preisstabilität kann aber nicht bloss langfristig ein Ziel sein, sonst rennen Sie ihr eigentlich immer mit heraushängender Zunge nach. Sie muss ein vorrangiges Ziel bleiben. Der Antrag der Minderheit IV ist deshalb ungenügend. Im übrigen kann ja kurzfristig nicht richtig sein, was langfristig falsch ist.

Zwischen dem Antrag der Minderheit II und dem Antrag der Minderheit III gibt es eine grundsätzliche Differenz, weil die Minderheit III eigentlich eine andere Auftragsphilosophie verfolgt. Darüber haben wir beim Eintreten gesprochen. Es scheint mir, dass die gleiche Mehrheit, die den Rückweisungsantrag abgelehnt hat, auch diesen Antrag ablehnen muss.

Die Minderheit I stipuliert die Preisstabilität als absolutes Ziel. Es wird klar gesagt: «Sie (die Nationalbank) sorgt für Preisstabilität.» Wie wir wissen, ist dieses Postulat in dieser absoluten Form nicht erfüllbar. Der zweite Satz – «Sie beachtet dabei die konjunkturelle Entwicklung» – vermag diesen Grundsatz nach unserem Dafürhalten nicht genügend zu relativieren, denn «sorgen für» heisst nicht, ein Ziel verfolgen, sondern heisst, dieses Ziel stets als oberstes hochhalten. Das dürfte in der Praxis zu absolut sein und dürfte im übrigen auch nicht dem allgemeinen Interesse entsprechen.

Die Fassung des Bundesrates bzw. der Antrag der Mehrheit fordert, dass die Währungspolitik «im Gesamtinteresse des Landes» zu führen sei. Damit führt die Verfassung einen weiten und unbestimmten Begriff ein, der die Berechenbarkeit dieser Politik in Frage stellt. Persönlich scheint mir, dass die Lösung allenfalls zwischen Minderheit I und Minderheit II zu suchen ist. Wenn ich die beiden Varianten vergleiche, scheint es mir doch, dass der Antrag unserer Minderheit II

der eigentlichen Zielsetzung mit einer klaren Prioritätenordnung am nächsten kommt. Der Umstand, dass auch die Europäische Zentralbank – die ja das Ziel hatte, eine zuverlässige Partnerin in der globalen Währungspolitik zu sein – diesen Text gewählt hat, dürfte ein weiteres Argument sein. Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit II zu unterstützen.

Jans Armin (S, ZG): Bei der Geldversorgung muss die Nationalbank eine Gratwanderung zwischen Skylla und Charybdis machen: Wenn sie den Geldhahn zu weit aufdreht, dann droht Inflation, aber wenn sie den Geldhahn zuwenig aufdreht, dann wird das Wirtschaftswachstum abgewürgt; es gehen Arbeitsplätze verloren, vielleicht rutscht man sogar in eine Deflation hinein. Der Auftrag an die Nationalbank ist deshalb intelligent zu fassen.

Wenn ich zuerst zum Antrag der Minderheit I (Bonny) komme, dann fällt mir eine sehr starke Fixierung auf die Preisstabilität auf. Ich möchte Ihnen zu bedenken geben: Falls Sie die Performance, den Leistungsausweis der Nationalbank, am Konsumentenpreisindex messen würden, dann können ganz bizarre Ergebnisse herauskommen. Ich will Ihnen das anhand des Jahres 1995 illustrieren: Damals betrug die Teuerung 1,8 Prozent, das Inflationszielband wäre also perfekt erreicht gewesen, die Nationalbank hätte ein «sehr gut» verdient; gleichzeitig sank aber der Wechselkurs des Dollars auf Fr. 1.10, und aufgrund dieser zu knappen Geldversorgung gingen etwa 100 000 Arbeitsplätze verloren. In diesem Sinne kann es ja nicht unsere Absicht sein, der Nationalbank ein einziges Ziel vor Augen zu halten und sie dann daran zu messen.

Gemäss Antrag der Minderheit III möchten wir statt von «Preisstabilität» von «stabilen monetären Rahmenbedingungen» sprechen. Wir meinen dabei drei Dinge: Wir meinen die Geldversorgung, die Zinsen und den Wechselkurs, um die angeführten wirtschaftspolitischen Ziele Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität erreichen zu können.

Herr Bundesrat Villiger, ich möchte mich ganz klar gegen Ihre Aussage verwahren, wir möchten da irgendwelchen geldpolitischen Aktivismus betreiben: Wir wollen weder eine Geldpolitik mit dem Zickzack noch eine, die Zickzack fährt. Wir wollen auch keine plötzlichen drastischen Bremsmanöver, wie sie 1988 bis 1992 stattgefunden haben, sondern eine stetige, mittelfristig orientierte Geldpolitik, die situativ neuen Ereignissen angepasst werden kann. An so verstandenen stabilen Rahmenbedingungen sind alle interessiert: die Arbeitgeber- und die Arbeitnehmerschaft, die Exportindustrie, auch die Rentnerinnen und Rentner und generell die Gläubiger von finanziellen Forderungen. Die Einheit der Geld- und Währungspolitik kommt mit dem Antrag der Minderheit III eigentlich am besten zum Ausdruck, die heutige – aus meiner Sicht flexible, der Situation angepasste – Nationalbankpolitik wird in diesem Antrag am besten umschrieben.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag der Minderheit III zuzustimmen und sonst dem Antrag der Minderheit IV (Fässler).

Fässler Hildegard (S, SG): Der Antrag der Minderheit IV ist als Eventualantrag zu verstehen, falls der Antrag der Minderheit III (Jans) abgelehnt wird.

In der Kommission gab es zwei umstrittene Bestimmungen, die fast zu einer Ablehnung der ganzen Vorlage geführt hätten. Es waren dies der hier zur Diskussion stehende Absatz 3 und die Absätze 5 bzw. 6.

Der Antrag der Minderheit IV ist als Vermittlungsangebot an all jene gedacht, denen der wesentlich bessere Antrag der Minderheit III zu weit geht. Die Minderheit IV schreibt der Nationalbank vor, die Geld- und Währungspolitik zugunsten einer «ausgeglichene Konjunktorentwicklung» zu führen und Preisstabilität nur langfristig vorrangig anzustreben.

Der Begriff «ausgeglichene Konjunktorentwicklung» ist so zu verstehen, wie er im Bericht der Expertengruppe vom 24. Oktober 1997 auf Seite 36 erklärt ist. Es geht insbesondere um die Bekämpfung von Teuerung und Arbeitslosigkeit.

Der Begriff «langfristig» impliziert nicht, wie Herr Bundesrat Villiger in der Kommissionssitzung befürchtet hat, dass eine

aktivistische Kurzfrist-Geldpolitik gemacht werden muss. Hingegen impliziert er tatsächlich eine Relativierung des Vorrangs der Preisstabilität. Dies ist mit dem Begriff «langfristig» bewusst gewollt. Mir geht es darum, den volkswirtschaftlichen Nutzen geringer Arbeitslosigkeit höher zu gewichten als die Preisstabilität, ohne dieses Ziel langfristig aus den Augen zu verlieren. «Langfristig» bedeutet auch nicht «im Durchschnitt». Es ist nicht so, dass eine Phase höherer Inflation nachher mit negativen Inflationsraten kompensiert werden müsste. «Langfristig» bedeutet sozusagen die Asymptote, der wir uns annähern wollen. «Langfristig» bedeutet, dass kurzfristig die Hand einmal frei ist, einen Entscheid zu fällen, der nicht in Richtung des Ziels geht. Da hat Herr Schmid Samuel mit seinem Bonmot unrecht: Es kann kurzfristig richtig sein, was langfristig falsch ist.

Herr Müller hat heute morgen gesagt, gute Leute würden ihren Spielraum richtig nutzen; das habe sich in den letzten drei Jahren gezeigt. Einverstanden, Herr Müller. Nur: Wenn wir uns einmal nicht einig sind, ob die Massnahmen richtig waren, die die Nationalbank ergriffen hat, wer sagt dann, welches die sogenannten «guten Leute» sind? Das müssen wir an der Verfassung messen können. Wir müssen den Auftrag so fassen, dass es nicht den Personen in der Nationalbankleitung überlassen ist, «gut» oder «schlecht» im Gesamtinteresse des Landes zu handeln.

Ich möchte mit einem Zitat von Paul Krugman aus einem Artikel von 1996 meinen Antrag noch weiter begründen. Er schreibt: «Der Glaube, dass absolute Preisstabilität einen enormen Segen bedeute und dass sie grossen volkswirtschaftlichen Gewinn mit wenig bis keinen Kosten bringe, beruht nicht auf Beweisen, sondern auf Glauben. Die heutige Beweislage zeigt stark das Gegenteil. Die Gewinne der Preisstabilität sind überhaupt nicht fassbar. Die Kosten, um sie zu erreichen, sind aber hoch, und Nullinflation ist sogar langfristig gesehen keine gute Sache.» Aus dieser Erkenntnis kommt auch der Druck des neuen deutschen Finanzministers auf die Deutsche Bundesbank und die Europäische Zentralbank.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, in erster Linie der Minderheit III (Jans) und in zweiter Linie der Minderheit IV zuzustimmen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Nous l'avons déjà souligné tout à l'heure lors du débat d'entrée en matière: le Conseil fédéral et la majorité de la commission veulent faire de la stabilité des prix l'objectif prioritaire de notre politique monétaire. Je dois vous dire que si la majorité des membres du Parlement devait se rallier à ce point de vue, nous serions alors contraints de nous battre jusqu'à devant le peuple pour qu'une conception aussi rigide ne s'impose pas dans notre pays. Il serait en effet inacceptable de privilégier la place bancaire et financière au détriment de l'industrie, car ce pays ne peut pas vivre que de ses services financiers, ne peut pas vivre sans un tissu industriel suffisamment fort. Dans le même esprit, il serait inacceptable de privilégier les plus fortunés au détriment de ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.

Dans ses explications (message p.31), le Conseil fédéral ne craint pas d'affirmer que «la primauté de la stabilité des prix ne signifie nullement que la croissance et l'emploi sont relégués au second plan». Nous contestons fondamentalement ce point de vue: d'abord, parce que n'existe que ce qui s'énonce clairement. Ensuite, parce que la politique monétaire menée durant une grande partie de la crise des années nonante montre exactement le contraire. D'ailleurs, même l'OCDE a attribué la moitié du chômage important en Suisse à la priorité outrancière imposée par la Banque nationale à la lutte contre l'inflation. Même les Etats-Unis ne pratiquent pas une politique aussi monétariste. En effet, la «Fed», l'institut d'émission américain, veille certes en permanence à maintenir l'inflation à un niveau aussi bas que possible, mais aussi à réduire le chômage et à stimuler d'une manière plus générale la croissance économique. On nous dira qu'il n'en va pas de même en Europe. C'est vrai, ou du moins partiellement vrai, puisque dans la philosophie de beaucoup de banques

centrales du Vieux Continent, et aussi de la Banque centrale européenne, assurer la stabilité des prix sur la durée est la seule façon de contribuer à créer des emplois.

Toutefois, il faut constater que ce que je viens de rappeler est un peu moins vrai depuis peu. J'en veux notamment pour preuve que, voici dix jours, les banques centrales européennes ont abaissé de façon concertée leur taux directeur. Cela signifie très clairement qu'elles ont pris acte du ralentissement économique en cours sur le plan européen et qu'elles veulent apporter leur contribution au redressement de la situation conjoncturelle et donc aussi au maintien et à la création d'emplois. Cela montre aussi clairement que lesdits instituts d'émission européens ne sont pas aussi rigides – ou psychorigides, comme l'on dit – qu'on veut bien le dire. Evidemment, et bien sûr dans le cadre de l'indépendance de ces différentes banques centrales, la naissance de l'Europe socialiste – n'ayons pas peur des mots – n'est peut-être pas totalement étrangère à ce changement de cap. Tous ces exemples indiquent clairement qu'il est parfaitement possible de mener une politique monétaire conciliant l'objectif de la stabilité des prix avec l'objectif de la croissance économique et de l'emploi.

Dans les différentes propositions qui vous sont soumises, la proposition de minorité III (Jans) est la seule qui opère cette synthèse logique, je vous invite donc à vous y rallier. Au cas où elle serait rejetée, je vous recommande de soutenir la proposition subsidiaire de minorité IV (Fässler).

Strahm Rudolf (S, BE): Ich möchte auch auf Deutsch empfehlen, den Antrag der Minderheit III (Jans) anzunehmen. Falls dieser abgelehnt würde, würde für uns noch die Lösung «drinliegen», wie sie der Antrag der Minderheit IV (Fässler) vorsieht.

Eigentlich entspricht der Antrag der Minderheit III unseren Vorstellungen und dem bisherigen Verfassungsrecht: Die Nationalbank muss «stabile monetäre Rahmenbedingungen schaffen, um Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität zu erreichen». Uns ist klar, dass zwischen diesen drei Zielen auch Zielkonflikte bestehen.

Der Antrag der Minderheit IV setzt auch die Priorität auf die Preisstabilisierung, aber «langfristig». Wenn Sie vom Dogmatismus wegkommen wollen, müssten Sie wenigstens folgendes akzeptieren: Wenn Preisstabilität ein vorrangiges Ziel sein soll, dann wenigstens auf lange Frist; man sollte kurzfristig auch davon abweichen können.

Wir sind jetzt in einer solchen Phase. Ich verhehle nicht, dass nach der heutigen Phase – vielleicht durch die überall, nicht nur in der Schweiz, stattfindende Expansion der Geldmengen, um einen Crash und einen weiteren Niedergang der Finanzmärkte zu verhindern – später auch Inflationserscheinungen entstehen können. Das ist nicht zu verhehlen, und das muss man den Leuten auch sagen. Deswegen wäre für uns der Antrag der Minderheit IV noch die letzte Möglichkeit, diesem Artikel zuzustimmen. Würden die Anträge der Minderheiten I oder II angenommen, könnten wir am Schluss diesem Artikel nicht zustimmen.

Ich möchte doch nochmals etwas näher auf die ökonomische Begründung eingehen. Herr Bundesrat Villiger – ich danke ihm dafür – ist jetzt mehr als noch in der Kommission auf diese Debatte eingetreten. Man muss wissen: Wenn man 0 oder 1 Prozent Inflation erzeugt, sind die Kosten dafür hoch: Die Kosten heissen Wachstumsverlust oder Nullwachstum. Wenn Sie alle 29 OECD-Länder vergleichen, hat die Schweiz den grössten «Erfolg» bei der Inflationsbekämpfung, nämlich null Prozent Inflation. Aber wir haben auch den grössten Misserfolg beim Wachstum, nämlich seit sechs Jahren im Durchschnitt ein Nullwachstum. Das Land, das die zweitiefste Inflation und auch das zweitiefste Wachstum hat, ist Japan. Das hängt miteinander zusammen, und zwar vor allem unter drei Aspekten:

1. Die Realzinsen: Sie wissen, für die Unternehmungen sind nicht die Nominalzinsen entscheidend, sondern die Realzinsen. Wir haben jetzt zwar tiefe Zinsen, aber wenn Sie die Inflation mit null berechnen, haben wir sehr hohe, fast historisch hohe Realzinsen. Tiefe Inflation heisst eben auch teures Realgeld für die Unternehmungen.

2. Dann spielt natürlich der hohe Frankenkurs eine Rolle. Das ist in grossen Wirtschaftsräumen wie der EU oder den USA anders. Aber wir, die fast die Hälfte des Bruttoinlandsproduktes durch Exporte und Tourismus erwirtschaften, sind vom Frankenkurs sehr stark abhängig.

Der Frankenkurs ist damit sehr massiv wirtschafts- und wachstumssteuernd.

3. Langfristig fördert ein dauernd hoher Franken natürlich die Produktionsverlagerung ins Ausland. Was einmal ins Ausland verlegt worden ist – z. B. durch die Investitionsentscheide am Anfang der neunziger Jahre, bedingt durch diese mehrjährige Phase des hohen Frankenkurses –, kommt nie mehr zurück. Andere Faktoren spielen auch eine Rolle, nicht nur der Wechselkurs, es sind immer mehrere Faktoren; das weiss ich. Aber per saldo geht es darum, nicht nur auf die Inflation zu starren, sondern auch auf die Kapazitätsauslastung.

Wir haben nie gesagt – da möchte ich einigen Kollegen widersprechen –, dass wir mit Geldpolitik die Beschäftigung fördern wollten. Wir haben nicht einfach die Lehrsätze des alten Keynes um dreissig oder fünfzig Jahre «verlängert». Wir sind der Meinung, dass auf mehrere Indikatoren gleichgewichtig geschaut werden soll: einerseits auf die monetären Faktoren – das Inflationsziel –, andererseits auf die Realwirtschaft, das heisst z. B. auf den Wechselkurs und die Kapazitätsauslastung. Sie wissen, dass die OECD empfohlen hat, die Taylor-Regel anzuwenden, nach welcher beide Faktoren, nämlich Realwirtschaft und monetäre Faktoren, gleichwertig beurteilt werden. Deswegen sagen wir nein zu einer einseitigen Priorisierung der monetären Faktoren. Die Nationalbank hat meines Erachtens unnötigerweise einen Dogmenstreit ausgelöst. Sie könnte ihre heutige Politik, auch eine pragmatische Politik, auch mit der alten Formulierung weiterführen.

Ich bitte Sie, mindestens den Antrag der Minderheit IV (Fässler) zu unterstützen; das wäre für uns eine Möglichkeit, auf diesen Kurs einzusteigen. Andernfalls werden wir dieses Projekt in der Volksabstimmung bekämpfen müssen.

Gros Jean-Michel (L, GE): Le groupe libéral considère l'alinéa 3 comme l'élément essentiel de ce nouvel article constitutionnel. Il est primordial, en effet, que le mandat donné à la Banque nationale suisse soit tout à fait clair, qu'il ne donne lieu à aucune discussion ultérieure et que l'exercice de ce mandat garantisse la totale indépendance de la banque telle qu'affirmée à l'alinéa 4. En d'autres termes, il convient de ne laisser apparaître dans la rédaction de cet article ni ambiguïté ni surtout faux espoirs. Le mandat doit pouvoir être rempli par la BNS. Laisser croire que celle-ci est à même de résoudre tous nos problèmes ne serait pas sérieux.

Le groupe libéral est d'avis que le seul mandat crédible qui peut être donné à la BNS est celui de veiller à la stabilité des prix, parce que c'est le seul dont elle peut véritablement assumer la responsabilité. En disant cela, le groupe libéral ne veut pas sous-estimer d'autres objectifs de politique économique, comme par exemple le plein emploi ou la croissance économique. Mais nous sommes persuadés qu'en inscrivant dans la constitution un tel mandat, comme le veulent les co-signataires des propositions de minorité III et IV, on ne ferait que nourrir des illusions, la politique monétaire n'étant pas à même de le remplir.

Comme le dit le Conseil fédéral dans son message, il convient que la définition du mandat à la BNS ne soit pas trop éloignée des réglementations étrangères et, en particulier, de celles en vigueur au sein de l'Union européenne. Dans ces pays, c'est bel et bien l'objectif de stabilité des prix qui est le plus répandu. Le Traité de Maastricht ne dit rien d'autre lorsqu'il spécifie: «L'objectif principal du système européen de banque centrale est de maintenir la stabilité des prix.» Et le Conseil fédéral d'ajouter que nombre de pays européens, presque tous d'ailleurs dirigés par des majorités sociales-démocrates, ont repris cette formulation dans leur droit national. C'est donc bien un argument supplémentaire pour affirmer qu'il serait contreproductif pour notre pays d'adopter une norme différente en donnant à notre BNS un mandat irréalisable.

Le groupe libéral rejettera ainsi les propositions de minorité III et IV.

La version du Conseil fédéral, soutenue par la majorité de la commission, nous paraît aussi un peu floue. Les termes «dans l'intérêt général du pays» nous semblent recouvrir un concept peu clair qui sera sujet à de multiples interprétations. Nous voyons ici le danger que, chacun ayant une conception différente de l'«intérêt général», des débats sans fin débouchent sur des tentatives d'intervention de la politique sur la BNS. Or, nous sommes trop attachés à son indépendance pour prendre le risque d'une immixtion du Parlement dans les affaires de la BNS visant à orienter la politique monétaire en fonction d'événements particuliers. Notre préférence va ainsi aux propositions de minorité I (Bonny) ou II (Schmid Samuel) qui, elles, fixent clairement l'objectif prioritaire, la stabilité des prix. Les nuances qui différencient les deux propositions nous semblent assez mineures pour que nous puissions accepter ou l'une ou l'autre. C'est en fait la procédure de vote qui nous fera adopter l'une plutôt que l'autre.

Ce n'est pas en rédigeant un nouvel article constitutionnel qu'il faut régler des comptes avec la BNS sur la politique qu'elle a menée à la fin des années huitante. On a un peu l'impression que c'est le cas lorsqu'on entend l'argumentation des porte-parole des minorités III et IV. Nous devons donner un mandat clair, fixer des objectifs nets à notre politique monétaire. Seule la stabilité des prix est à même de donner confiance aux investisseurs et ainsi à donner les conditions-cadres pour un renforcement de notre place économique.

C'est pourquoi nous vous demandons de soutenir les propositions de minorité I ou II.

Präsidentin: Die Fraktion der Freiheits-Partei der Schweiz lässt ausrichten, dass sie der Minderheit II (Schmid Samuel) zustimmt.

Stucky Georg (R, ZG): Die überwiegende Mehrheit der FDP-Fraktion stimmt der Mehrheit der Kommission und dem Bundesrat zu, und zwar aus folgenden Überlegungen:

Der Antrag der Minderheit IV (Fässler), den Frau Fässler als Vermittlungsantrag vorgestellt hat, wäre akzeptabel, wenn sie das Wort «langfristig» streichen würde. Aber ich nehme an, Frau Fässler, dass Sie dazu nicht bereit sind. Der Auftrag, den Sie damit der Schweizerischen Nationalbank geben wollen, wird unscharf. Ich kann Ihnen das an einem Beispiel zeigen:

Wird im Sinne der Konjunkturentwicklung eine Ankurbelung der Wirtschaft notwendig, indem man die Geldmenge also erhöht bzw. die Zinsen senkt, so entsteht langfristig eben eine Preisinstabilität respektive eine Preiserhöhung. Sie sehen also, dass Ihr Minderheitsantrag an einem gewissen Widerspruch krankt. Diesen Widerspruch kann ich Ihnen anhand eines Werkes eines für Sie – vielleicht nicht für mich – unverdächtigen Autoren erläutern. Kollege Strahm schreibt auf Seite 150 seines Buches «Arbeit und Sozialstaat sind zu retten»: «Wenn sie» – die SNB – «die Geldmenge in der Volkswirtschaft vergrössert, kann sie damit Zinsen senken, Investitionen erhöhen, den Wechselkurs für Exporteure günstiger gestalten, die Konjunktur ankurbeln und die Beschäftigung fördern – doch sie riskiert später (mit einer Verzögerung von zwei bis drei Jahren) eine höhere Teuerungsrate.» Sie sehen also, dass Sie langfristig eine Preisinstabilität in Kauf nehmen müssten.

Im Grunde genommen diskutieren wir hier über einen Zielkonflikt. Wir respektive der Bundesrat befürworten die Lösung, bei diesem Zielkonflikt einem Ziel den Vorzug zu geben, nämlich der Preisstabilität. Deshalb ist für uns der Antrag der Minderheit III (Jans), der diesen Zielkonflikt nicht löst, sondern alle Ziele gleichsetzt, nicht akzeptierbar.

Der Antrag der Minderheit I (Bonny) verabsolutiert die Preisstabilität – das hat Herr Kollege Schmid Samuel zu Recht gesagt –, denn mit dem Ausdruck «Sie sorgt für Preisstabilität» wird sie zum einzigen Ziel, zur absoluten Verpflichtung. Diese Fassung überfordert die SNB, denn sie alleine kann dafür nicht in jedem Fall sorgen. Mit der Formulierung «Sie

sorgt» ist Ausschlusslichkeit gegeben. Andererseits ist die Fassung der Minderheit I (Bonny) zu eng, weil sie nur sagt: «Sie beachtet dabei die konjunkturelle Entwicklung.» Man kann unter konjunktureller Entwicklung nun aber verschiedene Dinge verstehen. Bei den Vorrednern ist mir aufgefallen, dass sie jeder etwas anders interpretiert. Rein monetäre Entwicklungen, z. B. Wechselkursentwicklungen, könnten mit dieser Fassung eben nicht eindeutig abgedeckt werden, spielen aber im Hinblick auf die Tätigkeit respektive die Aufgabe der SNB eine wesentliche Rolle. Nehmen Sie z. B. die Entwicklung beim Euro. Er kann zu einer reinen Wechselkursfrage führen, die die Bank sicher auch berücksichtigen muss. Aber beim Antrag der Minderheit I (Bonny) wäre dies wahrscheinlich sogar ausgeschlossen.

Damit kommen wir zum Entwurf des Bundesrates bzw. zum Antrag der Mehrheit. Trotz allen Suchens nach einer besseren Formulierung ist sie wahrscheinlich die beste. Warum? Aus zwei Gründen:

1. Sie kann sich auf die bisherige Formel stützen, die wir in Artikel 31quinquies der Bundesverfassung, im Wirtschaftsartikel, haben, wo auch schon vom Gesamtinteresse des Landes ausgegangen wird. Dort werden darunter die konjunkturelle Entwicklung, die Verhütung und Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und selbstverständlich auch die Bekämpfung der Teuerung verstanden.

2. Dieser Wirtschaftsartikel hat schon bisher immer als Richtlinie für die SNB gegolten.

Wir können also mit dieser Fassung – mit dem Hinweis auf das Gesamtinteresse des Landes – an eine Tradition, an eine bestehende Praxis anknüpfen. Das halte ich für sehr wertvoll, weil damit die SNB und die Politik die gleiche Sprache sprechen.

Damit komme ich noch zu einer Bemerkung von Herrn Strahm: Ganz am Anfang haben Sie von «monetaristischen Sekten» gesprochen. Es gibt natürlich auch auf der anderen Seite eine Art Sekte, indem Sie jetzt nämlich den Konflikt nicht lösen wollen und sich vor allem dem Wachstum verschreiben. Im Artikel, den Sie mir freundlicherweise gegeben haben, steht auch etwas von einer «Wachstumssekte». Ich will Sie nun nicht gleich in diese Sekte einordnen. Wir sollten davon absehen, hier einen Glaubenskrieg zu führen, und vielmehr versuchen, erstens die Preisstabilität in den Vordergrund zu rücken und zweitens der SNB als Grundlage eine gewisse Flexibilität zu geben.

In diesem Sinne ist der Entwurf des Bundesrates bzw. der Antrag der Mehrheit die beste Lösung. Ich bitte Sie, ihn zu unterstützen.

Fasel Hugo (G, FR): Die grüne Fraktion wird mehrheitlich der Minderheit III (Jans) zustimmen. Wir stimmen nicht geschlossen zu, weil wir zwar klar und deutlich für ein Zielbündel eintreten, das die Schweizerische Nationalbank verfolgen soll, in der Fraktion aber auch die Frage des Wachstums diskutiert haben. Das heisst, wir hinken in dieser Diskussion eigentlich sogar dem aktuellen Stand der Überlegungen hintennach, weil man sich heute eigentlich Gedanken darüber machen müsste, wie man die nachhaltige Entwicklung zeitgemäss in den Begriff des Wachstums einbringen könnte.

Hingegen sind wir eindeutig und klar gegen diese einseitige Fixierung auf die Bekämpfung der Inflation als absolut prioritäre Aufgabe der SNB. Es wurde hier schon gesagt, dass dies praktisch zu einem Dogma geworden ist. Ich rede hier auch nicht als Sektierer – wir sollten auch nicht zu Wachstumsfetischisten werden –, sondern es geht einzig und allein darum, dass die SNB mehr als einem einzigen und ausschliesslichen Ziel, nämlich jenem der Inflationsbekämpfung, zu dienen hat. Das ist kein Sektierertum, sondern das bedeutet ganz einfach eine gewisse Berücksichtigung der wirtschaftlichen Komplexität, der sich auch die SNB stellen soll und muss.

Wenn wir am Schluss nur noch das Inflationsziel festschreiben, könnte man sich ja auch fragen, ob wir die Leitung der SNB durch ein modernes Computerprogramm ersetzen sollen. Das wäre günstiger und vielleicht sogar effizienter, weil wir dann nur die Geldmengenformel einzuspeisen brauchen,

und der Computer wird uns sagen, wie die Geldmenge zu verringern oder auszudehnen ist, damit ein gewisses Wachstum möglich wird.

Der Grund, weshalb wir – auch ich persönlich – diese reine, prioritäre Fixierung auf das Inflationsziel sehr stark bekämpfen, hat auch mit unserer wirtschaftlichen Verquickung mit dem Ausland zu tun: Wir exportieren ja heute 40 Prozent unserer Leistungen ins Ausland. Wie wichtig dabei die ganze Wechselkursfrage ist, kann man nicht einfach wegdiskutieren – die Touristikbranche und die Maschinenindustrie wissen es. Ich habe zwar vorher von Herrn Müller gehört – wenn ich ihn ganz richtig verstanden habe –, dass er aus der Sicht der Maschinenindustrie dieses Problem eher etwas relativieren wollte. Die Erfahrung gerade mit der Maschinenindustrie hat aber immer wieder gezeigt, Herr Müller, dass wir nie miteinander GAV-Verhandlungen geführt haben, ohne dass Sie uns gegenüber, wenn es um Beschäftigung und Einkommensverteilung ging, mit aller Deutlichkeit das Problem und die Wichtigkeit des Wechselkurses in den Vordergrund gestellt haben. Das heisst, Sie haben genau dann den Wechselkurs zu Ihrem Argument gemacht, wenn es um Fragen wie für oder gegen Beschäftigung, für oder gegen Lohnerhöhungen und Lohnanpassungen ging.

Wie bedeutsam das Wechselkursziel ist, sieht man ja auch daran, dass wir heute schon damit konfrontiert sind, dass sich einige Firmen Gedanken machen, die Löhne künftig in Euro zu bezahlen. Das zeigt einmal mehr, dass hier ein sehr komplexer Zusammenhang vorliegt.

Wir unterstützen deshalb eine offene Formulierung, wie sie die Minderheit III (Jans) beantragt, die zeigt, dass es mehrere Ziele gibt, nämlich die Vollbeschäftigung, die Preisstabilität und das Wachstum, die gleichzeitig und gleichwertig genannt werden. Eine solche Formulierung ist ehrlich – ehrlich deshalb, weil Wirtschaftspolitik immer ein Ausbalancieren zwischen verschiedenen Zielen darstellt, ehrlich auch deshalb, weil man offen zugibt, dass es Zielkonflikte gibt. Wer das ausblendet, verneint eigentlich die Komplexität und die Verquicktheit der Wirtschaftspolitik insgesamt.

Noch zwei, drei Bemerkungen zum Antrag der Minderheit II (Schmid Samuel): Wir lehnen diesen Antrag ab. Ich war etwas erstaunt über die – neue – Argumentation von Herrn Schmid, dass man die Formulierung der Europäischen Zentralbank übernehmen solle. Das wäre dann einmal mehr autonomer Nachvollzug. Zudem zeigt sich ja gerade die sehr unterschiedliche Zielsetzung dieser beiden Organe, der Europäischen Zentralbank und der SNB. Die Europäische Zentralbank muss erst noch den Beweis antreten, dass sie es schafft, einen stabilen Euro zu schaffen. Dieses Problem hat die Schweiz nicht. Im Gegenteil: Wir kämpfen mit einem überbewerteten Schweizerfranken. Es wäre verheerend, wenn wir dann noch gerade die Formulierung übernähmen, die dazu beitragen soll, dass der Euro möglichst gut und hoch bewertet ist.

Wie sehr die SNB auch darauf angewiesen sein wird, einen möglichst umfassenden Spielraum zu haben, zeigt wiederum der Euro. Schon während der letzten zwei Jahre hat die SNB immer wieder klar und deutlich darauf hingewiesen, dass ihre Geldmengenziele auch stark davon abhängen wird, wie sich der Schweizerfranken gegenüber den europäischen Währungen – künftig gegenüber dem Euro – entwickeln wird, weil gerade auch die Konkurrenzfähigkeit unserer Wirtschaft ein kleines Stück weit davon abhängen wird.

Wer also der SNB wirtschaftspolitischen Handlungsspielraum geben möchte, statt sie einzuengen, der geht auf den Antrag der Minderheit III ein.

Ich bitte Sie deshalb namens der grünen Fraktion, die Minderheit III zu unterstützen.

David Eugen (C, SG): Sicher geht es bei dieser ganzen Debatte auch um einen Streit um Worte. Aber wenn wir die verschiedenen Anträge einander gegenüberstellen, können wir auch eine gewisse Rangordnung vornehmen, und zwar aufgrund der Zielsetzungen, die diese Anträge haben.

Die Kriterien sind nach meiner Meinung folgende: Wir müssen schauen, wie durch die Formulierung dieses Artikels der

Auftrag der Schweizerischen Nationalbank bezüglich der Geldpolitik formuliert wird, und inwiefern der SNB wirtschaftspolitische Aufgaben übertragen werden sollen.

Wenn ich diese beiden Kriterien anwende, komme ich zum Schluss – die CVP-Fraktion ist auch dieser Meinung –, dass die Fassung der Minderheit I (Bonny) diese beiden Kriterien am besten erfüllt. Einerseits besagt sie klar, was der Auftrag der Notenbank ist; es ist ein Auftrag, den sie auch erfüllen kann, nämlich für Preisstabilität zu sorgen. Das bedeutet nicht – hier möchte ich mich auch an Herrn Bundesrat Villiger wenden –, dass dies eine Verabsolutierung wäre; das ist nicht eine Verabsolutierung, sondern es ist der Auftrag der Notenbank, dieses Ziel zu verfolgen. Wenn man das richtig versteht, bedeutet es auch nicht null Inflation, sondern es bedeutet: Inflation so zulassen, dass über einen mittelfristigen Zeithorizont hinweg die Preise in unserem Land stabil sind. Das ist die richtige Interpretation dieses Auftrages. Selbstverständlich kann man alles, wenn man will, durch eine entsprechende Interpretation verabsolutieren. Jene, die hinter dem Antrag der Minderheit I stehen, sind nicht dieser Meinung, sondern sie sehen das in dieser Relation, zeitlich und inhaltlich.

Der zweitbeste Antrag ist meines Erachtens der Antrag der Minderheit II (Schmid Samuel). Ich möchte Herrn Schmid auch danken, dass die SVP-Fraktion hier doch EU-Recht als akzeptabel übernimmt und es sogar direkt in unsere Verfassung einführen möchte. Das zeugt doch von einem gewissen Gesinnungswandel, der in der SVP-Fraktion eingetreten ist, auch von einer Weitsicht, weil hier auch klar gesagt wird, was die Hauptaufgabe der SNB ist. Es wird auch relativ klar gesagt, was ihr wirtschaftspolitischer Beitrag sein kann.

An dritter Stelle sehe ich die Minderheit IV (Fässler). Auch diese Minderheit gibt eine klare Umschreibung dieser beiden Punkte: einerseits des Auftrags, anderseits der Berücksichtigung der Wirtschaftspolitik. Ich kann auch damit noch leben, wenn Frau Fässler sagt, dieses Ziel sei langfristig vorrangig anzustreben. Die Wörter «langfristig» und «vorrangig» stehen für mich in einem durchaus vernünftigen Verhältnis.

Der Antrag der Mehrheit ist meines Erachtens schwammig, insbesondere im Ausdruck «Gesamtinteresse des Landes». Es ist klar, dass die SNB nur im Gesamtinteresse des Landes handeln kann. Aber wenn man mit dieser Formulierung der SNB einen allgemeinen, unbestimmten wirtschaftspolitischen Auftrag geben will, dann ist das falsch. Herr Stucky hat ausgeführt, diese Bestimmung nehme Bezug auf Artikel 31quinquies der Bundesverfassung; das stimmt nicht, das Wort «Gesamtinteresse» kommt in Artikel 31quinquies nicht vor. Dort kommt der Begriff «konjunkturelle Entwicklung» vor; darauf wird Bezug genommen, und zwar im Antrag der Minderheit I (Bonny), aber auch im Antrag der Minderheit IV (Fässler). Es ist auch richtig, dass wir auf diesen Begriff Bezug nehmen. In Artikel 31quinquies heisst es: «Der Bund trifft Vorkehrungen für eine ausgeglichene konjunkturelle Entwicklung, insbesondere zur Verhütung und Bekämpfung von Arbeitslosigkeit und Teuerung.» Genau auf diesen Begriff, der bereits in der Verfassung steht, sollten wir Bezug nehmen, wenn wir über die wirtschaftspolitischen Aufgaben der Notenbank sprechen.

Am wenigsten möchten wir den Antrag der Minderheit III (Jans) unterstützen. Mit diesem Antrag wird die Notenbank strapaziert, denn damit soll die Wirtschaftspolitik überhaupt an sie delegiert werden. Das ist für mich auch undemokratisch. Die Notenbank ist keine Institution, die demokratisch legitimiert wäre, die Wirtschaftspolitik dieses Landes zu betreiben und zu sagen, welche Wirtschaftspolitik in der Schweiz geführt werden solle. Ihr den Auftrag zu überbinden, für Vollbeschäftigung zu sorgen, ist auch eine Überforderung der Notenbank; sie kann das rein instrumentell gar nicht tun. Der Antrag der Minderheit III (Jans) schiesst somit weit über das Ziel hinaus, das man der Notenbank legitimerweise übertragen könnte.

Ich möchte noch ein Wort zur EU-Politik sagen: Früher haben in der EU verschiedene Länder Wirtschaftspolitik über die Notenpresse betrieben. Wir haben jedoch in den letzten zwei, drei Jahren erlebt, wie alle diese Länder mit einer abso-

lust restriktiven Geldpolitik zu einem starken Euro gefunden haben. Ich bin davon überzeugt, dass der Euro eine starke Währung wird. Das ist nur deswegen gelungen, weil in Europa – anders als bisher – für die Preisstabilität ein Notenbankinstrumentarium geschaffen wurde, das dieser Aufgabe auch gerecht werden kann. Es wäre absolut falsch, wenn wir in der Schweiz den Rückwärtsgang einschalten und von dieser Hauptaufgabe der Notenbank wegkommen würden, wie es die Minderheit III (Jans) beantragt.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, in erster Linie der Minderheit I (Bonny) zuzustimmen. Wenn diese unterliegen sollte, unterstützen Sie bitte die Minderheit II (Schmid Samuel); sollte diese unterliegen, stimmen Sie für die Minderheit IV (Fässler).

Kühne Josef (C, SG): Die Schlussfolgerungen sind absolut dieselben, wie mein Vorredner sie Ihnen dargestellt hat. Preisstabilität ist ein zentrales Ziel. In den neunziger Jahren ist dies aber derart einseitig und nachhaltig durchgezogen worden, dass massive Nachteile eingetreten sind. Tourismus, Arbeitsplätze und natürlich – davon ist nicht gesprochen worden – auch die Landwirtschaft haben massiv Schaden erlitten, die Landwirtschaft insbesondere wegen ihres engen Verhältnisses mit Italien; dort sind unsere Hauptabnehmer. Die Stärke des Schweizerfrankens, die Schwäche der Lira haben uns sehr weh getan. Ich verweise auch auf mein Postulat «Währungspolitik der Nationalbank» vom 21. September 1995; der Bundesrat beantragte, es abzulehnen, Sie aber haben es überwiesen.

Es geht nun darum, dass wir die Fehler von damals nicht wiederholen, dass wir nicht im Sinne eines einseitigen Zieles für einen hohen Franken und hohe Zinsen plädieren. Wir haben die Situation, dass insbesondere die Landwirtschaft sehr stark gefordert ist, wettbewerbsfähig zu werden. Wir müssen also einerseits bei den Währungsrelationen vernünftige Verhältnisse haben, andererseits dürfen wir angesichts unserer Verschuldung auch nicht durch eine übertriebene Hochzinspolitik in unseren Anstrengungen zusätzlich handicapiert werden.

Ich empfehle Ihnen wie Herr David, der Minderheit I, allenfalls der Minderheit II zuzustimmen.

Schmid Samuel (V, BE): Zur Sache selbst habe ich mich bereits bei der Begründung unseres Minderheitsantrages geäußert. Ich beschränke mich hier auf unseren Minderheitsantrag zu Absatz 4, weil auch diese Abstimmung gleichzeitig stattfinden soll.

Wir beantragen Ihnen, bei Absatz 4 bei der Fassung des Bundesrates zu bleiben. Ich gestehe, dass dieser Absatz im Vergleich zu Absatz 3 von viel geringerer Bedeutung ist. Unseres Erachtens soll letztlich der Gesetzgeber bestimmen, wie die Notenbank zu orientieren hat. Unbestritten ist, dass die Notenbank unabhängig ist; aber sie darf in ihrer Unabhängigkeit, selbst wenn sie eine absolut selbständige Institution ist, nicht zum Staat im Staate werden. Es ist eine sogenannte rechenschaftspflichtige Unabhängigkeit, wie dieser Grundsatz in der Botschaft auf Seite 42 (Ziff. 243) umschrieben wird. Form und Periodizität sollen auf Gesetzesstufe festzulegen sein.

Der Unterschied in den Formulierungen liegt nur darin, dass der Bundesrat festlegt, dass die Nationalbank dem Bund und der Öffentlichkeit Rechenschaft über die Geld- und Währungspolitik abzulegen habe, während die Mehrheit verfügt, sie solle dem Bundesrat, der Bundesversammlung und der Öffentlichkeit Bericht erstatten; das ist letztlich eine Formalität. Wenn sich aber zwei selbständige Institutionen – der Bund einerseits, der sich selbst und intern organisiert, und die Nationalbank andererseits, die sich, gestützt auf das Gesetz, ebenfalls selbständig organisiert – so gegenüberstehen, dann ist die Fassung des Bundesrates die logischere, und es wird anschliessend Sache des Gesetzgebers sein zu bestimmen, in welcher Periodizität und mit welchen Inhalten Organe der Nationalbank den vom Gesetzgeber festgelegten Organen des Bundes Bericht zu erstatten haben. Es ist, wie gesagt, eine formelle, kleine Differenz.

Ich bitte Sie jedoch der Logik und der Konsequenz wegen, bei Absatz 4 mit der Minderheit zu stimmen.

Cavadini Adriano (R, TI), rapporteur: Il y a dans cet article constitutionnel deux éléments importants: l'un est celui que nous discutons maintenant, c'est la politique future de la Banque nationale suisse (BNS); l'autre est en rapport avec les alinéas que nous discuterons ensuite, l'utilisation des réserves, donc de quelque chose qui existe déjà auprès de la BNS. Je considère que le premier élément est le plus délicat et le plus important.

M. Rennwald a dit que la conception de la majorité ou de la minorité I était rigide. Il a fait une comparaison avec les banques centrales des pays européens qui ont baissé leurs taux directeurs à 3 pour cent. Mais il n'a pas dit que le taux comparable, en Suisse, à ceux des banques européennes est de 1 pour cent, donc 2 pour cent plus bas. Cela explique aussi la différence que nous avons encore, heureusement, entre les taux d'intérêt pratiqués en Suisse et ceux qu'on trouve au niveau européen.

Il est clair que la tâche de la BNS n'est pas facile. Elle peut aussi faire des erreurs. La BNS doit essayer d'éviter une perte de valeur de notre monnaie; d'un autre côté, elle doit viser à une stabilité des prix et tenir compte aussi de l'intérêt général. Avec la formulation de la majorité, on tient compte de ce but: intérêt général du pays, mais stabilité des prix. J'avais déjà évoqué dans l'entrée en matière les risques d'une politique qui vise à l'inflation dans l'illusion de pouvoir créer des possibilités d'emploi, de pouvoir stimuler la croissance. La proposition de majorité ainsi que celles des minorités I et II ont donc introduit une souplesse, une flexibilité dans la politique monétaire de la Banque nationale. Il n'y a pas de rigidité, comme quelqu'un voulait le faire croire.

Il faut encore ajouter que le but de la BNS est surtout d'alimenter le marché suisse en monnaie en quantité suffisante, en fonction de la situation économique et de la croissance de notre économie. Si la masse monétaire dépasse la croissance réelle de notre économie, alors tôt ou tard nous aurons une inflation. Pour combattre l'inflation, il faudra ensuite adopter des mesures rigides: augmentation des taux d'intérêt, réduction rapide de la masse monétaire. Tout cela va provoquer des problèmes aux entreprises, va risquer de mettre en péril des places de travail. Ce n'est donc pas une tâche facile, mais il ne faut pas oublier que ce but de la stabilité des prix, avec une certaine souplesse, si tout à coup on est confronté par exemple à une surévaluation du franc suisse, doit rester un objectif important de la politique de la BNS. J'avais encore souligné, dans le débat d'entrée en matière, que si l'on augmente la masse monétaire dans le pays, les banques auront la possibilité d'octroyer beaucoup plus de crédits, ce qui peut stimuler l'économie, la croissance d'une façon artificielle, comme on l'a déjà vécu par exemple dans le secteur immobilier.

Une dernière considération en ce qui concerne les différentes propositions. La proposition de minorité III (Jans) comporte les risques qui ont déjà été évoqués. La proposition subsidiaire de minorité IV (Fässler) introduit la notion de «long terme». Qu'est-ce que le long terme? Est-ce dix ans, quinze ans, vingt ans? Avec une définition aussi vague, on aura toujours la possibilité de repousser cet objectif en fonction d'autres priorités, et je ne crois pas que cela soit dans l'intérêt du pays.

Enfin, nous vous invitons à soutenir la proposition de la majorité de la commission à l'alinéa 4. Sa définition est plus précise. Quand on parle de «Confédération», est-ce qu'on pense au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale, à l'administration? La définition choisie par la majorité de la commission, c'est-à-dire que l'on remplace «Confédération» par «Conseil fédéral» et «Assemblée fédérale», est donc plus précise.

Pour ces raisons, je vous invite à soutenir, aux alinéas 3 et 4, les propositions de la majorité de la commission.

Blocher Christoph (V, ZH), Berichterstatter: Die Sache ist deshalb kompliziert, weil sich die Auswirkungen der Noten-

banktätigkeit erst zwei bis drei Jahre später zeigen. Wenn im Moment ein Missstand besteht, dann kann sich später durch dessen Bekämpfung ein neuer Missstand ergeben. Wenn heute von den Sozialdemokraten das Jahr 1995 angesprochen wird – bzw. die frühen neunziger Jahre –, dann greift das zu kurz. Die Rezession der neunziger Jahre haben wir in erster Linie den Fehlentwicklungen in den achtziger Jahren zu verdanken – auch der Notenbankpolitik, die wir aber damals alle mitgetragen haben, und zwar mit grosser Freude. Das ist das Problem.

Nach dem Börsencrash 1987 gab es eine Reaktion der Geld- und Währungspolitik. Damals hat man Angst bekommen, es könnte wie in den dreissiger Jahren herauskommen. Man hatte keine Erfahrungen, was man in einem solchen Fall macht, und hat man die Geldpolitik relativ extensiv betrieben. Alle hatten Freude – wir Exporteure natürlich, im übrigen auch die Industrie, die Wirtschaft allgemein, die Gewerkschaften, links und rechts. Man sagte sich: Das gibt Wachstum, Gewinn, das gibt höhere Löhne. Alle haben diese Politik mitgetragen, ich habe keine Kritik gehört. Eine Ausnahme bildeten einige sogenannte Monetaristen. Diese haben das damals bemängelt und gesagt, das sei nicht mit den dreissiger Jahren gleichzusetzen.

Diese Währungspolitik hat zu einer unglaublichen Überhitzung geführt. Im Immobilienbereich ist es dann losgegangen: Wir haben mit faulen Krediten Wachstum erzeugt. Nichts ist einfacher, als in einer Volkswirtschaft mit faulen Krediten und zuviel Geld Wachstum zu erzeugen – ich bitte Sie, das einmal zu beachten. Aber das gibt keinen Wohlstand; das sehen Sie heute in Asien, das sehen Sie auch in der Schweiz. Darum mussten die Banken in den neunziger Jahren etwa 50 Milliarden Franken an faulen Krediten abschreiben; das ist faul erzeugtes Wachstum. Das hat auch zur Immobilienkrise geführt. Die Rezession der neunziger Jahre ist die Folge dieser Politik in den achtziger Jahren.

Die Minderheitsanträge, namentlich jene der Minderheiten III (Jans) und IV (Fässler), ermöglichen geradezu eine solche Fehlpolitik in der Währungsfrage. Man ist heute bescheiden geworden und weiss, dass man Vollbeschäftigung und eine gute konjunkturelle Entwicklung mit der Währungs- und Geldpolitik am besten dann erzeugt, wenn die Notenbank die Preisstabilität zur Aufgabe hat. Alles andere ist eine Überforderung und führt zu Fehlentwicklungen. Wenn Sie nicht für diese Aufgabenbeschränkung sind, dann sind Sie gegen die Vollbeschäftigung und erzeugen Arbeitslosigkeit. Das muss man hier einfach sagen. Es ist schön, von der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit zu sprechen, aber es ist sehr schwierig, die zu erreichen. Diejenigen, die solche Rezepte wollen – dass man also gemäss Antrag der Minderheit III der Notenbank sagt, sie solle Vollbeschäftigung, Wachstum, Preisstabilität erzeugen –, machen nichts anderes, als schlussendlich die Vollbeschäftigung zu verhindern und Arbeitslosigkeit zu erzeugen.

Der Entwurf des Bundesrates bzw. der Antrag der Mehrheit, aber auch die Anträge der Minderheiten I und II weichen wenig voneinander ab. Bundesrat und Antragsteller haben eingesehen, dass man Vollbeschäftigung und eine gute konjunkturelle Entwicklung dann hat, wenn man der Notenbank den Auftrag der Preisstabilität gibt; das bedeutet keine zu grosse Teuerung und auch keine Deflation. Das muss man hier festhalten. Im Moment ist es natürlich schön, Geld zu schöpfen und Wachstum zu erzeugen, aber nach vier Jahren, wenn die Arbeitslosigkeit und die Rezession da sind, gibt es dafür angeblich ganz andere Gründe, und man sagt, es komme verzögert. Darum können Sie mit dem Wort «langfristig» im Antrag der Minderheit IV nichts anfangen.

Herr David hat es so ausgelegt, dass «langfristig» zwei Jahre seien. Wenn eine Nationalbank handelt, geht es immer ungefähr zwei Jahre, bis die Folgen eintreten, demzufolge kann «langfristig» nicht zwei Jahre sein. Sind das 5, 10, 20, 50, 100 Jahre? Ich bin bei «langfristig» immer etwas skeptisch, ich kenne das von den Unternehmen. Wenn sie untüchtige Manager haben, sagen die immer: Wir erzeugen schon Gewinn, aber langfristig. Wenn Sie schauen, in welchem Zeitraum das ist, ist es der Zeitraum, bis sie pensioniert sind;

dann beginnt der sogenannte Gewinn, vorher müssen sie keinen erzeugen.

Am besten sind der Antrag der Mehrheit oder die Anträge der Minderheiten I und II. Der Antrag der Minderheit II ist etwas klarer, darum habe ich ihn persönlich unterschrieben. Die Mehrheit tritt für den Entwurf des Bundesrates ein; damit haben wir eine klare Politik.

Zu Absatz 4: Wir haben dort eine Minderheit, welche dem Entwurf des Bundesrates folgt, und die Mehrheit hat eine andere Formulierung. So sehr ich einerseits für den klaren Auftrag an die Schweizerische Nationalbank bin, für die Unabhängigkeit der Bank eintrete und dafür bin, dass der SNB bei der Verwirklichung dieser Aufgabe von den Politikern nicht dauernd dreingeredet wird, so sehr bin ich andererseits auch dafür, dass die SNB klar Rechenschaft abzulegen hat.

Der Bundesrat sagt, sie lege «dem Bund» – wer immer das auch sein mag – und «der Öffentlichkeit» – das ist scheinbar jemand anderes als der Bund – Rechenschaft ab. Ich glaube, es ist richtig, was die Mehrheit sagt: «Sie (d. h. die SNB) legt dem Bundesrat» – er ist schliesslich ihre Behörde –, aber auch «der Bundesversammlung und der Öffentlichkeit» Rechenschaft ab. Sie kann nicht genug Rechenschaft ablegen, weil sie unabhängig ist und weil sie eine hohe Aufgabe erfüllt, und dort soll ihr niemand dreinreden. Aber geradestehen und Rechenschaft ablegen, das muss sie. Wenn bei der SNB eine gute Persönlichkeit an der Spitze steht, wird sie sich bei der Rechenschaftsablage auch nicht von allen Winden in die Irre treiben lassen.

Wir bitten Sie, bei Absatz 3 dem Antrag der Mehrheit und dem Entwurf des Bundesrates und bei Absatz 4 dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Sie haben jetzt zwei Arten von Anträgen vorliegen. Es sind vier, welche der Preisstabilität einen vorrangigen Status geben, und einer, der Ziele gleichrangig macht und sehr allgemein gehalten ist. Das ist der Antrag der Minderheit III (Jans). Bei den Anträgen, die die Preisstabilität in den Vordergrund stellen, gibt es aber unterschiedliche Intensitäten. Es geht zwar um Nuancen, aber doch um sehr wesentliche Nuancen.

Der Antrag der Minderheit IV (Fässler) enthält das Wort «langfristig», was das Ganze sehr unscharf und riskant macht. Die Anträge der Minderheiten I (Bonny) und II (Schmid Samuel) enthalten relativ restriktive Formulierungen, die es aus der Sicht des Bundesrates schwierig erscheinen lassen, der Nationalbank jenen Spielraum zu geben, welchen sie wirklich braucht, um auch situativ angepasst handeln zu können.

Am Antrag der Mehrheit wurde vor allem kritisiert, dass es heisse, die Geldpolitik sei «im Gesamtinteresse des Landes» zu führen, dass jedoch niemand wisse, was das Gesamtinteresse sei. Es ist aber ganz klar – das wurde hier auch nicht bestritten –, dass das Ziel der Preisstabilität vorrangig ist.

Was ist das Gesamtinteresse? Herr Stucky hat zu Recht gesagt, man könne einmal an die lange und gute Tradition der Nationalbank anknüpfen; das ist schon recht fassbar. Zum anderen aber kann der Konjunkturartikel der Bundesverfassung als Interpretationshilfe herangezogen werden. Im Sinne des Konjunkturartikels ist die Ausrichtung auf eine ausgeglichene wirtschaftliche Entwicklung zu fordern, insbesondere zur Verhütung und Bekämpfung von Arbeitslosigkeit und Teuerung. Das Wort «Teuerung» kommt dort auch noch einmal vor.

Die Priorität des Gesamtinteresses ist deshalb wichtig, weil die Notenbank damit trotz der anderen Priorität der Preisstabilität die Möglichkeit hat, wenn nötig – z. B. bei erratischen Währungsbewegungen – temporär von der Preisstabilität abzuweichen. Das war hier auch nicht bestritten, trotz all der Risiken, die das mit sich bringt.

Die Priorität der Preisstabilität ist wichtig, weil sie der beste Beitrag der Geldpolitik zum nachhaltigen, langfristigen Wachstum ist. Sie ist wichtig, weil dies nach der Abschaffung der Goldbindung eine vertrauensbildende Norm ist. Das Stabilitätsziel ist mit 1 bis 2 Prozent Teuerung eingehalten; zusammen mit dem Gebot der Berücksichtigung des Gesamt-

interesses eröffnet sich die Möglichkeit, einen gewissen konjunkturpolitischen Spielraum auszunutzen.

Das ist keine «Konzession nach links», wie Herr Bonny gesagt hat, sondern an dieser Formulierung wurde gefeilt; es gab rund fünfzig Varianten, bis man sich auf eine einigte. Diese Formulierung drückt sachlich ganz klar das aus, was wir alle wollen.

Beim Antrag der Minderheit I (Bonny) ist – ich kann mir das sprachlich überlegen, solange ich will – die Preisstabilität nicht nur ein besonders wichtiges Ziel unter allen anderen, sondern klar das einzige Ziel des Währungsartikels. Der Ausdruck «sie sorgt für» ist absolut, und die realen Wirkungen der Geldpolitik werden klar vernachlässigt.

Ursache und Wirkung werden gleichzeitig umgedreht. Die SNB muss natürlich nicht für Preisstabilität sorgen, indem sie auch noch auf die konjunkturelle Entwicklung achtet. Sie muss zur ausgeglichenen konjunkturellen Entwicklung beitragen – das ist der Hauptzweck –, indem sie für Preisstabilität sorgt. Es wird also das Pferd am Schwanz aufgezaumt. Man kann es lesen, wie man will: Hier wird die Preisstabilität zu stark verabsolutiert, und damit wird ein Anspruch erhoben, dem die Bank nicht gerecht werden kann. Ich befürchte, dass diese Formulierung in einer Volksabstimmung quasi dramatisiert werden könnte. Es ist eine enge Formulierung.

Zum Antrag der Minderheit II: Es ist dies der Wortlaut der Europäischen Zentralbank und der Wortlaut der Expertengruppe. Diese Formulierung ist für Europa deshalb sicher richtig, weil dort eine absolutere Formulierung mithelfen muss, das Vertrauen in eine Zentralbank zu schaffen, die noch keinen Leistungsausweis vorlegen konnte. Sie wissen, wie stark die politischen Einflüsse in Europa sind. Man muss auf diese Weise quasi einen Wall gegen den politischen Einfluss bauen. Diese Notwendigkeit zeigt sich zunehmend mit den neuen Regierungen. Der Vorrang der Preisstabilität ist im Prinzip richtig; die Formulierung der Minderheit II schliesst auf Verfassungsebene jedweden Zielkompromiss zu Lasten der Preisstabilität klar aus. Sonst würde es nämlich nicht heissen: «Soweit es ohne Beeinträchtigung dieses Zieles möglich ist» Dies legt der Bank eine Fessel an; wir glauben, dies sei in einer offenen, kleinen Volkswirtschaft wie der Schweiz falsch.

Zum Antrag der Minderheit III: Er schießt übers Ziel hinaus; es ist jener Antrag, der die Preisstabilität nicht mehr als vorrangiges Ziel definiert. Damit gaukelt er vor, die Geldpolitik könne Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität gleichermassen beeinflussen. Das ist so nicht richtig. Herr Jans hat sich gegen meine Bemerkung einer aktivistischen Geldpolitik verwahrt. Es ist aber klar, dass die Rechenschaftsablage der Nationalbank – auf so viele, gesamthaft schwammige Ziele bezogen – auch nicht mehr eindeutig sein wird. Dies ist ein zuwenig klares Ziel für die Nationalbank in bezug auf das, was sie wirklich selbst bewirken kann.

Zum Antrag der Minderheit IV: Der Antrag der Minderheit IV wäre ohne das Wort «langfristig» aus meiner Sicht die zweitbeste Lösung; aber er enthält eben leider dieses Wort. Es gilt nicht nur das zu bedenken, was Herr Blocher hier gesagt hat: Was heisst langfristig, wie viele Jahre? Sondern es stellt sich auch die Frage: Was bedeutet langfristig? Heisst langfristig, dass dieses Ziel im Mittel einer langfristigen Periode vorrangig sein muss; heisst dies dann, dass eine zu starke Inflation durch deflationäre Perioden kompensiert werden muss – oder was heisst es sonst? Die Preisstabilität ist auch gar nicht langfristig zu sichern, weil diese langfristige Wirkung so kaum zu steuern ist.

Wir haben auch lange darüber nachgedacht – vor allem mit den Sozialdemokraten, weil wir diesen Glaubenskrieg letztlich nicht wollen –, ob die Einführung des Wörtchens «langfristig» diesen Kompromiss erlauben würde. Ich war sehr erstaunt, von Herrn David zu hören, dass er dieser Formulierung zustimmen kann, weil sie genau das Konträre der von ihm favorisierten Variante zur Folge haben wird. Das ist nicht die gleiche Sichtweise. Mit dem Wort «langfristig» denaturieren Sie diesen an sich brauchbaren Vorschlag in einer Weise, dass er aus der Sicht des Bundesrates eben nicht mehr akzeptabel sein kann.

Deshalb bitte ich Sie, bei Absatz 3 der Mehrheit zuzustimmen.

Noch eine kurze Bemerkung zu Absatz 4: Die Rechenschaftspflicht der Nationalbank ist unterschiedlich, je nach Adressat. Die Rechenschaftspflicht gegenüber dem Bundesrat wird auch eine zukunftsorientierte sein. Es können im kleinen Kreise Diskussionen über Alternativen – «Wie soll es weitergehen?» – geführt werden. Das Parlament wird vor der Information der Öffentlichkeit über gewisse Dinge nicht informiert werden können, weil das sofort die Märkte usw. beeinflussen würde. In diesem Sinne sind Öffentlichkeit und Parlament in bezug auf den Zeitpunkt der Information auf der gleichen Stufe. Beide werden rückwärtsorientiert informiert, aber nicht mit der gleichen Intensität, das ist klar. Die Öffentlichkeit ist ein viel breiterer Adressat, das Parlament aber hat Anrecht auf eine sehr viel detailliertere und klarere Information. Herr Schmid Samuel hat recht, dass das auf Gesetzesstufe geklärt werden muss.

Der Begriff «Bund» umfasst den Bundesrat und natürlich auch die Bundesversammlung. Wir meinen, dass die Formel für die Rechenschaftsablage gegenüber der Bundesversammlung noch gefunden werden muss, denn sie darf nicht in einer Form geschehen, die eine politische Beeinflussung der Nationalbank zur konkreten Konsequenz hat. Ein Nationalbankpräsident beispielsweise, der sich im Plenum des Parlamentes gegen alle Einwürfe wehren muss, würde wahrscheinlich unter einen politischen Druck kommen, der seine Unabhängigkeit gefährden könnte. Aber er soll die Kommissionen besuchen usw. Darüber können wir dann bei der Gesetzgebung sprechen. Der Bundesrat ist der Meinung, dass die Formulierung von Kommissionsminderheit und Bundesrat zwar der gesetzlichen Konkretisierung bedarf, aber offener und besser sei als jene der Kommissionsmehrheit, wo schon falsche Schlüsse gezogen werden könnten. Ich muss Ihnen aber sagen, für mich ist dies kein Schicksalsfrage: Ich ziehe bei Absatz 4 die Formel von Bundesrat und Kommissionsminderheit vor, aber der Bundesrat kann auch mit der anderen Formel leben.

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit II | 90 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit III | 57 Stimmen |

Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire

| | |
|----------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit II | 91 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit IV | 61 Stimmen |

Dritte Eventualabstimmung – Troisième vote préliminaire

| | |
|----------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit II | 85 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit I | 68 Stimmen |

Definitiv – Définitivement

| | |
|----------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 99 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit II | 54 Stimmen |

Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 114 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 39 Stimmen |

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr

La séance est levée à 13 h 00

Neuer Geld- und Währungsartikel in der Bundesverfassung

Nouvel article constitutionnel sur la monnaie

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1998 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | VI |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Wintersession |
| Session | Session d'hiver |
| Sessione | Sessione invernale |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 13 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 98.032 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 17.12.1998 - 08:00 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 2721-2746 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 045 051 |